SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE



BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

n° 52 – 5 novembre 2026

Brigades éditoriales de solidarité

Les Brigades éditoriales de solidarité ont été créées au lendemain de l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine. Elles regroupent les éditions Syllepse (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal), Spartacus (Paris) et Massari (Italie), les revues New Politics (New York), Les Utopiques (Paris) et ContreTemps (Paris), les sites À l'encontre (Lausanne), Europe solidaire sans frontières (Paris), Trasversales (Madrid) et Presse-toi à gauche (Québec), les blogs Entre les lignes entre les mots (Paris) et Utopia Rossa, ainsi que le Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

À l'encontre : https://alencontre.org
Centre Tricontinental : www.cetri.be
ContreTemps : lesdossiers-contretemps.org
Éditions Page 2 : https://alencontre.org
Éditions Spartacus : www.syllepse.net/cahiers-spartacus-_r_88_va_1.html
Éditions Syllepse : www.syllepse.net
Massari Editore, www.massarieditore.it
Entre les lignes, entre les mots : *https://entrelslignesentrelesmots.wordpress.com*
Europe solidaire sans frontières : www.europe-solidaire.org
Les Utopiques : lesutopiques.org
M. Éditeur : https://m-editeur.info
New Politics : newpol.org
Presse-toi à gauche ! : www.pressegauche.org
Réseau syndical international de solidarité et de luttes : laboursolidarity.org
Trasversales : www.trasversales.net
Utopia Rossa : http://utopiarossa.blogspot.com

ÉDITIONS SYLLEPSE
69, RUE DES RIGOLES, 75020 PARIS

ISBN : 979-10-399-0422-3

Couverture : Katya Gritseva.

Page 115 : © SiBorg, que nous remercions une nouvelle fois.

Illustrations et photographies : collections Brigades éditoriales de solidarité et Comité français du RESU.

Table des matières

La lutte contre le fascisme n'a pas de frontières
BERNARD RANDÉ
5

IVANKA

26 juin 1993 - 1er octobre 2026

Ivanka « Haïka » Kutsenko
PATRICK LE TRÉHONDAT
9

Ivanka « Haïka » Kutsenko a été tuée
SOLIDARITY COLLECTIVES
12

Elle n'avait pas peur de défier l'injustice
SYNDICAT DES MILITAIRES LGBT
13

Je me souviens de la première fois où j'ai vu Ivanka
DARIIA DAHUANNA
13

« Ivanka, notre combattante »
SOLIDARITY COLLECTIVES
15

Ivanka, une féministe en armes
PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICK LE TRÉHONDAT
25

Une amie des enfants
IVANKA
30

Sergente-cheffe Ivanka « Haïka » Kutsenko
LESIK
30

Une véritable chevalière
SONYA
32

« Ivanka, réveille-toi, c'est la guerre ! »
ENTRETIEN AVEC IVANKA
34

PAROLES D'UKRAINE

Travailler sous les bombes
PAUL DZA
45

Une loi sur l'enseignement des langues
PATRICK LE TRÉHONDAT
49

Ce sont les citoyen·nes, et non les généraux, qui gagnent les guerres
DZVINKA ET AISTRA AVEC FLORENCE OPPEN
50

Un squat autogéré à Odessa
ENTRETIEN AVEC LIDA ET SACHA
62
La revanche de la droite n'a pas eu lieu : les élections en Serbie et au Brésil
SOTSIALNYI RUKH
69

PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE
Chronique des événements courants
CORRESPONDANTS
72

SOLIDARITÉ INTERNATIONALISTE
MARIANA SANCHEZ
80
Parrainer des otages civils en Ukraine : les villes de France répondent à l'appel
84
Solidarité avec les travailleurs et les travailleuses d'Ukraine
SYNDICAT NATIONAL DES MINEURS DE GRANDE-BRETAGNE
86
Les hôpitaux d'Ukraine ont besoin de générateurs
UNE CAMPAGNE DU COMITÉ FRANÇAIS DU RESU
87
Une campagne internationale pour exiger la libération de Denys Matsola
CHRISTIAN MAHIEUX
90

PRISES DE POSITION
Le basculement sanglant du sous-impérialisme russe vers un nouvel impérialisme à l'ancienne
SIMON PIRANI
94

BOÎTE ALERTE
Les pieds froids, de Francesca Melandri
DOMINIQUE BOURY
109
Poésie ukrainienne dans la guerre
VLADIMIR CLAUDE FIŠERA
112
L'Ukraine se souvient de la Hongrie
113

La lutte contre le fascisme n'a pas de frontières

Bernard Randé[1]

L'ère de la mondialisation exige de nouvelles façons de penser et d'agir. Ce qui se passe à l'autre bout du monde a son importance. L'état de l'océan Austral est important non seulement pour l'Australie et les pays voisins, mais aussi pour le climat mondial et la biodiversité. La résistance ukrainienne face à l'agression russe ne concerne pas seulement la survie et la souveraineté, mais aussi la défense des principes et des règles de la coexistence internationale, notamment la justice, la liberté et la démocratie, qui revêtent une grande importance pour tous les pays de la planète. La menace d'un nouvel ordre mondial, cruel et injuste, est bien réelle. Soutenir l'Ukraine aujourd'hui, c'est garantir les valeurs humaines et le bien-être mondial de demain[2].

L'axe Trump-Poutine

L'accord Trump-Poutine, resté jusqu'ici dans les limbes d'un axe virtuel, est devenu un axe Trump-Poutine matériel, forgé dans le métal dont sont faits les missiles et les bombes du Kremlin, qui s'abattent sur la population civile ukrainienne.

1. Bernard Randé est membre du Comité français du RESU, de Solidarité FreeAzat et du Réseau Bastille.
2. Introduction à la déclaration du Parti des Verts d'Ukraine, 25 octobre 2026.

Deux aspects de cet accord doivent être soulignés

Tout d'abord, l'aide économique. L'accord, annoncé par Trump le 9 octobre et confirmé le même jour par Poutine, prévoit la mise sur le marché par Moscou de 800 000 tonnes (environ 5 millions de barils) de diesel en octobre-novembre, représentant au cours actuel du Brent environ 500 millions d'euros. Ce n'est pas négligeable. Mais Poutine a besoin d'argent, de beaucoup d'argent, pour alimenter son industrie d'armement et de guerre. Son budget militaire (hors pensions) a été de 126 milliards d'euros en 2025, soit le 33 % du budget total, pour un PIB de 2 540 milliards. En France, pour comparaison, les chiffres respectifs sont 57 milliards, 13 %, 2 990 milliards. Mais surtout, la politique militariste du Kremlin le conduit à accroître constamment ce budget : il pourrait être de 30 milliards supplémentaires en 2026. Corollairement, la dette publique, restée assez faible, augmente nettement et doit être financée à des taux annuels très élevés (16%).

L'aide de Trump au Kremlin a une autre conséquence. Celle d'exiger de Zelinsky l'arrêt des frappes sur le complexe pétrolier de la Russie. Si l'Ukraine avait frappé les civils russes, cela n'aurait sans doute pas dérangé Trump (ni Poutine d'ailleurs). L'ennui, c'est que les frappes sur les infrastructures pétrolières touchent directement la politique d'armement de la Russie, et pour un candidat au prix Nobel de la paix, c'est intolérable.

Pour punir Zelinsky, Trump et les sociétés techno-impérialistes qui l'entourent ont donc puni les civils ukrainiens, en les privant d'aide

non seulement en défense antiaérienne, mais aussi en renseignement, celui qui permet le déclenchement des alertes dans les villes visées. L'augmentation considérable des pertes civiles des semaines récentes en est une illustration désolante.

L'aide directe de Trump à Poutine, sans aucune contrepartie en vue de mettre fin à cette guerre, doit en avoir une du côté de ceux qui défendent les peuples : soutenir de façon accrue toute aide à l'Ukraine en matière de défense. C'est la seule façon d'être un antimilitariste conséquent. Et s'opposer simultanément aux impérialistes américains et russes (ce qui ne veut certainement pas dire aux peuples américain et russe, au contraire) est la seule façon d'être un antifasciste conséquent.



La solidarité par en bas

Ivanka «Haïka» Kutsenko, féministe ukrainienne en armes, est tombée sur le front le 1er octobre 2026. Une femme parmi des millions qui, sous les armes, dans le ravitaillement du front, dans l'aide aux familles des soldats, mais aussi infirmières, travailleuses de tous les secteurs, toujours sous les bombes, qu'elles soient à l'arrière ou sur le front ; une femme qui, des mines de charbon du Donbass au groupe féministe Bilkis, qu'elle avait cofondé, de l'aide aux populations les plus vulnérables des zones martelées par le feu russe jusqu'aux premières lignes, a mené un combat inlassable pour que sa vie soit conforme à sa vision du monde. Dans le milieu français d'aide à la résistance ukrainienne du RESU, nous la connaissions sous son seul prénom d'Ivanka, et nous vivions un peu à ses côtés grâce à Patrick Le Tréhondat, qui correspondait étroitement avec elle. Elle avait ses moments de doutes, de tristesse et, n'en doutons pas, de grandes souffrances. Elle avait écrit un jour à Patrick : « Je suis juste une romantique, l'armée tue le romantisme, et je ressens une sorte de mort culturelle. » Une anarchiste tuée les armes à la main pour la défense de la liberté de son peuple, comme de la sienne propre.

Azat Miftakhov est Tatar. C'est dire qu'il est né en Fédération de Russie, où il a fait ses études de mathématiques. Son succès dans cette matière ne lui a pas interdit de mener un combat politique dans son université. Militant anarchiste, il s'est opposé à la politique de Poutine, qu'elle soit dirigée contre le peuple russe ou le peuple ukrainien. Il a été condamné à six ans de prison, puis à une seconde peine de quatre ans, qu'il purge actuellement dans une prison sur le cercle polaire, dans la ville où Navalny a été assassiné.

Il a reçu le soutien de la communauté mathématique à travers le monde. Solidarité FreeAzat, une association fondée en France et dont bon nombre de membres sont russes, poursuit une campagne internationale de solidarité avec Azat. Grâce à elle, un échange avec un mathématicien français a permis à Azat de résoudre dans sa prison un problème ouvert, dont la solution a été publiée dans un journal français en juillet 2026. Cette métaphore de l'esprit élargissant les barreaux d'une prison a suscité un intérêt mondial, dont la presse s'est largement fait l'écho. Mais Azat, qui a subi des tortures violentes, demeure emprisonné. Notre solidarité à son égard est un combat non seulement pour

la justice, pour les droits d'un être humain, pour la liberté de conscience, mais aussi pour tout le peuple russe qui n'a pas à choisir entre être bourreau et victime.

Denys Matsola est né en Crimée. Durant ses études, il s'est engagé dans le syndicalisme étudiant (Priama Diia), dans la lutte écologique et le soutien aux Tatars de Crimée, puis, après l'invasion et l'annexion de la Crimée, qui l'obligea à la quitter pour Kyiv, dans l'aide aux déplacés du Donbass en voie d'occupation. Il documenta aussi l'occupation russe de la Crimée comme journaliste.

Engagé volontaire, il fut fait prisonnier lorsque Marioupol fut soumise par l'armée russe, au prix de 20 000 victimes civiles probablement. Il est depuis avril 2022 prisonnier des autorités russes. Ses conditions de détention sont celles de nombreux prisonniers de guerre ukrainiens, c'est-à-dire terribles. À l'isolement depuis 2023, il subit des mauvais traitements et des tortures. De tels sévices ont conduit nombre de prisonniers à la mort. Le Réseau international de solidarité et de luttes se bat pour sa défense. Denys est l'illustration même de ce qu'une annexion conduit à des souffrances plus grande que la guerre elle-même, car plus durables.

Le pacifisme internationaliste, c'est la défense sans faille des victimes

On connaît l'exclamation de Jean Giono, lors de la Seconde Guerre mondiale : « Je préfère être un Allemand vivant qu'un Français mort. » Le problème, c'est que ce choix, personne ne le lui proposait. La bonne question qu'il aurait dû se poser est : « Est-ce que je préfère être un Allemand vivant ou un homme libre mort ? »

Et quand bien même on répondrait qu'il préfère être un nazi vivant, cela lui donnerait-il le droit d'imposer cette réponse à tous ? Lorsque les Ukrainiens nous demandent une aide pour la défense de leur liberté, pouvons-nous, au nom de notre dégoût pour la violence, la leur refuser ? N'est-ce pas alors détourner nos yeux de ce qui nous déplaît, plutôt que changer un monde qui l'autorise ?

Les trois combattants que nous avons évoqués sont là pour nous rappeler que, si la veulerie, le fascisme et le goût de la domination n'ont pas de frontières et peuvent être transpercés par un axe Trump-Poutine, le combat pour les effacer du monde ne doit pas en avoir non plus.

IVANKA

26 juin 1993 - 1er octobre 2026



Ivanka « Haïka » Kutsenko

Patrick Le Tréhondat[1]

Ivanka est entrée dans ma vie en janvier 2025, et ne l'a plus quittée depuis. Elle était aussi devenue une préoccupation et presque l'objet d'une veille. Que se passait-il pour elle au front ? Fin septembre, ne la voyant plus active sur les réseaux sociaux, je me suis inquiété et je décidais, je ne sais pas pourquoi, d'interroger à son sujet Yana, son amie, sa sœur, le jeudi 1er octobre. J'ai reçu sa réponse le 2 octobre à 00 h 16 :

> Cher Patrick, Ivanka a été tuée hier, le 1er octobre. Depuis lundi, elle se rendait vers les lignes de front, et malheureusement, son groupe n'est pas arrivé à destination…

Des mots indélébiles et définitifs qui vous assomment. Je rouvrirai ma messagerie une demi-heure plus tard pour m'assurer d'avoir bien compris la tragique nouvelle. La louve du Donbass était tombée sous le feu de l'artillerie russe, sur le champ de bataille de la lutte antifasciste, pour la démocratie et l'émancipation de l'humanité à laquelle elle aspirait.

C'est en janvier 2025 que Bilkis m'avait proposé de contacter Ivanka. Je savais qu'elle était une membre active (et même une cofondatrice) de ce groupe féministe et qu'elle avait rejoint les forces armées ukrainiennes et au gré de mes échanges avec Bilkis j'avais parfois demandé de ses nouvelles.

Le contact établi, je l'avais interviewée : « Ivanka, une féministe en armes ». Mais très vite nos échanges avaient débordé un cadre strictement militant. Nous parlions de nos quotidiens, et même de choses futiles, échanges émaillés, pour Ivanka, de douleurs et peines tues.

Ivanka est née à Roubijne, dans l'oblast de Louhansk dans l'est de l'Ukraine (Donbass). Chaque année, même au front, elle célébrait la fête des mineurs. Cette année, quinze jours avant cette fête, elle m'avait rappelé : « Au fait, la Journée des mineurs approche en Ukraine ! »

En 2025, alors déjà soldate, elle avait confectionné un zine de 29 pages sur les mineurs.

> J'adore les terrils. C'est autour d'eux que s'est déroulée toute mon enfance, je grimpais dessus, je courais, je les appelais « les dinosaures ». J'ai du sang de mineur qui coule dans mes veines. Mon grand-père est mineur. Le jour de la fête des mineurs, les manèges et la barbe à papa faisaient leur apparition en ville. Le Donbass est ma petite patrie. Mais le Donbass, ce n'est pas seulement des usines, des mines, une zone industrielle, un prolétariat et des ouvriers épuisés. C'est un univers tout entier si divers ! Je réagis toujours comme une tigresse quand quelqu'un dit une bêtise sur le Donbass.

Un matin elle m'avait interrogé :

> As-tu lu *Germinal* ? Zola est un maître des mots. Le livre regorge de descriptions, mais elles ne lassent pas, au contraire – elles donnent

1. Patrick Le Tréhondat est membre des Brigades éditoriales de solidarité et du Comité français du RESU. 21 octobre 2026.

l'impression de regarder un film. Certaines scènes restent gravées dans ma mémoire, bien que je ne les aie pas vues, mais simplement imaginées. Ici, on n'écrivait pas de tels livres, seulement ceux où le mineur était un héros, et non une ombre à peine vivante. Zola, c'est l'honnêteté incarnée. Il ne s'agit certainement pas d'un écrivain soviétique, pour qui les mineurs étaient un outil de propagande. Après avoir terminé le livre, j'avais l'impression d'avoir reçu un coup de fouet, tout était si dur.

Je l'avais encouragée à écrire un texte sur le Donbass, sur sa vision de cette région minière, sur son expérience de vie, sa culture, les gens…

Concernant le texte sur le Donbass, je n'oublie pas et je ne t'abandonnerai pas. Ce texte est encore à l'état embryonnaire.

Elle n'a pas pu l'écrire, la guerre et le fascisme russe ont brisé sa plume. Et puis encore un autre jour, au saut du lit, elle me pose une autre question :

Connais-tu Agnès Varda ? J'adore ses films. *Les glaneurs et la glaneuse,* c'est mon préféré.

Militante anarchiste, anti-autoritaire, elle s'était engagée dans l'armée. De quoi donner des migraines à ses sœurs et frères libertaires occidentaux. Permettez-moi cet oxymore : elle était une soldate volontaire antimilitariste. Mais elle n'était pas dupe de ce que représentait l'institution militaire. Ses rares permissions étaient de vrais moments de bonheur.

Mon dernier jour de vacances et demain nous retournerons en guerre dans la région de Kherson. J'ai mené ici une vie plutôt hédoniste. La mer à portée de main, un vélo, de la nourriture délicieuse, des amis, j'ai dormi autant que je le voulais. Je me suis acheté du parfum…

Dès que c'était possible, elle se rendait à Odessa rejoindre ses ami·es de Street Aid Daily.

J'ai reçu mon diplôme d'infirmière de combat, j'ai eu quatre jours de congé à Odessa, puis j'ai été envoyée en secteur des combats. Comme Odessa est belle ! J'étais tellement enthousiaste ici et j'essayais de ne pas penser que je retournerai bientôt à la guerre. Tellement heureuse de ne pas porter d'uniforme et de dormir sur un matelas confortable.

Et d'ajouter un conseil : « Profite de la paix, car on ne sait jamais quand elle pourrait disparaître. » Animée d'une force de vie indomptable, elle m'expliquait simplement sa philosophie :

J'aime vraiment me moquer de la vie, avoir une perspective optimiste et chercher des occasions de s'amuser, même quand l'artillerie tire tout autour de moi, et même si je peux sombrer dans la tristesse et le chagrin mais pas pour longtemps. La guerre est faite de manœuvres ; à tout moment, tout peut basculer, la vie peut s'arrêter, ou autre chose encore. J'essaie de tirer le meilleur parti ici et maintenant.

Et puis encore :

Je vois de la beauté partout où je vais, car il y a une vie après la guerre. C'est pourquoi je vis pleinement ma vie maintenant, je savoure la liberté à pleines cuillères.

Toujours en contact avec ses sœurs de Bilkis et d'autres communautés militantes, elle souffrait de son éloignement de l'activisme. À propos de la manif du 8 mars à Lviv, elle m'avait dit :

> Je me sens « détachée » de la communauté militante. Ça me rend un peu triste de voir ça et tu comprends que je ne peux pas y participer…

Pour autant, elle n'abandonnait pas son combat féministe. Lorsque Bilkis avait publié son zine, dont elle avait reçu un exemplaire, elle m'avait expliqué à mon grand étonnement.

> Super magazine ! Je l'ai lu à mes collègues aussi. Même si je suis la seule femme parmi 80 hommes.

Cependant dans ses messages, sourdait une douleur :

> Je suis juste une romantique, l'armée tue le romantisme, et je ressens une sorte de « mort culturelle ».

Et d'ajouter mi-rigolarde mi-sérieuse : « Je suis une victime du capitalisme… » Et cette promesse désormais impossible :

> Quand je reviendrai de mission, je vais étudier le français… et quand la guerre sera terminée dans mon pays, je viendrai certainement te rendre visite !

Alors que je lui expliquais la physionomie multiethnique du quartier où j'habitais, Ivanka concluait : « Vous avez besoin d'Ukrainiens, pour un ensemble complet.»

Nous avons aussi ri de nos bêtises. De son côté, elle écrivait : « хахахаха сміюсь. !!!! в голос сміюсь » («Hahahaha, je ris !!!! Je ris aux éclats »).

J'en éprouvais un grand plaisir, une satisfaction. Des dizaines d'anecdotes me reviennent en mémoire. Une fois elle m'a convaincu de goûter au « chocolat de Dubaï » que je ne connaissais pas. Et puis un jour elle m'annonce toute fière :

> J'ai récemment acquis une expertise dans le maniement du lance-grenades. C'était incroyable !

Et elle me demande avec quelles armes j'ai appris à tirer à l'armée pendant mon service militaire. Par chance, je retrouve sur internet les photos du pistolet-mitrailleur Mat 51 et de la mitrailleuse AA52. À réception des photos, éclats de rire : « C'est quoi ces vieilleries ! » (J'ai fait mon service militaire en 1980-1981…)

Enfin, son dernier message, le 24 septembre, à propos de ma traduction d'un article sur un squat autogéré à Odessa : « Je connais ce squat et les gens qui y vivent. C'est un endroit chaleureux. »

Ivanka avait une passion pour les chats. Notamment deux qu'elle avait avec elle dans son unité, Hans et Blondie, qu'elle a pris en photos mille fois, dans toutes les situations. Je ne peux plus lui écrire pour demander des nouvelles de ses chats.

Ce mois d'octobre, je lui aurais envoyé des photos des manifs lycéennes en France. Et tant d'autres choses à lui raconter. Depuis sa disparition, je ressens une amputation. C'est con, mais c'est ainsi.





Ivanka «Haïka» Kutsenko a été tuée

Solidarity Collectives

Dans la nuit du 1er octobre, nous avons appris que notre camarade Haïka avait été tuée lors d'un tir d'artillerie. Elle avait 33 ans. Anarchiste, féministe, végane, éducatrice, soldate, notre chère camarade et amie. Elle incarnait l'inspiration et la résistance : sincère, tenace, pleine de vie.

«J'avais le sentiment que je continuerais à marteler ce rocher, et que cela finirait par porter ses fruits», disait-elle.

Le parcours de Haïka a été documenté dans de nombreux entretiens, conférences et conversations.

En juin, lors de l'événement organisé pour l'anniversaire des Solidarity Collectives, elle s'est exprimée aux côtés d'autres anti-autoritaires sur son expérience au sein de l'armée : le sexisme, les problèmes de logement, le véganisme, la logistique et la vie quotidienne au sein des forces armées.

Elle n'a jamais eu peur de défier le système et, par son propre exemple, elle a soutenu et encouragé d'autres camarades qui souhaitaient s'engager dans les forces armées.

Son parcours militant l'a conduite à s'impliquer dans un large éventail de projets et d'initiatives anti-autoritaires à Kharkiv, Odessa, Kyiv, Lviv et au-delà des villes.

Elle a donné des conférences, rédigé des articles et des contes, s'est impliquée dans l'auto-édition, a pratiqué le freeganisme et mené des recherches sur les décharges et la vie des personnes qui les entourent.

Ivanka a beaucoup voyagé et a consacré sa vie à l'activisme. Au début de l'invasion à grande échelle, elle a travaillé sur des projets humanitaires, venant en aide aux femmes et aux enfants des zones de front, avant de rejoindre elle-même la résistance armée.

Haïka s'est frayée son propre chemin en tant que soldate, brisant les préjugés et les barrières sexistes du système militaire, pour finalement servir aux côtés de ses camarades, d'égal à égal, lors de missions de combat difficiles.

Haïka, tu nous manqueras profondément.

Nos sincères condoléances à ses proches, ses amis, ses camarades et ses sœurs et frères d'armes.



Elle n'avait pas peur de défier l'injustice

Syndicat des militaires LGBT

Ivanka «Haïka» Kutsenko, infirmière de combat, soldate et cofondatrice de l'association féministe Bilkis, a perdu la vie au combat.

Dans la nuit du 1er octobre, elle a été tuée par des tirs d'artillerie russes. Elle avait 33 ans.

Ivanka défendait les droits des femmes et des personnes LGBT+, organisait des repas chauds pour les sans-abri et les personnes démunies, et venait en aide aux femmes et aux enfants des zones proches du front.

En septembre 2024, elle s'est engagée dans l'armée. Ses camarades se souviennent d'elle comme d'une personne qui inspirait les autres et n'avait pas peur de défier l'injustice.

Nous adressons nos condoléances à la famille, aux proches, ainsi qu'aux sœurs et frères d'Ivanka.

Qu'elle repose en paix.



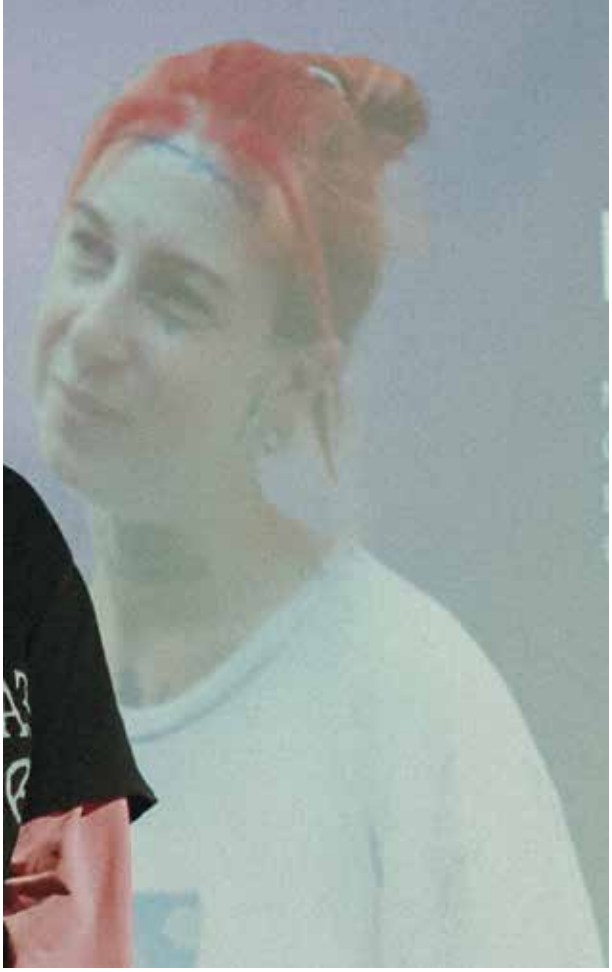
Je me souviens de la première fois où j'ai vu Ivanka

Dariia Dahuanna

J'étais assise dans le tramway lorsqu'une jeune fille aux cheveux roux, arborant un tatouage «Ni Dieu, ni maître, ni mari» dans le cou, s'est tenue debout à côté de moi. Ou peut-être était-elle assise et moi debout à côté d'elle. L'une ou l'autre de ces deux possibilités. J'en ai parlé à mon amie, Ana Nevidoma : j'ai immédiatement reçu une réponse m'indiquant que cette jeune fille serait avec moi à l'École d'été des perspectives de gauche, organisée cette année-là par Bri [membre du Sotsialnyi Rukh].

Je n'ai pas osé aller faire connaissance – notre rencontre a eu lieu à l'École de gauche, lors d'un cercle de femmes où Ivanka racontait comment elle avait appris à ne plus craindre les bombardements. J'ai moi aussi parlé de mon syndrome de stress post-traumatique : c'était en septembre 2022, et je n'en étais pas encore guérie. Elle m'a tendrement prise dans ses bras, mettant tant de bienveillance dans ce geste que je me suis demandé : «Qu'ai-je donc fait pour mériter cela ?» Par la suite, j'ai suivi sa chaîne consacrée à la cuisine (principalement





du sarrasin préparé de manière raffinée), à son amitié avec les enfants, au vélo – cet hiver-là, elle avait décidé de ne pas interrompre la «saison cycliste» – et la «Hodivnytchka» [distribution de repas vegan à Liviv pour les gens dans le besoin organisé tous les dimanches matin par Bilkis – Ivanka en était la cheville ouvrière].

J'ai également suivi ses voyages, avec Anya, auprès des enfants rroms de Stryi — à un moment donné, Anya m'a invitée à les rejoindre, mais je n'ai pas osé. C'est dommage. Par la suite, elles ont parcouru le Donbass non occupé, ont recueilli des témoignages, puis ont finalement rédigé un zine. J'ai lu ce zine cet hiver à la Galerie municipale de Lviv.

Ivanka m'a emprunté une tente, puis elle m'a acheté cette «petite maison». Car cette tente ressemblait à la sienne, restée à Roubijne. Et ces 1 000 hryvnias m'ont vraiment dépannée à l'époque, car j'avais des problèmes d'argent et je n'avais pas assez pour acheter mes médicaments. Ivanka est apparue avec cette proposition, telle une fée tombée du ciel.

Puis elle s'est engagée dans l'armée. Je me souviens avoir participé à une collecte de fonds en sa faveur. Je n'arrêtais pas de me demander comment une jeune fille comme elle avait pu s'engager dans ce régiment d'infanterie de marine. Elle m'avait invitée à Odessa [pendant un moment, l'unité d'Ivanka a stationné non loin d'Odessa], mais je n'y suis finalement jamais allée. Malheureusement.

Je ne la connais pas aussi bien que beaucoup d'autres personnes, mais ces derniers jours, je conserve tout ce qui est écrit à son sujet afin de le garder (j'ai cette manie : cultiver la mémoire). Je constate que le souvenir qu'elle laisse est vraiment lumineux. Voilà une Femme, voilà un phénomène – une personne extraordinaire.





« Ivanka, notre combattante »

Solidarity Collectives[1]

Parle-nous de ton service, que fais-tu actuellement ?

En ce moment, je termine le dernier jour de mes vacances. Et à mon retour, je reprendrai mes activités. L'une d'entre elles est d'ordre médical, mais il n'y a pas de poste médical au niveau de ma compagnie. Nous avons un médecin de combat, et je suis son assistante et médecin à temps partiel.

Voici ce que comprennent mes fonctions : nous dispensons des cours avec ce médecin de combat à notre personnel de l'unité médicale. Et il ne s'agit pas seulement de cours de base sur l'arrêt des hémorragies, car il semble que tout le monde sache déjà tout à ce sujet.

Nous approfondissons un peu plus et nous nous éloignons même du March[2] pour passer aux algorithmes suivants, nous étudions la pharmacologie avec les soldats, l'accès intraveineux par exemple. Nous réfléchissons toujours ensemble aux scénarios de ces cours, à des situations qui peuvent être mises en pratique avec les soldats. Nous vérifions également en permanence le contenu des trousses de premiers secours individuelles de nos combattants, avant et après les sorties. Nous essayons également d'équiper les positions avec tout le nécessaire.

En plus des trousses de premiers secours, chacune de nos positions de tir dispose également d'un sac séparé contenant divers médicaments qui pourraient être nécessaires. Les personnes qui sont dans des caves, des abris ou des tranchées pendant une semaine peuvent avoir des problèmes d'estomac, souffrir du froid et attraper un rhume. En général, beaucoup de gens savent que l'approvisionnement en médicaments par les voies officielles peut être compliqué sur le plan bureaucratique. C'est pourquoi nous organisons constamment des situations concrètes, qu'il s'agisse de simulations pour tous ces cours ou simplement au sujet de médicaments qui peuvent être utiles à nos

1. 20 décembre 2025. Traduction Patrick Le Tréhondat.
2. NdT. L'algorithme March est un système développé dans le cadre du concept TCCC (Tactical Combat Casualty Care) qui permet d'évaluer rapidement l'état d'un blessé et de déterminer les priorités de soins. Son principe fondamental est de se concentrer en premier lieu sur les problèmes qui entraînent le plus souvent des décès évitables sur le champ de bataille ou lors de situations d'urgence.





combattant·es. Nous surveillons constamment ce qui peut être obtenu et reçu.

Mon deuxième rôle consiste simplement à mener une vie de combattante d'infanterie ordinaire, affectée à des positions en tant que lanceuse de grenades. Je me rends avec des soldats sur des positions et j'y passe mon temps à défendre la rive du fleuve.

De temps en temps, on me confie des tâches administratives, je remplis divers registres : contrôle des armes, contrôle du personnel… On plaisante en disant qu'il y a tellement de bureaucratie dans l'armée qu'il doit exister un registre des registres. C'est en partie vrai, il faut remplir beaucoup de registres qui n'ont parfois aucun rapport avec la réalité, mais malheureusement, ce sont les règles.

Mon poste principal, où je passe la majeure partie de mon temps de travail, consiste à être de service au poste d'observation. Toutes les 48 heures, je descends au sous-sol pour prendre mon service. C'est un espace équipé d'une radio et de nombreux écrans. Je dois surveiller la situation aérienne grâce à des appareils qui permettent de repérer les cibles volantes et de rester en contact avec nos positions de tir. Concrètement, lorsque je suis en poste, je suis en contact avec le poste de commandement et d'opérations et surveille si un incident survient ou s'il y a une demande. Lorsque je ne suis pas à ce poste, je peux être appelée si la situation s'aggrave et si une transmission est nécessaire, je dois assurer la permanence comme opérateur radio. Si on me demande de faire autre chose pour l'armée, comme éliminer des puces ou des rats dans un sous-sol, je le fais également.

Cependant, ta fonction reste celle qui est officiellement inscrite dans ton dossier militaire ?

Oui, je suis membre d'une équipe de lance-grenades. C'est ma fonction officielle, telle qu'elle est inscrite dans mon dossier militaire, c'est-à-dire en fait transporter des obus, et c'est tout.

Est-ce dû au fait que tout est si éphémère en temps de guerre que tout le monde doit tout faire, ou est-ce simplement que quelqu'un en haut lieu est trop paresseux pour inscrire tous les postes dans les dossiers militaires ?

Il me semble que c'est les deux. Et cela est peut-être un peu lié à ma propre initiative et à mon niveau d'énergie. Je pourrais faire une





chose, cela suffirait. Je suis sûr que personne ne me dirait «vous n'en faites pas assez». Cependant, je suis simplement quelqu'une qui est prête à accomplir de nombreuses tâches, je ne vois pas de limite à cela. Il y a des choses que j'aimerais améliorer, et prendre des initiatives dans ce domaine, mais le processus de transformation dans l'armée est très lent. Près d'un an s'est écoulé avant que je sois autorisée à occuper certains postes, et je pense qu'avec les ambitions que j'ai, je dois simplement attendre encore un peu.

Tu as donc exprimé le désir d'occuper d'autres postes ?

Bien sûr. Le commandant m'a même envoyée au diable – il me l'a dit directement, au milieu de la conversation, il s'est simplement retourné et est parti. J'ai dû écouter beaucoup de propos sexistes absurdes. Mais j'avais le sentiment que si je continuais à insister, cela finirait par porter ses fruits. J'ai travaillé dur et j'ai obtenu ce que je voulais.

Il t'a donc fallu un an pour gagner confiance en toi, et tout le monde a reconnu que tu étais capable et digne de faire tout ce que les autres hommes font simplement du fait de leur genre. Comment as-tu rejoint l'armée, et qu'est-ce qui a influencé ta décision de partir à la guerre ? Y a-t-il eu un tournant décisif pour toi, ou était-ce peut-être évident pour toi dès le début ?

Avec le recul, cela me semble évident, et si j'avais la possibilité de revivre ma vie, je l'aurais fait dès 2014. Cependant, lorsque les hostilités ont commencé dans ma région de Louhansk, j'étais dans une famille conservatrice de Témoins de Jéhovah, où l'apolitisme était fortement encouragé. La guerre était palpable dans ma ville natale, Roubijne, et il y a même eu une occupation de courte durée, et il y avait le voile de ce christianisme religieux et de cette humilité, où l'on tend l'autre joue à l'ennemi. Je ne comprenais pas du tout ce qui se passait en Ukraine. Ce furent des semaines dans une sorte d'état dépressif et d'apathie dans la ville, puis nous nous sommes réveillés, et nous avions des drapeaux ukrainiens partout dans la ville, et voilà, la ville était libérée. De 2014 à 2022, Roubijne a connu sa meilleure période, mais il n'y avait pas de mouvements féministes, alors je les ai tous observés à travers les réseaux sociaux jusqu'à ce que je me retrouve à Kharkiv.





Puis 2022 est arrivé, la guerre totale a éclaté, je me suis retrouvée dans l'ouest de l'Ukraine, et l'une des premières choses que j'ai faites a été de me rendre au bureau d'enrôlement militaire de Stryi [*ville de l'oblast de Lviv*], mais ils ont examiné ma formation et m'ont renvoyée. Le recrutement des femmes dans l'armée s'est normalisé avec le temps. En 2022, il était plus difficile de s'engager. J'ai donc décidé de ne pas abandonner, mais de laisser passer un peu de temps, et alors que la vie m'amenait à Lviv, j'ai donc agi ici.

Je me suis plongée dans une activité sociale, travaillant avec des personnes déplacées à l'intérieur du pays, mais au fond de moi, je ressentais constamment le désir de rejoindre l'armée, et j'étais toujours un peu engagée à l'avant-garde des événements dans le pays. Il n'y a pas eu de tournant décisif, c'était simplement qu'on m'avait dit « non » à ce moment-là, puis le temps a passé et les circonstances ont changé.

Je ne me suis pas réveillée un matin en me disant : « Aujourd'hui, c'est le grand jour, je m'engage dans l'armée, je vais au centre de recrutement ! » J'ai plutôt commencé à m'informer auprès de mes proches qui s'étaient déjà engagé·es dans l'armée. Ainsi, mon processus d'engagement dans l'armée et la finalisation de mes projets civils que j'ai délégués à d'autres personnes, se sont déroulés sans encombre.

Quelle était ta vie avant 2022 ?

Je vivais entre Kharkiv et ma ville, Roubijne. Au cours des derniers mois précédant l'invasion, j'étais occupée dans le sous-sol d'un bâtiment destiné à un projet culturel en construction à Kharkiv. Par ailleurs, j'ai toujours été une « amie des enfants », c'est-à-dire que je travaille avec eux sous différentes formes : en tant que tutrice, enseignante dans des écoles publiques, nounou qui passe du temps avec eux à la maison, joue et se promène avec eux. Et je n'avais que quelques élèves. Je vivais donc, du matin au soir, dans cet immeuble en tant que directrice : je fermais les locaux, distribuais les outils aux ouvriers, préparais des déjeuners végétaliens. Et le soir, je travaillais avec les enfants.

Je peux affirmer sans hésiter que ma vie était très libre, ce que je ressens moins aujourd'hui, car l'armée limite mes déplacements. Je profite pleinement de ma liberté pendant les permissions, mais là aussi, malheureusement, je connais quelques restrictions. J'avais beaucoup de liberté pendant mon temps libre, j'ai





beaucoup voyagé, malgré un emploi du temps très chargé, je gardais toujours un jour de congé pour aller faire du vélo dans la région de Kharkiv.

Et bien sûr, j'ai toujours été impliquée dans des activités qui véhiculaient des valeurs libertaires et de gauche, par exemple le freeganisme, qui se reflétait également dans mon propre mode de vie. En voyant tout ce que les gens jettent, j'ai pensé que je pourrais devenir leadeuse dans la distribution de ces ressources, ou les utiliser pour moi-même. Il y avait aussi le féminisme, les valeurs écologiques qui ont toujours été présentes dans ma vie. Et la participation aux mobilisations qui étaient organisées.

Cette expérience, tes connaissances et ta vision rationnelle de la consommation, t'aident-elles ou te gênent-elles dans l'armée ?

C'est probablement en partie ce qui me gêne le plus, car je suis totalement immergée dans un contexte de consommation irrationnelle, par exemple de produits alimentaires, et la quantité de nourriture jetée m'a toujours plongée dans une sorte de désespoir. Cependant, je pouvais trouver des solutions là où j'étais, mais dans l'armée, malheureusement, le travail de coordination est insuffisant pour assurer une distribution normale des ressources. Il y a par exemple un approvisionnement en boîtes de biscuits « Maria » et « Oatcake », mais certains soldats ne les mangent plus : ils les donnent aux poules de leurs voisins ou les jettent tout simplement.

Dans les entrepôts, les fruits et légumes se détériorent. Je peux prendre quelques bananes gâtées et en faire quelque chose, préparer, à titre personnel, des crêpes, mais c'est une initiative modeste et je ne peux pas aller plus loin. Apparemment, mon amour de la liberté, mon entêtement et ma désobéissance gênent un peu, car, dans l'armée, il faut obéir – surtout aux commandants qui sont d'abord versés dans les questions militaires, dans la tactique et dans la stratégie – même si l'on pense différemment.

Et je suis le genre de personne qui commence parfois à discuter, j'ai du mal à obéir, mes parents m'ont beaucoup réprimée pendant mon éducation, ils m'ont appris à être docile et humble, afin que je n'exprime pas mon opinion. Et parfois, j'essaie de me taire et d'obéir vraiment, parce qu'une personne peut savoir certaines choses.





Pour revenir au sujet de l'approvisionnement, existe-t-il des initiatives locales, des organisations végétaliennes qui t'aident à t'approvisionner en nourriture végétalienne ?

Récemment, j'ai vécu une expérience très particulière, je suis allée dans des endroits où la mission dure deux à trois semaines et où il faut tout emporter avec soi, car il n'y a aucun moyen de se procurer de la nourriture.

Ce sont des îles, où l'on doit se rendre en bateau. De l'eau et de la nourriture y sont larguées à partir de gros drones. J'ai demandé à «Кожної Тварини»[3] de me fournir leurs rations sèches, car ils proposent d'excellents plats : bortsch, haricots, bouillie avec de la viande hachée de soja. J'ai emporté une ration pour deux jours et avant j'ai distribué les rations pour le reste du temps à ceux qui devaient nous livrer tout cela — les largages avaient lieu environ une fois tous les deux ou trois jours. Je les ai emballées, enveloppées avec du ruban adhésif et j'ai signé pour chaque largage.

Le problème, c'est que tout est largué d'une hauteur d'environ soixante mètres, et lors des premiers largages, toute la nourriture des gars s'est retrouvée mélangée à mes haricots — [l'emballage] s'était cassé. J'ai demandé par radio de ne plus larguer ces rations, car nous manquions d'eau et toutes mes rations se trouvaient dans ces paquets Ziploc [en plastique à glissière]. J'ai alors réalisé que ce format de rations ne convenait pas dans ces conditions.

Pendant quatre à cinq jours, ces paquets souples peuvent être transportés dans votre sac à dos. Dans mon cas, c'était peu pratique, j'ai donc modifié ma demande et proposé des tartes sèches canadiennes – elles existent en version végétarienne et ont été larguées sous forme sèche. Je mangeais du muesli le matin et des nouilles instantanées aux champignons le midi. J'ai également reçu le soutien d'une cuisine végétalienne de Lviv, qui propose une tarte sèche à verser dans de l'eau bouillante – cela me convient et ils m'ont donc envoyé ces colis.

Solidarity Collectives m'a également aidée : je n'ai pas demandé de nourriture végétalienne spécialement, mais à plusieurs reprises, ils et elles ont simplement ajouté ces collations dans mes colis, ce qui m'a été très utile, car bien sûr il est encore plus difficile de trouver des options végétaliennes dans le village où j'étais et

3. NdT. Кожної Тварини (Chaque animal) propose notamment des menus végétariens destinés aux militaires.





combattait, à l'exception de celles qui m'avaient été déjà fournies.

Il s'agissait de ta première expérience de largage par drone de nourriture végétalienne, mais qui a été perdue. C'est une expérience très importante, car la guerre a beaucoup évolué ces dernières années, elle repose davantage sur les drones, et nous, Solidarity Collectives, larguons désormais des rations végétaliennes.

Oui, je pense que cela peut être utile pour d'autres personnes qui reçoivent des provisions par largage. Peut-être que dans d'autres endroits où le largage ne s'est pas fait sur une surface aussi accidentée, cela n'aurait pas posé de problème, mais ces îles sont des jungles fortement bombardées, avec des branches et des arbres qui encombrent le terrain. Nous avons eu un jour deux bouteilles d'un pack de six qui se sont cassées, ce qui était un coup dur qui ne peut être atténué ou évité.

Tu dis que tu t'es débrouillée toute seule, que tu as planifié ce dont tu avais besoin pour les largages. Peux-tu imaginer que cela pourrait être possible, par exemple, pour des serviettes hygiéniques ou des articles similaires que tu dois transporter avec toi ?

Oui, je pouvais faire une demande par radio. Mais lorsque nous creusions une position de défense, nous avons eu besoin d'abord de sacs et d'outils, aussi nous les avons demandés. Mon poste de commandement et d'observation est un maillon intermédiaire où les positions de tir formulent leurs demandes. Il est donc très important d'écouter, de ne pas se tromper et de transmettre l'information aux niveaux supérieurs, aux sergents qui planifient le soutien matériel. J'aurais pu demander des serviettes hygiéniques, mais il me semble que les femmes qui ont leurs règles peuvent approximativement prévoir leur cycle. Le mien est plus ou moins régulier, j'ai donc compris que j'aurais mes règles sur cette île et j'ai donc emporté des serviettes hygiéniques avec moi.

Que penses-tu des mouvements et des organisations d'ancien·nes combattant·es, telles que Veteran Hub ? Est-ce que cela te concerne ? Penses-tu que tu pourrais bénéficier du soutien d'une telle initiative, ou as-tu déjà connu une telle expérience ?





Pour l'instant, je ne pense pas que cela me concerne. Non pas parce que je vis au jour le jour et que l'avenir me semble lointain et illusoire, mais parce que je pense que je ne serai pas abandonnée. Je peux m'aider moi-même et il y a des personnes qui prendront soin de moi, c'est ma conviction.

Tu as dit que ta vie s'était divisée en avant et après cette mission de combat. L'expérience de la guerre est personnelle, mais as-tu des personnes avec qui tu peux parler le même langage lorsque tu évoques la guerre ? S'agit-il uniquement d'ancien·nes combattant·es ?

Probablement mon équipe. Mon cercle d'amis, qui comprend à la fois des militaires et des civils qui ne sont pas déconnecté·es de la réalité. Il m'est arrivé plusieurs fois de rencontrer mes ami·es civil·es et qu'ils ou elles me demandent : « Comment ça va, Kherson tient toujours le coup ? ». Et cela m'a paru étrange d'entendre cela ; parce que nous sommes une brigade de défense côtière, nous sommes dans des villages où l'ennemi est de l'autre côté de la rivière, et je ne vais même pas à Kherson. Cela m'a contrariée, car c'était comme une question pour le plaisir de poser une question.

Cependant, j'ai le sentiment d'avoir vécu une expérience individuelle très particulière, isolée du monde extérieur. Là-bas [sur l'île], aucune antenne de téléphonie mobile ne captait, il n'y avait ni électricité, ni rien. Un jour, c'était tellement calme, nous n'entendions aucun drone, aucun bombardement, rien, il n'y avait aucune communication sur la radio. Nous avons plaisanté en disant que la guerre était peut-être terminée et que nous étions assis là sans même le savoir. Un tel isolement du monde extérieur, moi dans cette tranchée avec deux hommes.

Je pense que si je partageais mon expérience, je serais suffisamment comprise par mon entourage mais je n'ai pas besoin de chercher des personnes avec qui partager mon expérience. Je n'ai pas ce besoin. Mes camarades sont plongé·es dans la guerre. Je pense qu'ils et elles comprendront ce dont je parle sur le plan émotionnel. Ils et elles n'ont pas besoin de vivre cela pour simplement m'écouter et me demander ce que j'ai fait, où j'étais. J'ai un petit ami, pilote de drone, nous sommes du même bataillon, et à l'OP [salle d'opération], je vois ses vols. C'est maintenant une personne très proche de moi, avec qui je peux également parler de mon travail.





As-tu des sœurs d'armes ?

Malheureusement, il n'y a qu'une seule autre femme dans mon unité. Elle et moi sommes très différentes, bien que nous soyons toutes deux issues de la génération milléniale et que nous ayons apparemment regardé les mêmes dessins animés. Nous devrions nous comprendre, mais nous avons des expériences de vie et professionnelles très différentes. Nous avons pris quelques pauses-café ensemble et eu des conversations superficielles, mais je n'ai pas trouvé de points communs avec elle. Bien que nous ne soyons pas en désaccord et qu'il n'y ait aucune rivalité entre nous, il n'y a pas non plus de solidarité, ni de synergie féminine. Cependant, j'ai trouvé des camarades. L'un d'eux est le médecin de notre compagnie, qui m'a intégrée dans son unité. Lorsque j'ai suivi une formation d'infirmière de combat, j'ai rencontré une fille formidable, nous restons en contact via Internet et nous discutons des difficultés d'être dans une équipe exclusivement masculine. Nous n'avons réussi à nous voir que quelques heures avant qu'elle ne parte en mission, car je me suis rendue dans sa direction, à l'est. C'était très encourageant et agréable. Malheureusement, je ne connais pas encore d'autres combattantes. Cependant, je ne peux pas dire que mon objectif soit de trouver des sœurs d'armes. Et, pour une raison que j'ignore, il me semble que mes amies civiles me comprennent.

Compte tenu de ton expérience personnelle, pourquoi y a-t-il encore si peu de femmes dans l'armée ?

Je pense que cela dépend de la situation locale et de l'attitude des commandants. Au niveau de ma compagnie, ils invoquent le fait qu'il n'y a pas de postes disponibles et qu'ils ne peuvent pas trouver de travail pour les femmes. Il y a des femmes dans l'équipe de mon ami, mais il n'y en a aucune dans mon unité, ils ne le souhaitent pas. Et il est très difficile de recruter quelqu'une : si mon amie me disait qu'elle voulait s'engager, je pourrais me porter garante d'elle, mais je ne suis qu'une simple soldate, un petit rouage dans les forces de défense. Si un sergent disait qu'il voulait engager sa petite amie, cela aurait plus de poids. Les commandants craignent qu'une autre femme « marginale » n'arrive. Ils ne savent pas quoi faire de moi – je les pousse constamment, faisons ceci, faisons cela, réorganisons le mobilier dans le poste d'observation, je pense que cela les agace. Si, globalement, il y a moins

de femmes, c'est à cause du patriarcat – «les femmes doivent améliorer la situation démographique, servir». Afin que les soldats puissent retourner auprès de leurs compagnes qui les attendent, qui leur feront des massages, et tout le reste.

Merci beaucoup ! As-tu peut-être une conclusion à ajouter ?

Je voulais préciser que mon entretien a peut-être donné l'impression que je dissuadais les gens de s'engager dans l'armée ; ce n'est absolument pas le cas. Je vous conseillerais simplement de ne pas vous lancer tête baissée. Surtout si vous avez été recruté au hasard dans la rue et affecté à une unité. Vous pouvez vous renseigner, passer des entretiens, bien vous documenter sur les centres de recrutement et, si possible, vous rapprocher de vos camarades. Allez dans un endroit où vous connaissez au moins une personne qui pourra vous aider à vous intégrer facilement. Ainsi, il vous sera plus facile de rester fidèle à vos convictions. Merci.



Ivanka, une féministe en armes[1]

Propos recueillis par Patrick le Tréhondat

Ivanka, militante féministe, a rejoint les forces armées ukrainiennes il y a quelques mois. Auparavant, elle militait au sein du groupe féministe Bilkis. Elle participait notamment à la distribution de nourriture que Bilkis organisait chaque dimanche pour les nécessiteux de la ville. Après qu'Ivanka ait rejoint les forces militaires ukrainiennes, Bilkis a cessé ces distributions par manque de moyens financiers. Entre deux tâches miliaires, Ivanka a bien voulu répondre à nos questions.

Pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs ?

Je m'appelle Ivanka et j'ai 31 ans. J'ai vécu la majeure partie de ma vie dans une petite ville, Roubijne, dans la région de Louhansk. L'invasion totale m'a surprise à Kharkiv, où j'étais venue aider mes ami·es à construire un espace culturel appelé KROV (le projet n'a pas été mis en œuvre en raison de la guerre), tout en travaillant avec des enfants. J'ai une formation pédagogique et j'ai étudié l'univers des enfants, et je m'intéresse à tout ce qui s'y rapporte. L'année dernière, j'ai fêté mes dix années d'enseignement. Je n'ai jamais été impliquée dans l'armée, je n'ai jamais pensé que je servirais dans l'armée, surtout en Ukraine, surtout dans la région de Kherson, mais la vie a pris un singulier tournant et je suis maintenant dans les forces armées de l'Ukraine. Je me suis plongée dans la médecine, voici mon profil dans l'armée. Conformément à la nouvelle voie que j'ai choisie, j'accorde beaucoup d'attention à l'auto-éducation, à la recherche et au développement dans ce domaine.

Vous avez été très active dans la distribution de nourriture avec le groupe Bilkis. Pouvez-vous nous parler de cette activité ? Qu'est-ce qu'elle signifiait pour vous ?

J'étais la coordinatrice du projet «годівничка» [godivnitchka], une petite initiative militante qui aide les personnes dans le besoin à se procurer de la nourriture. Je me considère comme une personne pauvre et je sais donc, par expérience, comment les choses peuvent se passer dans la vie et combien il est important de pouvoir préserver sa vie, sa santé et sa dignité humaine, en commençant par répondre aux besoins les plus élémentaires. Les personnes socialement défavorisées constituent l'un des groupes les plus stigmatisés de la population. Le projet «годівничка» a aidé les personnes dans le besoin en leur fournissant de la nourriture, notamment des repas végétaliens chauds, des boissons et des friandises. Nous voulions simplement soutenir ceux qui ont plus de difficultés que nous et rendre ce monde un peu meilleur !

Il y a quelques mois, vous avez décidé de rejoindre les forces armées ukrainiennes. Pourquoi avez-vous décidé de rejoindre les forces armées ukrainiennes ?

Après 2022, j'ai perdu ma maison, les Russes ont complètement occupé la région de

1. Propos recueillis par Patrick Le Tréhondat, le 8 février 2025.

Louhansk, et j'ai été évacuée vers l'Ouest. J'ai tenté de rejoindre les forces armées au cours du premier mois de l'invasion, mais au centre d'entraînement militaire de Lviv, j'ai été rejetée et poussée vers la sortie. Malgré ce refus, le désir de me battre n'a pas disparu, je le portais en moi tous les jours et, à un moment donné, ce désir est devenu comme une grenade trop mûre qui a éclaté au soleil et dont les graines se sont envolées. Peu à peu, j'ai abandonné tous mes projets civils et j'ai commencé à suivre la voie de l'engagement dans l'armée, en surmontant de nombreux obstacles, j'ai trouvé ma place dans les forces de défense ukrainiennes.

En Occident, les mouvements féministes s'opposent souvent à la guerre et à l'armée. Comment leur expliquer qu'une militante féministe s'engage volontairement dans l'armée pour combattre ?

Je n'ai pas eu de communication directe avec des féministes occidentales, mais j'ai beaucoup entendu parler de ces professions de pacifisme. En fait, la guerre en tant que phénomène,



concept et idée ne peut pas être perçue comme une bonne solution, mais la motivation des militantes féministes ukrainiennes pour combattre l'armée russe est évidente : il s'agit simplement d'un désir de vivre sur leur terre en tant que personnes libres avec leurs propres valeurs, et de ne pas devenir un quasi-sujet de la Russie. C'est une guerre contre l'autoritarisme et l'impérialisme ! Dans l'armée, je peux distinguer mon essence, qui déteste la violence et le meurtre, mais ici je me suis transformée en un moi nouveau et plus fort, qui voit la violence et le meurtre tous les jours. Personnellement, je n'ai pas abandonné mes convictions et je ne crois pas que le monde sera toujours cruel et imparfait.

En tant que femme, avez-vous été confrontée à des défis particuliers dans l'armée ?

Je fais partie de ces cas où, en tant que femme, j'ai dû me battre pour avoir la possibilité de rejoindre l'armée sur un pied d'égalité avec les hommes. Je n'ai pas réussi du premier coup, mais j'ai été persévérante. Dès le premier jour au bureau d'enrôlement, j'ai été la preuve vivante



de la discrimination sexuelle dans l'armée, même si je suis souvent en meilleure forme physique que certains jeunes hommes ! Je déteste la condescendance de mes frères, car je suis perçue comme « faible et fragile ». Pour faire jeu égal avec les hommes, je dois m'entraîner beaucoup plus dur. Par exemple, je fais de l'exercice tous les jours, je coupe du bois et je participe toujours à toutes les tâches ménagères afin d'être perçue comme une personne forte et résistante. Parfois, je me dis que non seulement je dois être à la hauteur des hommes, mais que je dois travailler deux fois plus dur pour montrer que j'en suis capable, même lorsque je ne me sens pas bien physiquement, je ne l'avoue pas à mes frères.



Récemment, une femme soldate a expliqué que l'éducation patriarcale des filles les empêchait de participer aux opérations militaires, notamment en raison de leur condition physique. Qu'en pensez-vous ?

Je suis d'accord avec les propos de cette femme. En travaillant avec des enfants, j'ai vu beaucoup de conséquences de cette éducation patriarcale, lorsque les gens achètent aux enfants des vêtements de couleurs et de motifs différents, des jouets différents (pour les garçons – des voitures, des outils de bricolage, des livres ou des puzzles qui développent la pensée logique, et pour les filles – des poupées, des jouets en peluche ou des articles ménagers). Les livres contiennent des stéréotypes sur les rôles des garçons et des filles (les garçons réparent les voitures, partent en excursion avec leur père, lisent des livres, les filles aident leur mère dans les tâches ménagères, s'occupent de leurs frères et sœurs). Le résultat de cette éducation est que les hommes sont plus efficaces pour creuser des tranchées ou soulever des charges lourdes, et qu'ils sont donc plus susceptibles d'être recrutés.

D'autres femmes soldates expliquent que l'équipement militaire ne leur convient pas, par exemple que leurs vêtements ou leurs chaussures sont trop grands ou que leur gilet pare-balles ne leur va pas. Avez-vous été confrontée à un tel problème ?

Oui, c'est vrai ! Dans ma brigade, il n'y a pas non plus d'uniforme adapté aux « paramètres » des femmes. On m'a donné un uniforme pour homme et j'ai dû faire appel aux services d'une couturière. Les tailles et les styles de vêtements masculins ne correspondent pas à ceux des femmes. Les pantalons allaient bien aux hanches, mais étaient trop grands à la taille, les vestes avaient des manches longues, et l'épaule du treillis descendait presque jusqu'au coude. Malheureusement, une budgétisation axée sur le genre n'est qu'un rêve pour les forces armées ukrainiennes. Mon amie m'a offert un gilet pare-balles, car celui que l'on m'a remis était capable de me paralyser le dos.

J'ai été surprise d'apprendre que l'armée ukrainienne dispose d'une association de femmes militaires, ce qui n'est pas possible, par exemple, dans l'armée française. Avez-vous des

liens avec cette association ou d'autres féministes militaires ?

Non, je ne suis pas impliquée dans de telles communautés, mais ma carrière militaire ne fait que commencer, et je pense que je me plongerai plus profondément dans cet univers à l'avenir.

C'est une question difficile. Comment voyez-vous votre avenir et celui de l'Ukraine ?

Je crois en un avenir radieux, j'ai des rêves et des espoirs lyriques qu'après la fin de la guerre, des conclusions seront tirées sur le rôle des femmes dans la guerre. Il y aura des brigades de femmes, qui ne se verront pas seulement proposer du travail de bureau, de la comptabilité et de la cuisine dans le centre de formation militaire (ces postes sont également importants), il n'y aura pas de harcèlement, ni de sexisme, tous les postes seront accessibles aux femmes, il y aura une bonne formation et un enseignement spécialisé, et pas seulement le BZVP [*Base de la formation militaire]*. Je veux de la stabilité et la tranquillité d'esprit, pour y parvenir vous avez besoin d'une longue période de temps avec le droit de faire des erreurs et la possibilité de les corriger, d'affiner et d'ajuster les choses. Il est difficile de se maintenir à flot, mais l'Ukraine tient bon depuis dix ans grâce à des gens qui se sentent concernés. Je veux croire que nous serons capables de survivre à cette période historique. Je ne compte pas sur l'aide de l'appareil d'État ni sur la loyauté des députés – ils ne se soucient pas de nous. L'Ukraine existe pour vous, pour nous et pour nos enfants.





Une amie des enfants

Ivanka

J'ai toujours été une « amie des enfants », c'est-à-dire que j'ai travaillé avec eux sous différentes formes : tutrice, enseignante dans des écoles publiques, nounou qui passe du temps avec eux à la maison, joue et se promène avec eux. Je vivais donc, du matin au soir, dans cet immeuble en tant que directrice : je fermais les locaux, préparais des déjeuners végétaliens. Et le soir, je travaillais avec les enfants.

Réfugiée, à Lviv, elle fera des études en sciences de l'éducation et s'occupera des enfants dans un des refuges pour femmes seules de l'Atelier féministe :

Même lorsque j'étais à Bilkis, les enfants faisaient partie de ma vie. Les hommes à l'armée ressemblent souvent aussi à des enfants, sauf qu'ils ont des moustaches et une barbe.
J'ai toujours rêvé d'un syndicat de nounous/baby-sitters où nous pourrions défendre nos droits et échanger des contacts de familles sympathiques et créer une liste noire des mauvais employeurs.



Sergente-cheffe Ivanka « Haïka » Kutsenko[1]

Lesik

Ivanka « Haïka » Kutsenko, sergente-cheffe, infirmière de combat chevronnée, artilleuse de lance-grenades, opératrice d'un poste de commandement de combat, enseignante, étudiante en médecine, militante anti-autoritaire et végétalienne par conviction, a trouvé la mort au front.

Pour moi, c'est une perte extrêmement douloureuse, même si nous ne nous étions rencontrés qu'il y a quelques années. Je voyais en Ivanka une interlocutrice et une alliée profonde, une personne qui me touchait émotionnellement. Elle serait devenue une figure de proue importante de notre mouvement, car non seulement elle en faisait partie sur le plan politique, mais elle en transmettait également l'esprit vital dont il avait besoin (amour, rire, joie et curiosité pour la vie). Désormais, elle deviendra l'un de

1. Lesik est syndicaliste, militant de la démocratie et de la justice sociale, punk, volontaire dans le cadre de l'ATO (opération antiterroriste), bâtisseur du Donbass et, depuis le début de la guerre à grande échelle, membre des forces armées ukrainiennes.





ses symboles et de ses repères. Car toute la lutte sanglante et sacrificielle de l'anti-autoritarisme, et plus largement de la cause ukrainienne, est guidée par la vitalité et s'oppose au culte de la mort. Haïka rayonnait d'amour pour la vie, pour les gens et pour les animaux.

Ivanka est née dans la région industrielle de Louhansk, à Roubijne. De la fin des années 2010 au début des années 2020, elle a vécu à Kharkiv, à Lviv et à Odessa, où elle travaillait auprès des enfants. Elle s'est également impliquée dans les cellules locales de groupes et de mouvements féministes.

En jouant avec les enfants et en jouant avec les adultes, Ivanka manifestait une approche profondément non aliénée de la notion de « création ». Celle-ci ne doit pas être une activité professionnalisée, mais une partie intégrante de la vie de tout être humain. Le « DIY » – le « faire soi-même » – et la vie comme performance, non pas une approche frivole, bien une approche profondément consciente de l'action, notamment au sein de l'armée.

Ayant perdu son foyer, Haïka consacrait beaucoup de temps à parcourir le Donbass, capturant et documentant la culture locale en voie de disparition. Elle faisait partie de la communauté de l'anthropologie punk. Elle a passé son dernier « congé » (comme beaucoup des précédents), à l'occasion de la Journée des mineurs et des mineuses (ce sur quoi elle insistait), à parcourir l'ouest du Donbass. L'une des dernières manifestations concrètes de sa créativité fut un pack d'autocollants issu de ces expéditions.

Ivanka s'est engagée dans un bataillon des Forces de défense territoriale, qui combattait dans le sud, et qui a ensuite été intégré au sein de l'infanterie de marine. Elle s'est formée avec assiduité et rigueur dans divers domaines de la science militaire et a choisi de se spécialiser dans la médecine de combat, avant de suivre une formation spécialisée dans ce domaine. Au sein d'une section d'appui-feu, elle a appris àle rôle de tireuse de lance-grenades. Et finalement, aux côtés de ses camarades, elle a mené à bien des missions extrêmement complexes et

épuisantes sur les îles du Dniepr. Chaque déplacement vers une position était déjà une véritable odyssée.

Personne de sain d'esprit ne souhaite mourir ou souffrir. Or, Ivanka avait un esprit remarquablement lucide et une appréciation très réaliste de la situation. Même lorsque nous comprenons la justesse et la nécessité de prendre part à la résistance armée, nous essayons de trouver un moyen d'éviter ce qu'il y a de plus difficile. Haïka a consciemment choisi le destin de l'infanterie, parce qu'elle le jugeait noble et nécessaire. Son courage et sa dignité extraordinaires, dénués de toute grandiloquence, étaient tout simplement fascinants.

Après plusieurs années de service au sein d'un bataillon de marines, elle prévoyait de rejoindre une unité d'élite du SBS [Forces de systèmes sans pilote], où l'on attendait son arrivée. Mais lorsqu'il a fallu se rendre sur les lignes de front pour relever un groupe qui s'y trouvait depuis plusieurs mois, elle n'a pas voulu refuser et a reporté son transfert à des jours meilleurs. Cette mission fut pour elle la dernière.

Je pleure sa perte, je me réjouis de la vie qu'elle a menée et je suis reconnaissant pour tous les moments passés ensemble ; elle est pour moi une source d'inspiration. Et j'aimerais posséder ne serait-ce qu'une parcelle de sa joie de vivre et de son courage.

Une véritable chevalière

Sonya[1]

Une véritable chevalière, un tel titre l'aurait immédiatement fait rire et mis mal à l'aise, car elle avait en elle une vision simple et non déformée de ce qu'il fallait être. Elle s'y tenait, tout en étant douce et bienveillante ; elle ne faisait de concessions ni à elle-même ni à personne : végétalienne, freegane, féministe, anarchiste, militante, guerrière, fusilière marine.

Toujours vivante, inspirante, solide, considérant ses accomplissements comme allant de soi. Elle ne courait pas après les réseaux sociaux, ne se laissait pas emporter par un engouement superficiel, elle était honnête, tenace, elle-même en toutes circonstances.

Elle se plaignait que, lors de sa dernière mission, écouter les mises en garde et les grognements des hommes était plus difficile que la vie quotidienne elle-même sur les îles de Kherson, au milieu des sables mouvants qui s'infiltraient partout, de l'humidité et des bombardements.

Lors de sa dernière mission près de Koupiansk, elle est partie avec ces mêmes mecs ordinaires, qu'elle savait à la fois supporter, comprendre, plaindre, avec lesquels elle savait se solidariser et qu'elle savait soutenir.

Son obstination lui permettait de tout affronter. Les rénovations en profondeur de chaque

1. Soya est membre de Street Aid Daily. Odessa, le 2 octobre 2026.



nouvelle baraque où ils étaient logés en position de déploiement permanent, le fait de se porter volontaire pour toutes les sorties, de porter ses rangers réglementaires « en bois » jusqu'à les user complètement, de cuisiner avec les produits fournis sans réclamer le moindre extra.

Elle disait qu'elle n'avait pas besoin de mets raffinés, qu'elle s'était habituée à l'essentiel pour garder ses forces. Lors d'un de ses anniversaires, on lui a envoyé un colis contenant du lait d'avoine au chocolat ; c'est là qu'elle y a goûté pour la première fois. Du cacao !! Pendant trente-deux ans, pendant de nombreuses années, elle a été une source de réconfort, un soutien et un appui, tout en continuant à soutenir les autres.

Même devenue soldate, elle était restée militante. Elle n'avait jamais cessé de penser à notre collectif et d'agir pour lui. Elle envoyait des vêtements aux personnes sans abri d'Odessa, venait lors de ses permissions pour participer aux



distributions, préparait des petits pains, faisait cuire des compotes et créait des tracts de propagande végane que nous distribuions ensuite ensemble.

Son dévouement aux animaux et aux êtres humains restera pour nous un phare, un guide après son départ.

C'est terrible de me dire que je ne te retrouverai pas en permission, que je ne rougirai plus devant tes formes à tomber par terre, que je n'entendrai plus l'une de ces histoires touchantes de ta vie quotidienne qui t'étaient arrivées. Parce qu'avec toi, il se passait toujours quelque chose de drôle, parce que tu savais t'intéresser sincèrement au monde, tes journées devenaient des aventures, parce que tu t'étais lancée dans l'aventure avec eux, avec nous.

« Ivanka, réveille-toi, c'est la guerre ! »

Entretien avec Ivanka[1]

Je dois être honnête et te prévenir que je ressens toujours un peu d'anxiété. Avant de donner une interview ou ce genre de choses. Et mon expérience de ce type d'activisme collectif a commencé récemment. J'ai toujours été une sorte de militante clandestine, qui n'utilisait pas les réseaux sociaux, qui menait des actions, mais de manière clandestine. Aujourd'hui, je me retrouve dans des publications sur les réseaux sociaux ou j'entends parler de moi ici et là. J'ai déjà donné des interviews depuis le début de la guerre [à grande échelle], et c'est une nouvelle expérience dans ma vie.

Comment s'est déroulée ta journée du 24 février 2022 ?

Le 23 février a été l'un de ces jours en quelque sorte magiques de ma vie. Peu avant, je venais de rompre avec mon partenaire. C'était une séparation très traumatisante, et j'avais passé tout l'hiver dans un état dépressif. Mais ensuite, début février, j'ai fait la connaissance d'une fille vraiment géniale, avec qui une amitié s'est nouée, et peut-être même plus qu'une simple amitié. Et le 23 février, nous avons passé une journée géniale ensemble. Nous avons fumé un joint, puis nous nous sommes allongées par terre et avons eu des échanges physiques et intimes. Ensuite, je suis partie à mon travail préféré. À l'époque, je travaillais comme nounou dans une famille. J'ai pris soin du petit, que j'ai récupéré à la crèche. Je suis rentrée chez moi vers 23 heures. En chemin, j'ai trouvé dans une poubelle une superbe couverture couleur marécage. J'ai tout de suite envoyé des vidéos à tous mes amis sur Telegram : « Mince, regardez un peu la superbe couverture que j'ai trouvée ! » J'étais tellement fatiguée que je me suis endormie tout habillée vers minuit. Et à 5 heures du matin, je me suis réveillée parce qu'une fille, Dacha, m'appelait et me disait : « Ivanka, réveille-toi, c'est la guerre ! »

Sur le moment, j'ai vraiment eu un sentiment de déni. Je me disais : « Mais bon sang, j'ai déjà vécu une guerre une fois dans ma vie. Et je venais justement d'y échapper. Ce genre de galère ne va pas se reproduire une deuxième fois. » Je n'arrivais pas à y croire. Je lui ai dit : « Dacha, c'est quoi ces blagues ? » Elle m'a répondu qu'elle était déjà dans le métro avec ses parents, que la guerre avait commencé. Et immédiatement après cette conversation, j'ai senti ma maison trembler. Je savais déjà quoi faire dans ce genre de situation : j'ai pris en courant une couverture et des oreillers, puis je me suis réfugiée dans la salle de bains avec mon petit rat de compagnie.

1. Propos recueillis le 20 mai 2022 par Angélique Ustimenko. Transcris et publiés par Bilkis. Traduction et notes de Patrick Le Tréhondat.





Pourrais-tu nous en dire davantage sur ton expérience de la première guerre ?

Je suis née dans la petite ville de Roubijine, dans la région de Louhansk. C'est une toute petite ville, en proie à la toxicomanie, que l'on peut traverser en une demi-heure environ. Là-bas, tout le monde se connaît ; quand on marche dans la rue, on s'exclame : « Bonjour, bonjour ! » C'est là que j'ai passé la majeure partie de ma vie. Et c'est là que j'ai vécu ma première expérience de la guerre [2014]. Lorsque la Russie a lancé sa première attaque contre l'Ukraine, j'habitais là-bas, dans le 9e quartier, au rez-de-chaussée. J'entendais sans cesse des rafales d'armes automatiques, et des gens qui couraient dans les bois près de chez nous. Il y avait aussi des explosions incessantes, nous les entendions, mais mes parents avaient décidé de rester dans cette ville, de ne pas évacuer, de ne rien faire. À cette époque de ma vie, je faisais partie de la communauté religieuse des Témoins de Jéhovah. J'ai alors exprimé le souhait de déménager à la campagne afin d'y être plus utile pour la prédication – la « bonne nouvelle ». Et je suis partie m'installer à Svatove. C'était également pendant la guerre mais il n'y a eu absolument aucun combat à Svatove ; la ville était d'emblée fermement sous le contrôle de l'Ukraine, sous celui de l'armée ukrainienne, et il y avait là des hôpitaux et des états-majors militaires. Et la seule chose dont Svatove a souffert, ce qui a d'ailleurs été montré dans tous les journaux télévisés, ce sont les explosions qui ont eu lieu dans des dépôts de munitions. Cela a également été pour moi un événement traumatisant. Nous étions allongées là avec une amie, en train de regarder une série d'horreur, quand le sol a commencé à se dérober sous nos pieds. Il y a eu une onde de choc : nous avons ouvert la porte de la maison, je m'en souviens, et elle a été littéralement arrachée de ses gonds. Voilà comment a commencé ma première guerre.

Et ensuite ? Où es-tu partie ? Comment ta vie a-t-elle évolué ?

À l'époque, j'étais moins impliquée dans l'actualité mondiale et je ne suivais pas du tout la situation politique. De plus, lorsque l'on vit au sein d'une famille et d'un entourage aux convictions religieuses, on vit en quelque sorte dans sa propre bulle d'information. Au contraire, on n'est même pas vraiment encouragée à s'informer, à s'intéresser à la politique, à participer à des manifestations, aux élections présidentielles et tout ça. J'avais alors beaucoup de conflits intérieurs et d'incertitudes : qui nous attaquait ? J'avais vaguement l'idée qu'il s'agissait de séparatistes. J'avais alors, je crois, environ 20 ans, et je ne m'attardais pas vraiment à analyser la vie. Je ne vivais que par les livres sur Dieu, sur Jésus, sur la Bible. Et à l'époque, je travaillais non seulement avec des enfants, mais aussi avec des personnes âgées et des femmes, en tant qu'assistante sociale. La Russie semait alors le trouble et le doute dans le Donbass. Je me souviens très bien avoir reçu de l'aide humanitaire ; celle qui était destinée aux personnes âgées provenait d'Akhmetov[2]. Les conserves étaient périmées,

2. Oligarque ukrainien.

les céréales étaient infestées de vers. Quant à l'aide humanitaire provenant de Russie, elle comprenait de très belles couvertures, des radiateurs et de la nourriture. Beaucoup de gens dans le Donbass étaient totalement désorientés quant à ce qui se passait réellement. Puis, j'ai traversé une période de ma vie où j'ai souhaité quitter cette communauté religieuse. C'était une secte totalitaire. Si vous quittez la communauté, tous les liens avec vous sont rompus, même avec vos parents. Et je me suis retrouvée comme complètement seule au monde. Et cette famille, chez qui je travaillais comme nounou, a déménagé en Russie à cause de la guerre, et ils m'ont proposé de les rejoindre. Aujourd'hui, je n'irais sous aucun prétexte vivre en Russie, mais à l'époque, j'avais l'impression qu'on pouvait y vivre normalement, alors j'y suis allée. Et je suis partie vivre en Russie, à Moscou. Je travaillais comme nounou dans cette famille ; ils vivaient dans la banlieue de Moscou. C'était aussi une expérience tout à fait nouvelle pour une jeune fille originaire d'un village que de se rendre dans une ville aussi artificielle, une mégalopole où circulent des voitures sur six voies.

J'ai vécu à Moscou pendant près de deux ans. Personne ne m'y a maltraitée – enfin, si ce n'est quelques taquineries légères au sujet de mon *sourjyk* (un parler mixte ukraino-russe). Cela s'expliquait par le fait que je travaillais avec de jeunes enfants ; pour eux, l'usage de particularismes dialectaux – comme le *hekannya* ou le *chokannya*[3] – n'était pas jugé approprié, car les enfants absorbent tout comme des éponges. J'ai tenté de me défaire de mon *sourjyk* pour adopter un russe standard. Mais durant ces deux années, je me suis sentie totalement étrangère, comme si je n'avais tout simplement pas ma place sur cette planète. Même la nourriture était différente. Au village, j'avais des toilettes extérieures, un buisson de groseilliers juste à côté, et je pouvais courir pieds nus sur le sol. Depuis le potager, je pouvais descendre directement jusqu'à la rivière et nager pendant des heures. Il me semblait tellement étrange qu'il faille parcourir 100 kilomètres rien que pour aller se baigner en été. Par ailleurs, je me sentais très seule ; je passais tout mon temps à travailler auprès d'enfants et à vivre avec des inconnus, sans jamais réussir à me faire des amis.

Ma vie à Moscou n'était pas mauvaise, mais au fond de moi, je me sentais en quelque sorte indésirable, inattendue ; une autre langue, une autre mentalité, une autre cuisine. Et toutes ces choses qui me manquaient. Et pendant que je gagnais de l'argent, je me suis achetée un vélo. Et un jour, j'ai eu une révélation. Ah, j'avais aussi une sorte de relation amoureuse avec un garçon là-bas, c'était quelqu'un de bien. Et un matin, je me suis réveillée et j'ai compris que ça suffisait, que ça ne pouvait plus durer. J'ai donc décidé de rentrer en Ukraine depuis Moscou à vélo. Je suis montée sur mon vélo et je suis partie chez moi. Je suis arrivée presque sans rien. J'ai simplement trouvé quelque part dans une poubelle un sac à dos, vous savez, comme ceux que portent les enfants en primaire, qui gardent leur forme, pas souples, mais plutôt carrés. Je l'ai attaché aux porte-bagages et j'y ai fourré tout ce que j'ai pu. J'ai pris une tente, un sac de

3. Formes de prononciation.

couchage, et je suis partie en Ukraine. J'y suis arrivée en cinq jours. Et quand j'ai franchi la frontière, j'ai été submergée par un immense sentiment de bonheur. J'ai tout simplement fondu en larmes, parce que j'ai ressenti, bon sang, ce sentiment d'être chez moi. Les gardes-frontières me regardaient comme si j'étais folle, et j'étais toute débraillée, sale. Je me baignais dans des rivières en chemin, je me préparais à manger sur un feu de camp. Mais c'était un sentiment de bonheur immense. En fait, à ce moment-là, j'ai compris que je n'avais plus ma place dans le Donbass. En effet, mes parents ne me parlaient plus depuis des années parce que j'avais abandonné cette voie, ces valeurs qu'ils m'ont inculquées toute ma vie. J'ai donc décidé de m'installer à Kharkiv, où j'ai vécu ces dernières années. Je rendais visite à ma grand-mère à Roubijine, mais elle est déjà très âgée selon les normes ukrainiennes. Ses facultés mentales étaient déjà un peu affaiblies, elle ne faisait plus que vivre ses derniers jours. Parfois, elle oubliait carrément qui j'étais, voire où elle se trouvait. Mais j'essayais de lui rendre visite au moins une fois par an. Sinon, je vivais à Kharkiv, je travaillais et je militais.

Peux-tu nous en dire davantage sur ta vie avant le déclenchement de la guerre à grande échelle ? Que faisais-tu à Kharkiv ?

Tout le monde me connaît comme la « copine des enfants ». J'ai travaillé toute ma vie avec de jeunes enfants, à mon compte, en tant que nounou. C'est ainsi que j'ai toujours travaillé, et tout le monde me connaissait comme une nounou aux idées progressistes. Même les dernières familles pour lesquelles j'ai travaillé étaient des familles aux idées progressistes, qui correspondaient à mes valeurs. Je dirais même que c'étaient des familles plutôt de gauche. La dernière famille était même une famille de végétaliens, ce qui était une première expérience pour moi. Je suis moi-même végétalienne depuis de nombreuses années. C'était vraiment sympa. Et puis, au cours des derniers mois avant la guerre, j'ai intégré une équipe travaillant sur un projet intitulé « KIROV ». Au sous-sol d'un bâtiment municipal, un vaste espace avait été aménagé pour accueillir un lieu culturel et artistique. Le projet prévoyait un atelier de poterie, un atelier de menuiserie, un salon de tatouage et un salon de thé. Et avec des amis, nous avons construit tout cela. Pendant la journée, je travaillais sur le chantier, tout comme les autres : je me salissais dans le mortier, je déblayais les murs, je peignais, je plâtrais. J'étais également chargée de préparer les déjeuners sur ce chantier. Autrement dit, une fois par jour, je préparais un déjeuner végétalien pour l'équipe de construction. Et le soir, j'allais chercher mon petit à la crèche et je restais avec lui jusqu'à tard, jusqu'à ce que sa mère rentre du travail. C'est ainsi que se sont déroulés ces derniers mois de ma vie à Kharkiv.

Comment tes relations avec vos proches ont-elles évolué ?

Je ne considère pas comme proches les personnes qui me sont liées par le sang ou qui me sont biologiquement proches. Je n'ai plus de contact avec mes parents depuis de

nombreuses années. Et globalement, je suppose que le concept même de cette « parenté » ne me parle pas vraiment, car j'ai dû très tôt apprendre à vivre seule et de manière autonome. Mais il y a des personnes qui ont remplacé pour moi la notion traditionnelle de famille. J'ai ressenti très fortement une sorte de soudure avec mes amies. Par exemple, si une amitié existait déjà, elle s'est littéralement transformée en une « super-amitié ». Nous avons compris à quel point ce que nous ressentons les unes pour les autres est précieux. C'est une sorte de sentiment d'empathie. Les occupants peuvent vous prendre votre maison, la bombarder, mais l'amitié est une chose que rien ne peut briser.



Quelles ont été tes pertes personnelles pendant cette guerre ?

Probablement le sentiment d'appartenance à un foyer. C'est aussi quelque chose de très abstrait pour moi. Je suis enregistrée dans la région de Louhansk, à Roubijine, mais je n'ai jamais considéré cet endroit comme mon foyer, cette maison précisément, celle où j'ai grandi. Le sentiment d'appartenance à un foyer, je suppose, se manifestait ailleurs. J'appelais « chez moi » les endroits où je me sentais vraiment bien. Et voilà qu'à Kharkiv, mon petit appartement loué à Kholodna Hora[4], je l'appelais mon chez-moi. Et je le ressentais vraiment très fortement. J'ai même commencé à faire moi-même des travaux de rénovation dans ce petit studio loué. Comme je travaillais dans le bâtiment, j'avais acquis quelques compétences et je me suis dit : « Oh, je vais faire des travaux ici. » Et puis, après ma rupture avec mon petit ami, j'ai vraiment essayé d'aménager chaque recoin de ce petit appartement pour qu'il dégage une certaine atmosphère chaleureuse. Et cela m'attriste beaucoup, cette perte – la perte du sentiment d'être chez soi. C'est aussi la perte d'une ville. Kharkiv est sans doute, après tout, la ville où je me sentais vraiment à ma place. J'ai un peu de mal à m'habituer à Lviv. Je ne peux pas dire que ce soit une ville de merde, pas du tout. Mais j'ai l'impression de ne pas être à ma place ici. Ce n'est tout simplement pas ma ville. La perte réside dans le fait que j'ai dû quitter la ville où je me sentais bien. Notre projet « Kirov » a également été détruit. Je sais qu'un obus est tombé dessus. C'était en plein centre de Kharkiv. Bref, tout a été détruit là-bas. Mais, honnêtement, je pense que la plupart des choses auxquelles je tiens vraiment dans la vie sont de celles qu'on ne peut pas perdre. Je n'ai jamais possédé grand-chose sur le plan matériel, alors il m'est facile de tout laisser derrière moi.

Quel rôle l'amour a-t-il joué dans ton expérience ?

Un rôle très important. J'ai pris conscience de tout l'amour que j'avais en moi. J'ai ressenti très fortement l'amour pour mon pays. Lorsque j'ai été évacuée vers Lviv – quelques semaines plus tard –, j'ai décidé de faire du stop pour rendre visite à une amie dans la région de Rivne, dans une toute petite ville appelée Varach. Et lorsque j'ai fait du stop pour m'y rendre, le trajet a été

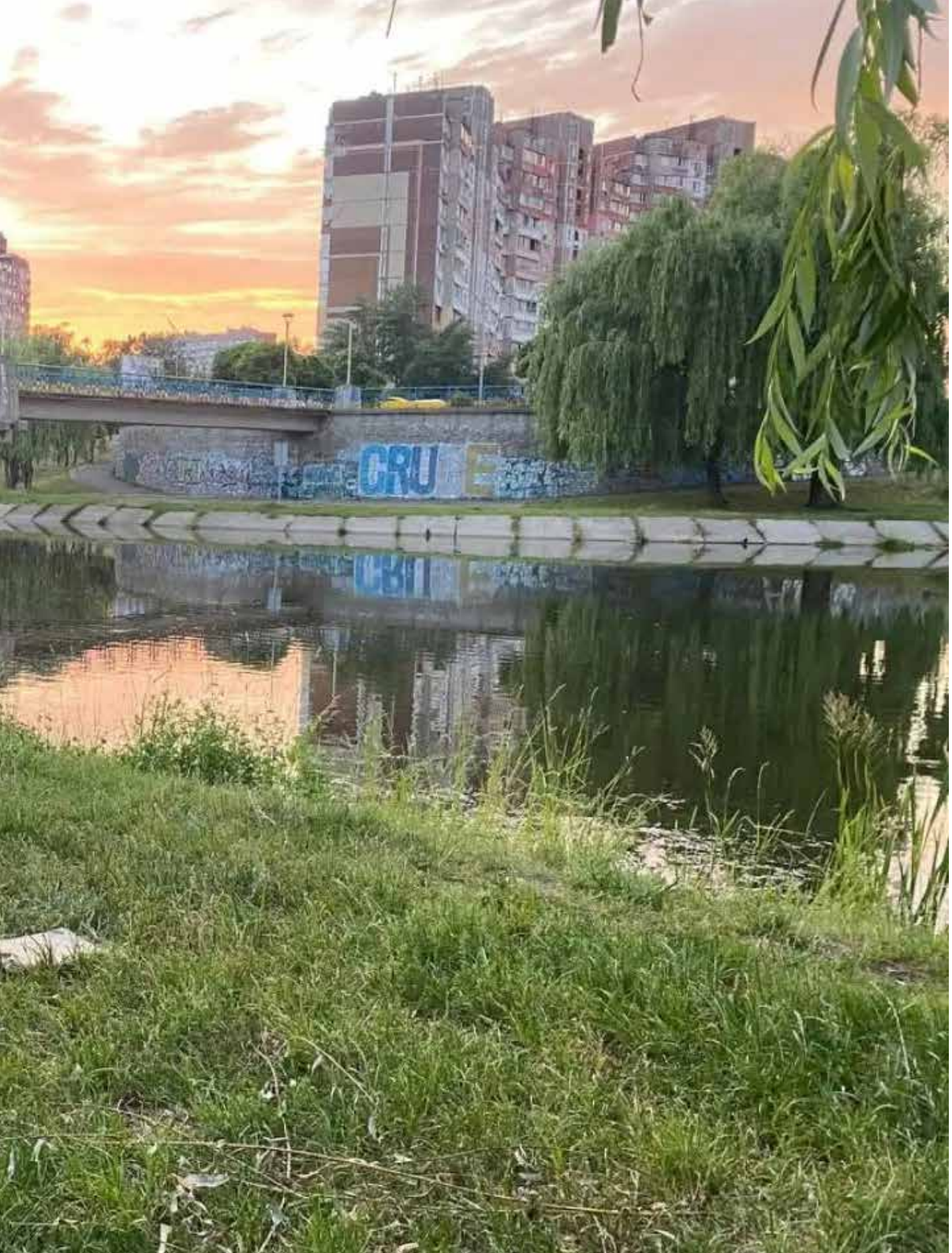
4. Quartier historique de Kharkiv.

très difficile ; d'apparence, c'était tout près, à quelques centaines de kilomètres. Mais à cause des postes de contrôle et de toute cette situation, j'ai eu beaucoup de mal à m'y rendre. Il y avait cependant des moments où, en quelque sorte… En fait, j'aime beaucoup la nature. Mais cette fois-ci, j'ai vraiment pris conscience à quel point j'aimais mon pays. C'était début mars, et il restait même encore un peu de neige dans les champs. Et j'ai vu cette beauté. J'avais vraiment envie d'enlacer chaque hectare de cette terre sur laquelle je marchais. Et lorsque j'y suis allée en auto-stop, il y avait là aussi ce trajet à travers des villages, et j'ai ressenti très fortement l'amour pour mon pays. Cet amour me motive également à m'engager dans des activités de bénévolat et de militantisme ; c'est comme si je ressentais une sorte de privilège dans tout cela, et c'est précisément à travers le prisme de l'amour pour les autres, pour les femmes par exemple, que j'ai envie de les aider.

Et puis, beaucoup d'amour me revient également. En fait, pour parler de moi, l'une des choses importantes qui me définissent, c'est que je suis une cycliste. Tout le monde me connaît comme celle qui est toujours en train de filer à vélo. Et là aussi, un vélo m'est tout simplement tombé du ciel. C'est arrivé de manière si inattendue : une personne a pris la peine de s'assurer que j'aie un vélo ici, car elle sait que c'est important pour moi. Je ressens également de l'amour dans les petites choses, les détails. Quelqu'un vous a trouvé des collants à votre taille, quelqu'un d'autre vous a offert une tasse. J'ai ma propre chambre ici, ce qui est également important. Tout le mois de mars, je n'ai fait que passer d'un refuge à l'autre. Enfin, pas vraiment « passer », je me déplaçais simplement d'un refuge à l'autre. Je dormais à l'école, dans des caves. J'ai séjourné dans des logements où l'on était parfois jusqu'à dix personnes, toutes entassées les unes sur les autres. Et même si je suis une personne socialement adaptée, je suis très renfermée et introvertie, et il est très important pour moi d'avoir un petit coin où je puisse m'isoler de tout le monde, m'éloigner de tous et simplement me reposer.

Lorsque l'Atelier féministe m'a offert ce refuge, je me souviens encore de ma première nuit : j'étais seule dans la pièce, allongée par terre, et je pleurais de bonheur. J'ai allumé une guirlande lumineuse et je me disais à quel point l'univers m'aimait. J'aime dire que l'univers veille sur moi à travers les autres. L'amour est une force très puissante. Je dis aussi parfois que c'est ma religion, quand on me pose la question.




CRU

PAROLES D'UKRAINE

Travailler sous les bombes

Paul Dza[1]

En Ukraine, la guerre ne suspend pas le travail : elle le rend plus dangereux, plus intense, souvent invisible.

Dans l'énergie, la santé ou les secours, des milliers de travailleurs maintiennent le pays debout sous les bombes. Une réalité qui met à l'épreuve, bien au-delà du front, les limites de la santé et de la sécurité au travail.

En Ukraine, les métiers essentiels à la continuité du pays sont sous tension. L'effort demandé aux secteurs critiques est colossal depuis l'invasion du 24 février 2022, et les risques décuplés à mesure que la guerre dure. Si les installations civiles ont subi les bombardements russes dès les premières heures de l'invasion à grande échelle, elles sont particulièrement visées chaque hiver. Alors que les températures négatives frappent le pays entier, les centrales électriques sont attaquées par des dizaines de drones à bas coût chargés d'explosifs.

Dans les régions de Sumy, Zaporijjia, Kharkiv, Donetsk et Kherson, la proximité des combats renforce le risque qui pèse sur les travailleuses et travailleurs. À Kyiv, le maire est allé jusqu'à appeler en janvier 2026 à une évacuation provisoire de la population non essentielle de la capitale ; quelque 600 000 personnes avaient quitté la ville, quand la moitié des immeubles avaient été privés de chauffage. Les professions d'urgence – pompiers, médecins, ambulanciers – sont également de plus en plus visées par des drones russes, notamment dans les régions en première ligne. Les bombardements russes ont recours à la tactique de la « double frappe », une stratégie visant à éliminer une cible, puis dans un second temps les secours.

Passé le choc initial de l'invasion, ce dernier a rapidement laissé place à un constat d'urgence : la nécessité de s'organiser pour survivre, puis de reconstruire des mécanismes de solidarité adaptés aux nouveaux risques. Comment s'organiser pour assurer la stabilité du pays, tout en permettant la continuité des efforts militaires nécessaires ? Quel équilibre social trouver entre l'engagement sans faille des secteurs critiques et l'inévitable mobilisation militaire ?

Un bouleversement civique bien plus rapide que celui de l'État

En Ukraine où une partie des vies tourne autour de l'industrie, la brutalité de la guerre est venue s'ajouter aux assauts des réformes néolibérales et de la corruption. Comme le souligne le juriste et cofondateur de l'organisation civique ukrainienne Sotsialnyi Rukh Vitaliy Dudin, « les travailleurs vivent à la fois sous la peur des bombardements et des décisions arbitraires de leurs dirigeants ».

1. Paul Dza est doctorant et journaliste reporter. Article publié par *Hesamag,* n° 32 et publié par le Comité belge du RESU. On peut consulter les textes et les photos de Paul Dza sur son blog. *Hesamag est un* magazine syndical européen consacré aux conditions de travail.

Il est en effet surprenant de constater que la législation en matière de sécurité au travail ne se soit pas encore adaptée aux réalités de la guerre. Le Code du travail ukrainien ainsi que le Code de la défense civile n'ont pas connu d'évolution majeure depuis février 2022, alors que tous les travailleuses et travailleurs d'Ukraine sont exposés à des frappes aériennes potentielles. En 2025, 46,5 % des décès survenus au travail ont été causés par des missiles, mines ou drones (222 décès sur un total de 477). Faute de règles de sécurité clairement imposées par le Code du travail ukrainien, les salariés ont dû s'en remettre à des dispositifs décidés localement, notamment pour réagir aux alertes aériennes.



Dans le chaos des premiers mois de l'invasion en 2022, un suivi mené par l'organisation Sotsialnyi Rukh a mis en évidence une corrélation nette entre l'insécurité vécue par la population et la multiplication des abus patronaux. L'invasion a également restreint le champ d'action pour les syndicats et organisations politiques. La loi martiale interdit les manifestations et les grèves, et la loi n° 2136 du 15 mars 2022 relative à l'organisation du travail sous la loi martiale permettait même aux employeurs de suspendre unilatéralement les contrats de travail des salariés. Malgré les contraintes et les risques démultipliés, les syndicats ont agi contre ces dispositions prétendument nécessaires à la sauvegarde de l'économie ukrainienne. Ainsi, le Syndicat libre des cheminots d'Ukraine a permis de démontrer devant la Cour suprême l'illégalité de la décision des Chemins de fer ukrainiens de suspendre unilatéralement l'application des conventions collectives en matière de prise en charge des frais de santé. Cette décision en faveur des travailleurs et travailleuses a précédé la suppression de cette clause de suspension unilatérale de la loi n° 2136 en septembre 2025.

Une implication humaine plus que jamais nécessaire

Le rôle des syndicats s'est adapté à la guerre, en tant que structure sociale répondant aux besoins des travailleuses et travailleurs engagés dans l'armée. En effet, les représentants de la classe ouvrière industrielle sont à la fois les plus syndiqués et les plus mobilisés. Les cheminots, les mineurs, les travailleurs du secteur de l'énergie sont des dizaines de milliers à avoir rejoint l'armée ukrainienne. Dans les régions les plus industrialisées, près d'un tiers des ouvriers ont pu être mobilisés.

Il ne s'agit pas d'une société «militarisée» pour autant, même si, reconnaît Max Palamartchuk, étudiant en cinquième année de médecine à l'Université nationale de médecine O. O. Bogomolets, «la frontière entre civils et militaires s'est considérablement réduite». Ce dernier travaille auprès d'une clinique de rééducation accueillant des blessés ayant subi de lourds traumatismes liés à la guerre, allant jusqu'à l'amputation d'un ou plusieurs membres. Au contact de civils devenus militaires, il décrit un bouleversement des équilibres qui n'a pas pour autant réduit le fossé entre la vie civile et la spécificité militaire.

C'est dans ce contexte que les organisations jouent un rôle parallèle à celui de l'État, que ce soient des syndicats, des associations ou de

simples groupes informels qui se sont multipliés sur l'ensemble du pays. L'organisation civique ukrainienne Sotsialnyi Rukh anime par exemple une tribune téléphonique pour soutenir les soldats confrontés aux décisions autoritaires de leur hiérarchie ou de l'administration.

D'autres structures se concentrent sur le soutien militaire : ainsi Solidarity Collectives apporte un soutien aux soldats et a fait entrer un fonctionnement plus progressiste dans l'armée. « Fondamentalement, l'armée interdit toute forme d'activité politique dans ses rangs. […] Les activistes ne transforment pas l'armée dans son ensemble, mais introduisent à leur niveau des méthodes de travail différentes – plus décentralisées », explique Kseniia, activiste chez Solidarity Collectives. Elle évoque des pratiques qui ne se présentent pas comme formellement politiques, mais qui établissent des valeurs dans cette institution étatique.

L'implication des travailleurs, et surtout des travailleuses dans le secteur de la santé, est l'un des exemples les plus marquants de la participation citoyenne pour compenser les défaillances de l'État[2]. Des solidarités du quotidien aux professionnels de santé, l'engagement va au-delà des domaines de compétence. Ce phénomène observable dans les infrastructures critiques « n'était au départ qu'une réponse à la crise, et s'est transformé […] en une prise en



2. Voir l'ouvrage de la chercheuse Ioulia Chukan paru en 2025 aux Éditions de la Maison des sciences de l'homme : *Citoyennes soignantes : guerre, femmes et fabrique du commun en Ukraine,* résultat de neuf ans d'observation participante dans un hôpital de l'est de l'Ukraine.

charge structurée, une meilleure coordination et des processus plus solides» selon Max Palamartchuk.

Néanmoins, cette évolution se limite au fonctionnement des structures, sans s'attacher à l'impact psychique sur les individus. L'impact de la guerre est absorbé par des structures sociales et par les citoyens ordinaires, sans pour autant que cela signifie une «normalisation», ce que confirme Max Palamartchuk :

> On attend des professionnels de santé qu'ils soient fonctionnels, qu'ils soient forts, qu'ils continuent sans relâche. Je pense que cet impact est davantage reconnu qu'auparavant, mais la reconnaissance n'est pas synonyme de soutien systématique.



Les soldats et civils sont des dizaines de milliers à prendre part à des processus pour se remettre de blessures physiques et psychiques. Dans le domaine de la rééducation et du suivi post-traumatisme, c'est aussi par l'expérience pratique et l'entraide depuis 2022 que les travailleurs et travailleuses de santé se sont adaptés, «l'expérience nous a montré que le système de santé n'a pas besoin que d'équipements et de protocoles, mais aussi de résilience humaine, d'esprit d'équipe et d'une capacité à s'adapter dans un contexte d'incertitude permanente» selon Max Palamarchuk.

Un soutien nécessaire à tous les niveaux

Si l'Ukraine offre une illustration saisissante de la manière dont la guerre reconfigure les conditions de travail, des réalités similaires – et parfois plus sévères encore – se manifestent dans d'autres zones de conflit, y compris celles où des acteurs européens sont engagés, directement ou indirectement.

En attendant, pour l'Ukraine, ce conflit a radicalement changé la vie sociale et politique. De nouvelles formes d'organisation sociale ont vu le jour, et les rôles traditionnels des syndicats se sont adaptés à la guerre. L'enjeu immédiat repose actuellement dans le développement et la pérennité de ces initiatives d'auto-organisation : il faut penser le temps long, car «l'armée joue désormais un rôle central dans la vie politique ; les individus qui la constituent façonneront probablement les processus politiques après la guerre», selon l'activiste Kseniia.

Trop souvent, en Europe, l'Ukraine est uniquement vue à travers un prisme militaire. Mais derrière le front, il y a des travailleurs et travailleuses qui tiennent le pays debout – dans les usines, les mines, les chemins de fer. Dans la guerre, les solidarités ne sont pas un slogan : elles se construisent dans l'urgence, sur le terrain. Les organisations politiques et syndicales européennes doivent écouter, concrètement, celles et ceux qui vivent la guerre au quotidien.

Oui, les syndicats doivent continuer à défendre la paix, le droit international, et une reconstruction juste. Mais ces principes n'ont de sens que s'ils partent d'une réalité simple : les premiers concernés sont les Ukrainiens eux-mêmes. Pour qu'il y ait un droit du travail, encore faut-il vivre en liberté ; comme le résume Vitaliy Dudin : «Les travailleurs ne se sentiront en sécurité que lorsque les occupants russes auront été vaincus sur le champ de bataille.»

Une loi sur l'enseignement des langues

Patrick Le Tréhondat

Le 12 octobre, la Verkhovna Rada a adopté une loi consacrant le droit des enfants issu·es des peuples autochtones et des minorités nationales à recevoir un enseignement dans leur langue maternelle, en plus de la langue officielle.

La loi prévoit la possibilité de créer des écoles pour les minorités nationales dotées d'un statut spécial, et élargit l'utilisation de la langue maternelle dans les établissements d'enseignement et consacre les droits linguistiques des élèves lors d'examen.

La loi prévoit la possibilité d'accorder aux écoles le statut d'établissement d'enseignement pour une minorité nationale si plus de 50 % des enfants y étudient dans la langue concernée.

Ce document garantit aux enfants issu·es des minorités nationales et des peuples autochtones d'Ukraine, dont les langues sont des langues officielles de l'Union européenne, le droit de recevoir un enseignement dans leur langue maternelle parallèlement à la langue officielle.

Dans un établissement d'enseignement pour une minorité nationale, les documents officiels relatifs à l'éducation et leurs suppléments peuvent, à la demande des parents, être reproduits dans la langue de la minorité concernée en plus de la langue officielle de l'État, précise le document.

Le programme éducatif de ces écoles peut inclure l'étude de l'histoire nationale par les élèves, la préservation du patrimoine culturel matériel et spirituel associé à l'identité nationale, ainsi que la préservation et l'utilisation des traditions, des symboles et des coutumes nationales.

Les droits de la minorité hongroise en Ukraine constituent depuis longtemps une question clé pour Budapest, et le projet de loi a été élaboré en tenant compte des observations des responsables hongrois·es.

La loi ne modifie pas le statut de l'ukrainien en tant que langue d'État, mais élargit en même temps les possibilités d'utilisation des langues des minorités nationales et des peuples autochtones dans les établissements d'enseignement.

Ce sont les citoyen·nes, et non les généraux, qui gagnent les guerres

Dzvinka et Aistra avec Florence Oppen[1]

Priama Diia, est un syndicat étudiant indépendant en Ukraine et un exemple unique et essentiel de résistance populaire issue de la classe ouvrière. Refondé en février 2023, en pleine guerre totale menée par la Russie contre l'Ukraine, ce syndicat s'est délibérément doté d'une structure horizontale et antibureaucratique pour lutter contre ce qu'il considère comme les syndicats «jaunes», affiliés à l'État, qui dominent les universités. Évoluant dans le contexte de la guerre, de la loi martiale et d'un gouvernement qu'il critique pour ses politiques néolibérales et ses tendances autoritaires, Priama Diia affirme que la lutte pour une éducation publique gratuite et de qualité est indissociable de la lutte contre l'impérialisme russe et le programme pro-business de l'État ukrainien.

Son action constitue un exemple fort de la manière de s'organiser pour la justice sociale et économique dans un contexte extrême – et le syndicat recherche activement la solidarité internationale. Pour en savoir plus sur son modèle de base, Florence Oppen s'est entretenue avec Dzvinka et Aistra (noms modifiés), deux militantes de Priama Diia, qui ont expliqué comment elles fonctionnent et s'organisent sur le terrain.

1. Publié par *Links* (Australie), 12 octobre 2026. Traduit par Didier Epsztajn.

Vous décrivez votre syndicat comme menant un combat sur un «double front»: contre l'impérialisme russe et contre les politiques néolibérales du gouvernement ukrainien. Pouvez-vous expliquer en quoi la guerre a à la fois permis au gouvernement de faire adopter des mesures telles que l'«optimisation» universitaire et les coupes dans les dépenses sociales, tout en créant un nouvel espace pour s'organiser et revendiquer un avenir différent?

Dzvinka

Le gouvernement ukrainien considère de plus en plus l'éducation, la santé, le logement et les autres dépenses sociales comme des coûts à réduire plutôt que comme des biens publics à défendre. La centralisation (principalement par le biais de fusions) et la commercialisation (principalement par des attaques contre la couverture universelle au profit du principe de l'utilisateur-payeur) figuraient à l'ordre du jour du gouvernement bien avant le début de la guerre. L'invasion russe a joué un rôle d'accélérateur; on attend des étudiant·es, des enseignant·es et du personnel qu'elles et ils acceptent des conditions toujours pires et une insécurité croissante sous des prétextes patriotiques, tandis que les oligarques bénéficient de nouvelles réductions d'impôts.

À nos yeux, cependant, les réalités de l'autodéfense collective révèlent à quel point l'éducation et l'autonomie démocratique sont vitales pour que les citoyen·nes puissent se protéger. Nous recensons les problèmes, exerçons une pression collective sur les autorités, nous portons volontaires pour aider matériellement nos

camarades qui se battent, et gardons les yeux rivés sur l'objectif d'une éducation publique universelle de haute qualité et de conditions de vie dignes et participatives pour les étudiant·es et le personnel.

Aistra

La guerre a révélé toute une série de paradoxes à la société ukrainienne. Premièrement, les personnes en sont venues à ressentir le besoin de structures à grande échelle telles que l'armée – même des anarchistes se sont engagé·es dans l'armée, car c'est actuellement la seule forme possible de résistance directe contre un empire aussi puissant que la Russie. Parallèlement, la population civile, confrontée à une crise humanitaire, a pris conscience de la nécessité de politiques sociales cohérentes. Parallèlement, elle a pris conscience de sa propre force, puisque les activités économiques et militaires reposent précisément sur elle. Ce ne sont pas les généraux ni les dirigeant·es qui gagnent, mais le peuple lui-même, sur les épaules duquel pèsent tous ces défis.

Le deuxième paradoxe est que la société ukrainienne doit s'unir pour devenir plus forte, mais que le gouvernement ne facilite souvent pas cette unité en prenant des décisions qui favorisent la minorité. Ces deux facteurs ont conduit la population à se rassembler de plus en plus autour de revendications et d'actions communes, qu'il s'agisse de s'opposer aux grandes institutions ou de les soutenir. Cela signifie inévitablement une augmentation de ces contradictions à l'avenir, mais pour l'instant, nous nous trouvons dans une situation précaire, en équilibre entre un agresseur extérieur et des problèmes internes. La tâche de notre syndicat et des forces progressistes est de faire tourner cette situation à l'avantage de la majorité.

Dans une guerre qui a causé tant de ravages, vous affirmez qu'une éducation gratuite et accessible est vitale pour la survie et la reconstruction d'après-guerre. Quelle est la vision concrète pour laquelle vous vous battez ? Quelles sont vos actions immédiates ? Pouvez-vous nous parler de vos efforts pour obliger les universités à effectuer les réparations indispensables dans les résidences universitaires ?

Dzvinka

Permettez-moi de rappeler certains de nos objectifs à long terme. Premièrement, les universités doivent être gratuites, accessibles et écologiquement durables – l'éducation est le fondement de la survie dans le monde moderne, sans parler de toute reconstruction et de tout progrès. Deuxièmement, les étudiant·es, les enseignant·es et le personnel doivent tous et toutes être autorisé·es et encouragé·es à participer à une autogestion démocratique – tout ce qui concerne nos conditions de vie doit être décidé de bas en haut, avec notre implication. Troisièmement, les bourses doivent correspondre au salaire minimum, car nos études constituent un travail intellectuel actif à temps plein.

Dans le cadre de nos actions de campagne immédiates, nous commençons par discuter avec les étudiant·es qui vivent en résidence universitaire et par documenter leurs problèmes et leurs témoignages à l'aide de photos et de

vidéos. Nous transformons les plaintes individuelles en revendications collectives, identifions l'instance responsable et exigeons des explications concrètes ainsi qu'un calendrier pour la résolution des problèmes. Si l'administration continue de retarder les travaux ou de traiter nos revendications comme une faveur qu'elle peut accorder ou refuser, plutôt que comme un droit étudiant qu'il lui incombe de garantir, nous intensifions notre action par des manifestations impliquant la presse et une campagne virale sur les réseaux sociaux. Obtenir une réparation ne constitue pas en soi une transformation radicale de l'université, mais cela crée des liens, apporte une expérience pratique de l'action collective et jette les bases d'une conviction à la base de laquelle nous pouvons accomplir davantage ensemble.



Aistra

Cela peut ne pas paraître évident, mais parfois, une campagne radicale peut partir des choses les plus élémentaires. Nous avons simplement attiré l'attention sur le fait que de nombreuses universités ukrainiennes ne disposent ni de cantine ni d'accès à l'eau potable gratuite. Ces services existaient autrefois, mais ils ont été supprimés ou privatisés au nom de « l'efficacité ». Du coup, les étudiant·es doivent se débrouiller et acheter de l'eau en bouteille à un prix plus élevé. Dénoncer cette situation, c'est remettre en cause le statu quo en faisant appel à des besoins absolument fondamentaux, des besoins que même nos adversaires comprennent généralement.

À Lviv, en ce moment même, ces considérations simples ont débouché sur des projets visant à réquisitionner un ancien bâtiment universitaire inoccupé et, avec les étudiant·es, à y installer elles et eux-mêmes une cantine – sans l'intervention du gouvernement ni du capital privé. À mon sens, il s'agit là d'une pratique véritablement révolutionnaire, capable de servir de pont entre une revendication sociale fondamentale et la voie révolutionnaire plus large de l'université. De plus, cela signifierait un véritable contrôle étudiant sur ce processus.

Un autre exemple révélateur est la manière dont, l'année dernière, nous avons obtenu une rénovation majeure des résidences universitaires, où les conditions étaient tout simplement épouvantables. L'administration n'a pas répondu aux déclarations et aux appels, mais nous avons aidé les étudiant·es à s'organiser et à former des syndicats – et, grâce à deux manifestations de grande ampleur, elles et ils ont atteint leur objectif. La lutte au sein de cet établissement d'enseignement se poursuit, et nous y restons activement impliqué·es. Bien sûr, ce ne sont là que quelques exemples, mais à mon sens, ils en disent long.

En juillet 2025, vous avez participé à des manifestations de masse contre la corruption, connues sous le nom de « révolution des cartons », qui ont contraint le gouvernement à faire marche arrière. Vous avez déclaré que cela montrait que l'action de masse n'était plus un « tabou ». En quoi ce moment a-t-il modifié le paysage politique en matière d'organisation en Ukraine ? Le considérez-vous comme un tour-

nant pour les mouvements sociaux ou s'agissait-il d'un moment unique qui ne se reproduira peut-être pas ?

Aistra

Au début de la guerre, nous étions pratiquement le seul groupe à mobiliser les gens pour des manifestations. Nous avons rédigé des supports pédagogiques expliquant que cela était légal et mettant en avant nos succès, mais nous nous heurtions encore au scepticisme. Après les «manifestations des cartons», manifester est devenu la norme. Ce fut un petit «Mai 68», après lequel il n'y avait plus de retour en arrière possible. Le gouvernement a pris peur par la suite et tente depuis de mettre des bâtons dans les roues des mouvements de masse, mais ce faisant, il se heurte à une résistance encore plus forte. À cet égard, j'entrevois l'avenir de manière positive.

Dzvinka

Les manifestations «des cartons[2]» sont devenues un modèle pour des manifestations politiques simples et peu coûteuses dans tout le pays, ce qui a entraîné une forte participation des jeunes. Cependant, elles ont été organisées et promues par des personnalités médiatiques ayant un agenda différent, et les communautés en ligne qui leur sont consacrées regorgent de libertarien·nes et de nationalistes de droite, voire d'«abruti·es» de la vieille école, qui sont hostiles à toute déclaration ou tout symbole des mouvements de justice sociale. Dans un cas précis, les libertarien·nes ont appelé la police contre Priama Diia, pour tenter de nous chasser.

Les plateformes sociales des grandes entreprises semblent également avoir réduit la portée des manifestations «des cartons» organisées par la gauche, par exemple contre les réformes néolibérales des transports publics, dont la hausse des tarifs absorbe la majeure partie des bourses d'études. Des comptes individuels tentant d'inviter à participer à des discussions pertinentes sur les transports publics ont été à plusieurs reprises victimes de «bannissement furtif» [*shadowbanning*] ou de restrictions sur Facebook et Instagram, bien que, curieusement, cela ne se soit pas produit sur TikTok.

À l'inverse des manifestations «des cartons» grand public, menées par des néolibérales/néolibéraux, la plupart d'entre nous soutiennent le NABU (Bureau national anticorruption d'Ukraine) et le SAPO (Parquet spécialisé dans la lutte contre la corruption). Le NABU et le SAPO sont les principales institutions ukrainiennes chargées d'enquêter sur la corruption à haut niveau et d'engager des poursuites à cet égard. En juillet 2025, le Parlement a adopté une loi renforçant la subordination de ces organismes au procureur général, ce qui a déclenché d'importantes manifestations à Kyiv, Lviv, Odessa, et dans d'autres villes. À la suite de ces manifestations, le Parlement a rétabli leur indépendance le 31 juillet, car les enquêtes anticorruption permettent aux fonds alloués aux programmes sociaux d'atteindre les bénéficiaires. Mais nous sommes divisé·es lorsqu'il s'agit de soutenir des personnalités politiques spécifiques, telles que le premier vice-Premier ministre et ministre de

2. Voir *Soutien à l'Ukraine résistante,* n°41, 11 août 2025.

la transformation numérique, Mykhailo Fedorov, compte tenu de leurs positions technocratiques, axées sur le marketing et hostiles à la sécurité de l'information, ainsi que de leurs bonnes relations avec des oligarques comme Elon Musk (ce qui serait impossible sans un certain état d'esprit antisocial).

De manière générale, nous prenons conscience que, même si nous pouvons et devons nous joindre de manière critique aux mouvements politiques existants lorsque nos revendications coïncident au moins partiellement, nous devons continuer à développer notre propre potentiel de mobilisation et d'organisation, ainsi que des canaux indépendants des réseaux sociaux d'entreprise.



Le gouvernement met en place une formation militaire obligatoire pour les étudiants universitaires. Priama Diia souhaite « examiner de près et démocratiser le contrôle » de ce processus. Qu'est-ce que cela signifie concrètement ? Quelles sont vos principales préoccupations concernant cette formation ? Comment vous organisez-vous face à cette situation ?

Dzvinka

Dans tout ce qui est obligatoire, les étudiant·es doivent avoir leur mot à dire sur la manière dont cela doit fonctionner et sur le suivi de sa mise en œuvre effective. Cela concerne notamment les contenus enseignés, la sélection des formateurs et des formatrices et les instances chargées de résoudre les problèmes que nous soulevons. Ni les administrateurs/administratrices universitaires ni les institutions militaires ne devraient dicter ce que nous apprenons à l'université.

Les étudiant·es ne doivent pas être considéré·es comme une réserve générique de main-d'œuvre. Les étudiant·es en situation de handicap, les étudiant·es qui travaillent et celles et ceux qui effectuent déjà leur service militaire doivent être protégé·es contre la discrimination et ne pas être sanctionné·es pour avoir fait part de leurs préoccupations. La préparation militaire ne doit pas imposer un endoctrinement d'extrême droite ni normaliser les relations autoritaires.

Nous recueillerons les témoignages des étudiant·es, comparerons la manière dont les différentes universités mettent en œuvre cette politique et aiderons les étudiant·es à comprendre leurs droits. Nous consulterons des ancien·nes combattant·es, dont bon nombre se trouvent aujourd'hui parmi nous ou ont fait partie de nos membres avant d'obtenir leur diplôme et avec lesquel·les nous entretenons toujours des relations amicales. La résistance à l'impérialisme doit reposer sur l'empathie, la participation et la responsabilité.

Vous qualifiez les structures syndicales officielles des universités ukrainiennes de « syndicats jaunes » – des organisations qui représentent officiellement les étudiant·es mais qui sont étroitement liées aux administrations universitaires. Bon nombre de ces structures trouvent leurs racines dans le système de l'ère soviétique, où les syndicats étaient intégrés aux administrations de l'État et des lieux de travail plutôt que de fonctionner comme des orga-

nisations indépendantes. Comment contrer ce modèle hérité du passé et convaincre les étudiant·es qu'une auto-organisation indépendante et démocratique est possible et vaut la peine d'être tentée – surtout lorsque le «syndicat jaune» est présenté comme la forme normale ou par défaut de représentation étudiante ?

Aistra

Les syndicats jaunes comptent souvent des milliers de membres ; certain·es étudiant·es ne savent même pas qu'elles et ils en font partie. Nous avons récemment traité un dossier où ils ont tenté d'exclure illégalement un étudiant. Il s'est avéré qu'il était membre d'une telle organisation, mais le syndicat a tenté de justifier son exclusion et s'est rangé du côté de l'université ! Nous avons pu gagner cette affaire grâce à une faille juridique, car il était également membre de notre syndicat – bien que, dans notre cas, ce fût par son propre choix. De telles histoires suffisent à elles seules à montrer aux autres que ces organisations sont antisociales et ne peuvent en aucun cas protéger les droits des étudiant·es. Mais nous, nous le pouvons.

Le problème, c'est qu'il existe très peu de syndicats comme le nôtre ; les personnes sont donc déçues par le mouvement syndical dans son ensemble, car leur expérience des syndicats se limite à ce modèle «jaune». La seule façon pour nous de lutter contre cela, c'est par l'action directe.

Dzvinka

Un syndicat indépendant repose sur la participation active de la majorité de ses adhérent·es. Nous mettons en place des garde-fous contre toute éventuelle usurpation de pouvoir par les dirigeant·es syndicales/syndicaux : nos finances sont transparentes devant l'assemblée, nos positions sont élaborées collectivement, et nos groupes locaux décident et agissent de manière autonome, en utilisant les groupes de discussion uniquement à des fins de coordination. La participation est volontaire, libre de toute contrainte, contrairement à ce qui est habituel dans les syndicats jaunes ; dans la mesure du possible, nous sommes solidaires de tout·e étudiant·e confronté·e à de mauvaises conditions de vie ou à des réponses administratives insuffisantes, qu'elle ou il soit ou non membre cotisant·e.

Bien sûr, nous les encourageons à adhérer et leur proposons des activités auxquelles elles et ils peuvent participer pour nous rapprocher de notre objectif commun. Mais nous ne demandons pas aux étudiant·es de croire en des idéaux abstraits ; nous leur montrons que nous sommes capables de changer nos conditions de vie lorsque nous agissons ensemble. De même, nous ne cachons pas les risques : il faut s'attendre à l'hostilité de la part de l'administration, voire du gouvernement. Cependant, chaque fois que les étudiant·es choisissent de rester dispersé·es ou espèrent être protégé·es par les syndicats jaunes, elles et ils risquent également de rester individuellement vulnérables aux décisions arbitraires de l'administration du campus et des ministres. Nous encourageons

les étudiant·es, et nous nous encourageons mutuellement, à participer activement à la défense collective et démocratique de nos propres droits.

La structure horizontale et non hiérarchique de votre syndicat est au cœur de votre ligne politique. Vous disposez de coordinateurs et de coordinatrices pour des rôles spécifiques et d'un « siège de coordination ». Comment les choisissez-vous ? Comment conciliez-vous concrètement cet engagement en faveur d'un processus décisionnel non hiérarchique et ultra-démocratique avec le besoin d'efficacité, d'autant plus que le syndicat compte désormais une centaine de membres ?



Dzvinka

Nous n'avons ni coordinateurs ni coordinatrices centrales, mais des coordinateurs et des coordinatrices pour les groupes de travail. Elles et ils sont élu·es lors de l'assemblée annuelle, selon une procédure similaire au scrutin de Borda à deux vainqueurs – un système de vote préférentiel par ordre de préférence conçu pour élire les candidat·es bénéficiant du plus large soutien global au sein du corps électoral. Elles et ils ont pour principales responsabilités de rendre compte aux membres des travaux en cours, de documenter les procédures récurrentes et de transmettre ce savoir aux élu·es qui prendront leur place l'année suivante. Il s'agit d'un poste de responsabilité, et non de pouvoir.

Ces rôles ne sont pas figés ; l'assemblée décide s'il convient d'attribuer des mandats, et à qui, en se basant sur les propositions annuelles concernant le travail à accomplir et la manière de le mener à bien. La personne qui présente la proposition est censée élaborer un plan concret et aider à intégrer les bénévoles souhaitant rejoindre son groupe de travail. Par ailleurs, le siège n'approuve pas les dépenses importantes ni les décisions stratégiques (à savoir, les initiatives avec lesquelles s'associer et l'opportunité de le faire) ; l'ensemble des membres vote sur ces questions. Le siège a pour rôle de canaliser les demandes ciblées entre les groupes de travail sans surcharger une centaine de personnes en leur imposant de participer à chaque discussion et réunion, réduisant ainsi les tâches administratives superflues.

Aistra

L'autonomie des sections locales et des groupes de travail est un principe fondamental de notre action. On qualifie souvent Priama Diia de syndicat, mais à mon sens, il faudrait voir plus loin : selon le type d'activité, nous combinons les caractéristiques d'une fédération syndicale avec celles d'une organisation unifiée dotée d'un programme unique. Nous encourageons la création de groupes militants autour des universités – ce sont nos principales unités d'action. Et bien que nous soyons uni·es par des principes et des approches communs, les stratégies locales peuvent varier – et l'autonomie de chaque section locale est extrêmement importante pour nous.

Parallèlement, nous nous organisons selon un axe régional, car certaines universités sont passées à l'enseignement à distance en raison de la guerre ; il peut être bien plus facile de se

rencontrer en personne avec des gens vivant à proximité qu'avec des étudiant·es de sa propre université. Cependant, pour les campagnes nationales et dans la lutte contre les attaques systémiques visant les secteurs social et éducatif, nous présentons un front uni, car nous partageons une idéologie commune forgée dans la lutte des classes. C'est également ainsi que nous participons aux manifestations de masse.

Votre syndicat englobe un large spectre politique, allant des apolitiques aux anarchistes et aux marxistes. Comment parvenez-vous à maintenir l'unité et une vision commune malgré ces différences ? Comment cette diversité influence-t-elle vos campagnes ? Par exemple, choisissez-vous délibérément des enjeux « sociaux » (tels que les conditions de vie dans les résidences universitaires) autour desquels tout le monde peut se rallier, plutôt que des enjeux plus ouvertement politiques ?

Dzvinka

Contrairement aux politicien·nes traditionnel·les qui formulent leurs positions de manière floue et implicite afin de toucher une base aussi large que possible, mais amorphe (comme l'encouragent les élections au scrutin majoritaire à un tour), nous formulons nos valeurs et nos revendications ouvertement et clairement, afin que les personnes sachent à quoi elles adhèrent et en soient motivées. Notre programme se compose de propositions émanant des membres, que nous avons discutées, élaborées et votées collectivement lors de l'assemblée annuelle.

La lutte des étudiant·es pour leurs droits est politique ; je dirais donc que toute personne qui adhère au syndicat n'est déjà plus apolitique. Nous nous concentrons sur des propositions politiques, et non sur des étiquettes d'affiliation, tout en nous opposant clairement à l'autoritarisme et à l'impérialisme. Comme l'indique notre Manifeste : « Le savoir est un outil efficace de lutte émancipatrice, notre réponse à l'autoritarisme et à l'impérialisme. » Il situe également l'organisation étudiante dans le cadre plus large de la lutte des classes : « Les étudiant·es ont toujours fait partie, font partie et feront partie de quelque chose de plus grand : le mouvement ouvrier. »

Les désaccords concrets entre des personnes ayant des affiliations politiques différentes mais étroitement liées, et explicitement progressistes, sont bien moins marqués au sein des groupes militants que sur les chaînes de mèmes, les fils de discussion YouTube et Reddit, ou encore dans les organisations non gouvernementales à large spectre. Une approche intéressante que nous avons testée, pour aider les participant·es à mieux comprendre les positions de chacun·e lors de l'assemblée, a consisté à leur demander de trouver des arguments en faveur de la proposition d'un·e autre participant·e, au sein de groupes formés au hasard.

Aistra

J'ajouterais que, dans un contexte où les forces progressistes sont minoritaires, où nous sommes confrontés aux attaques de l'extrême droite, à l'agression russe et aux politiques néolibérales du gouvernement, la seule stratégie

de survie réside dans l'unité et la solidarité. Bien sûr, au sein de notre syndicat, nous menons des discussions politiques, dont certaines sont de nature profondément théorique. Pour nous, la théorie complète la pratique – et vice versa. Cependant, au cours des quatre dernières années, je ne me souviens pas d'un seul cas où la position politique de quelqu'un·e sur une question spécifique aurait entravé notre travail. Lorsque nous œuvrons pour soutenir et organiser les étudiant·es, nous travaillons tous vers un objectif commun.

Des membres du syndicat ont été agressé·es physiquement par des groupes d'extrême droite, et vous avez été soumis·es à la surveillance du Service de sécurité (SBU) ainsi qu'à des menaces d'accusations de «trahison». Comment ce climat de répression façonne-t-il votre militantisme ? À quelles tactiques spécifiques et à quels défis êtes-vous confronté·es pour organiser des manifestations et construire un mouvement de masse alors que toute revendication de changement peut être présentée comme une menace pour l'unité nationale ?

Aistra

Nous sommes conscient·es d'être menacé·es et nous en parlons ouvertement avec les nouvelles et nouveaux membres de notre organisation. Mais il est important de replacer les choses dans leur contexte : tout d'abord, les attitudes à l'égard des forces de l'ordre en Ukraine sont assez négatives, et ce n'est un secret pour personne que la police et le SBU sont corrompus et exercent des pressions sur les militant·es indépendant·es et les mouvements de masse. C'est un héritage de l'Union soviétique, où la persécution politique faisait partie intégrante du système.

Deuxièmement, nous ne sommes pas les seul·es à subir la pression de l'État. Notre cas est certes unique, mais comme les mouvements écologistes, journalistiques et LGBTQ+ sont également confrontés à des défis similaires, nous bénéficions par extension de leur soutien. Récemment, les organisations indépendantes de défense des droits humains ont accordé une attention particulière à la répression en Ukraine, et nous-mêmes participons activement à l'enquête sur cette situation, à la lutte contre celle-ci et à sa couverture médiatique. Nous avons adopté une stratégie visant à maximiser l'unité entre les mouvements pro-démocratiques – et jusqu'à présent, cela fonctionne.

Une affaire récente illustre particulièrement bien cette pression. Maksym Choumakov, militant marxiste, ancien organisateur au sein de Priama Diia à Lviv et membre de la rédaction de la revue de gauche ukrainienne *Commons,* fait actuellement l'objet de poursuites en vertu de la loi ukrainienne interdisant les symboles communistes et nazis. L'affaire repose sur des publications sur les réseaux sociaux datant de 2021 à 2023, qui comprenaient des supports pédagogiques marxistes. Maksym et son avocat font valoir que ces supports relèvent des exceptions prévues par la loi à des fins éducatives et universitaires. Maksym considère que ces poursuites sont motivées par des raisons politiques et liées à ses années d'activisme étudiant et de gauche. Son affaire a donné lieu à une campagne en

faveur de l'abandon des poursuites et a suscité une solidarité internationale de la part d'organisations de gauche.

Cela ne veut toutefois pas dire que cela n'a eu aucun effet sur nous. C'est très stressant. Les services de sécurité sont venus me voir en personne pour « discuter ». J'ai réussi à m'en débarrasser, mais cela me pèse psychologiquement, et d'autres ont aussi vécu cela. Mais ce que je fais me remplit d'énergie et de confiance. Et, bien sûr, mes camarades me soutiennent.

Dzvinka

Dans notre action militante, nous privilégions les propositions politiques, les revendications claires et l'entraide plutôt que les symboles et les déclarations d'appartenance. En dehors des sous-cultures politiques établies, qu'elles soient modérées ou radicales, les personnes ne sont pas stupides ; elles se rendent compte qu'on leur a servi des images effrayantes par le biais des machines de propagande dès qu'elles rencontrent de véritables manifestant·es, qu'elles discutent avec nous, qu'elles découvrent des problèmes et des parcours communs.

En ce qui concerne un mouvement de masse, le défi que je constate malheureusement, c'est que les impulsions des personnes sont canalisées avec succès par les médias vers des manifestations de « plus grand dénominateur commun » au profit d'institutions et de personnalités, plutôt que pour soi-même, pour améliorer sa propre situation économique et politique. C'est un sprint, pas un marathon, et cela épuise très vite les personnes. Un autre défi, pour lequel il n'existe pas de réponse claire, consiste à passer de manifestations ponctuelles et de reportages en ligne – qu'il serait plus juste de considérer comme des tactiques de mobilisation – à un effort organisé et continu, doté d'une culture de la sécurité réaliste : un puissant mécanisme collectif d'autodéfense ancré dans la vie quotidienne à l'université et sur le lieu de travail.

Vous vous inspirez de l'idée selon laquelle « les étudiant·es sont des travailleur·euses ». Comment cela se traduit-il dans votre organisation ? Quelle est votre relation avec le mouvement syndical ukrainien et international au sens large ? Comment construisez-vous la solidarité ? Que peuvent apprendre les syndicats internationaux de votre expérience ?

Dzvinka

Nous ne nous contentons pas de consommer l'éducation comme un service ; nous accomplissons un travail intellectuel et créatif à travers les études, la pratique et la recherche. De plus, beaucoup d'entre nous doivent travailler en dehors de l'université pour financer leurs études. Les étudiant·es partagent de nombreux enjeux avec les salarié·es : le logement, l'accessibilité, la rémunération (des stages), la lutte contre le harcèlement.

Nous essayons de nous associer à des syndicats indépendants autour de revendications communes concernant les services publics et les droits sociaux. Nous participons réciproquement à nos événements éducatifs, nous soutenons nos campagnes médiatiques respectives et nous échangeons nos expériences. Nous espérons que la participation à un syndicat

étudiant aide les militant·es à intégrer de nouveaux lieux de travail en étant préparés, grâce à leur connaissance des avantages du contrôle démocratique et du pouvoir de la solidarité. De plus, nous espérons que les campagnes étudiantes gagneront en force dès lors que nous aurons trouvé le moyen de tisser des liens avec les travailleurs/travailleuses qui restent à l'université après l'obtention de leur diplôme – les enseignant·es et le personnel.

D'après notre expérience, les syndicats internationaux peuvent retenir que les étudiant·es ne constituent pas une entité distincte, une population temporaire en marge de la classe ouvrière, mais qu'elles et ils sont elles et eux aussi des travailleurs/travailleuses (actuel·les et futur·es) et des participant·es actifs/actives à la production du savoir et à son application pratique dans notre société.



Aistra

Lorsque le gouvernement porte atteinte aux intérêts des travailleurs et des travailleuses, cela touche aussi bien les salarié·es que les étudiant·es. Par exemple, lorsque le conseil municipal de Kyiv a augmenté les tarifs des transports en commun, ce sont les étudiant·es et les infirmier·es qui ont été les plus durement touché·es, car ces nouveaux tarifs représentaient une véritable difficulté pour elles et eux. Cela crée naturellement une occasion de solidarité, et nous nous sommes uni·es lors des manifestations.

Des personnes qui ne sont plus étudiantes et qui ont quitté notre syndicat ont également fondé une nouvelle organisation appelée Workers' Perspectives. Elles et ils ont décidé de se lancer ensemble dans des carrières d'ouvrier·es et d'étudier la classe ouvrière de fond en comble, dans le but de construire un nouveau mouvement fondé sur leur expérience de militant·es étudiant·es. Bien sûr, nous aimerions élargir notre coopération avec la classe ouvrière ; cependant, il est caractéristique de l'Ukraine que les organisations ouvrières indépendantes se trouvent dans une situation encore plus précaire que les organisations étudiantes. L'essor de notre mouvement syndical est encore devant nous – j'espère sincèrement que nous contribuerons à le faire advenir.

Votre syndicat est membre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes. Quels sont les moyens les plus efficaces pour manifester une solidarité avec votre combat, au-delà de la simple collecte de fonds ? Quel type de soutien – matériel, politique ou organisationnel – vous est le plus utile à l'heure actuelle ?

Aistra

La résistance contre les empires est généralement couronnée de succès lorsque celles et ceux qui se battent sont soutenu·es par des mouvements de masse à travers le monde. La défaite des États-Unis au Vietnam, celle de la France en Algérie et l'Intifada palestinienne qui se déroule actuellement en sont des exemples. Nous avons besoin d'une plus grande visibilité de la situation ukrainienne et de notre lutte, avant tout au sein des milieux progressistes. Nous avons besoin que nos sympathisant·es participent à des manifestations en soutien à la résistance ukrainienne et pour condamner

l'impérialisme russe et américain, ainsi qu'à celles qui soutiennent d'autres luttes pour l'autodétermination en Palestine, en Iran et ailleurs.

Dans le même temps, nous devons faire connaître ce qui arrive à nos camarades en Ukraine – nous savons avec certitude que le gouvernement ukrainien craint une image négative à l'étranger ; ainsi, des manifestations publiques devant l'ambassade peuvent influencer considérablement ses actions. Cela peut se traduire par des victoires sociales ici, en Ukraine.

Dzvinka

Il est important de ne pas sous-estimer l'importance de la collecte de fonds : alors que le coût de la vie en Ukraine monte en flèche, que les bourses d'études restent dérisoires et ne couvrent qu'un très petit nombre de personnes, que les salaires stagnent et que de nombreuses et nombreux étudiants émigrent à l'étranger, il est difficile de compter uniquement sur les cotisations pour continuer à assurer une assistance juridique à nos membres soumis à la pression de l'administration universitaire et du gouvernement, à offrir des conditions raisonnablement accessibles pour les rassemblements, à imprimer et diffuser des documents, à maintenir une présence en ligne indépendante, à organiser des déplacements pour des actions de solidarité interurbaines et internationales, etc.

Mais l'argent seul ne suffit pas à construire un syndicat. Alors, merci de traduire nos documents (ne laissez pas ce fardeau reposer uniquement sur celles et ceux d'entre nous qui sont plus intégré·es à l'Union européenne et parlent les langues des anciens empires – essayez aussi d'apprendre les nôtres, tout comme nous apprenons les vôtres !). Partagez nos communiqués. Aidez-nous à rester visibles en tant qu'organisateurs/organisatrices et défenseur·es de nos propres droits – qui avons besoin de récupérer au moins une partie des ressources que les centres ne cessent de prélever sur la périphérie – et non en tant que victimes ou objets de réformes imposées d'en haut et de la guerre.

Lorsque nous manifestons, nous organisons des manifestations de solidarité et les relayons dans les médias. L'État consacre des ressources considérables à s'assurer que le public international ne voie que sa façade humaine. Prenons, par exemple, les manifestations autour de Fedorov, une figure éminente du gouvernement étroitement associée à son programme de numérisation et de modernisation axé sur la technologie. Lorsqu'il a été démis de ses fonctions de ministre de la défense en juillet 2026, une nouvelle vague de manifestations « des cartons » a exigé son retour à ce poste. Nous soutenons l'initiative démocratique et la volonté du public de critiquer les responsables et de formuler des revendications, mais si certain·es de nos membres ont participé de manière critique au mouvement de masse avec cette motivation, nous gardons généralement à l'esprit les leçons du Maïdan et rappelons aux personnes que nous ne devons pas laisser des politiciens opportunistes récolter les fruits de nos efforts et faire carrière sur le dos des populations.

Quelle que soit l'opinion que l'on ait de Fedorov, les mobilisations centrées sur la personne occupant un poste gouvernemental n'exigent pas en elles-mêmes de concessions

matérielles significatives de la part de l'État ni ne remettent en cause son programme économique néolibéral. En revanche, les initiatives étudiantes venues de la base qui formulent des revendications économiques directes – pour une augmentation des bourses, des transports publics abordables, de meilleures conditions de vie dans les résidences universitaires ou un investissement public accru dans l'éducation – sont différentes : répondre à ces revendications nécessite des ressources et des changements de politique. De telles campagnes ne peuvent atteindre une visibilité comparable et se prémunir contre la répression que si elles bénéficient d'un soutien populaire, mondial et indépendant.



Aistra

J'aimerais ajouter que le mouvement révolutionnaire ukrainien est encore à un stade relativement précoce. Nous avons également besoin de conseils sur la manière de construire des mouvements de masse. La tradition de gauche ukrainienne ayant été interrompue à l'époque soviétique, nous partons pratiquement de zéro. Bien sûr, nous apprenons et nous nous améliorons constamment grâce à notre propre expérience, mais il est toujours utile de s'inspirer d'autres expériences. Par exemple, nous étudions activement les expériences des organisations étudiantes polonaises et françaises, avec lesquelles nous sommes en contact par l'intermédiaire du Réseau international du travail de solidarité et de luttes. Et nous sommes ouvert·es à de nouvelles connaissances – le simple fait de partager des expériences peut nous être utile.

Un squat autogéré à Odessa

Entretien avec Lida et Sacha[1]

À Odessa, nous avons visité le projet d'habitat « CP3-2 ». L'ancien chantier naval est situé au cœur d'Odessa, au bord de la mer Noire. Le port industriel et les immenses hôtels se trouvent tous à deux pas. Le bâtiment lui-même est délabré à de nombreux endroits et imprégné d'humidité due à l'eau de pluie. Avant notre voyage, nous avons collecté des fonds et acheté du feutre de toiture pour réparer le toit. Ce projet est autogéré depuis de nombreuses années, et les résident·es conçoivent et gèrent l'espace de manière autonome. On y trouve des chambres privées, une salle de bains commune, des espaces communs, des ateliers et, en été, une cuisine en plein air. Environ neuf militant·es végan·es y vivent en permanence.

Dans cette interview, nous nous entretenons avec deux membres du CP3-2. Elles évoquent leur militantisme, leurs expériences depuis le début de la guerre, ainsi que la manière dont elles font face à la situation.

Pourriez-vous vous présenter ?

Lida

Je m'appelle Lida. Je suis végane et militante, et en ce moment, je me consacre principalement à apporter un soutien aux personnes qui se battent en première ligne. Auparavant, je participais à divers collectifs végans. Mais depuis

1. Publié par Anarchistisches Netzwerk Dresden, 17 septembre 2026. Traduction Patrick Le Tréhondat.

que la guerre (l'invasion à grande échelle) a éclaté, je me consacre à ce type d'action de soutien. Cela s'explique également par le fait que de nombreux membres de mon groupe sont partis au front ou ont participé à la lutte armée de différentes manières.

Sacha

Je m'appelle Sacha. Je suis moi aussi végane et anarchiste. Je suis végane depuis huit ans. Je milite au sein du groupe Eco-Plateforme, et en 2022, j'ai participé à la lutte armée. Je ne fais plus partie de l'armée ; je l'ai quittée il y a quelques mois. De manière générale, je m'implique dans le militantisme végane ou pro-végan, le militantisme anti-autoritaire, ainsi que dans le soutien à diverses personnes et communautés. Je vis dans cette maison depuis 2024.

Que représente pour vous cet endroit, le projet d'habitat CP3-2 ?

Lida

Lorsque j'ai emménagé ici il y a six ans, c'était simplement un endroit où l'on pouvait mener un mode de vie alternatif à moindre coût et vivre en communauté. C'est toujours le cas, mais avec le temps, sa signification a évolué. D'une part, nos camarades qui se battent en première ligne peuvent venir ici pour se ressourcer, simplement pour se poser et reprendre leurs marques. D'autre part, c'est également un lieu en ville qui offre des infrastructures à divers groupes. Troisièmement, c'est un endroit où nos camarades, qui traversent actuellement des moments difficiles et sont souvent très fatigué·es, peuvent venir se remettre et se reposer. À Odessa, toutes les plages sont commercialisées. Ici, en revanche, vous pouvez profiter de la mer sans avoir à payer quoi que ce soit. Ce qui n'est généralement pas le cas. Des personnes de l'étranger viennent également ici.

Au fil du temps, le CP3-2 s'est de plus en plus politisé. Au début, on y trouvait principalement des artistes, des architectes, etc. Ces personnes sont toujours là, mais avec le temps, elles se sont politisées tout comme nous. Elles participent à des actions et ne se concentrent pas uniquement sur l'art ; elles ont une vision plus politique des choses et sont plus actives sur le plan politique.

Je voudrais ajouter une chose, car j'aime vraiment beaucoup cet endroit. Nous avons également beaucoup appris ici. Nous disposons d'ateliers de métallerie et de menuiserie. À notre arrivée, il n'y avait tout simplement rien ici. Nous avons tout construit nous-mêmes, et j'ai beaucoup appris au cours de ce processus : comment réparer et rénover des objets. Par exemple, ce mur-là, juste à côté duquel nous sommes assis : je l'ai construit moi-même et j'ai appris à le faire au fur et à mesure. Nous avons également installé toutes les toilettes et la douche. C'est en quelque sorte une école de la vie, si l'on peut dire : nous y acquérons de nombreuses compétences et nous nous les transmettons les uns aux autres. De plus, nous pouvons y mener des discussions dans une sorte d'espace sûr pour les militant·es.

Sacha

Pour moi, cet endroit est avant tout mon chez-moi, où je peux vivre avec des ami·es et



des camarades. C'est un lieu où je ne me sens pas isolée, comme c'est souvent le cas dans les grandes villes, où les gens ne se retrouvent tout simplement pas très souvent. Ici, nous pouvons être ensemble et vivre ensemble. C'est aussi un lieu où l'on apprend comment fonctionne l'autonomie, et où nous essayons de la mettre en pratique. Dans le sens où nous acquérons des compétences et des connaissances, par exemple concernant les aspects que Lida a déjà mentionnés. Mais c'est également un lieu de rencontre pour toutes sortes de personnes qui s'y retrouvent.

Lida

J'aimerais ajouter que même si cet endroit peut sembler exposé aux courants d'air (avec le vent qui souffle de tous côtés) et, par exemple, pas si facile à chauffer, mais cela a en réalité été plus facile pour nous en hiver, lors de ces semaines marquées par de longues coupures de courant sans chauffage ni électricité, que pour les personnes qui vivent simplement dans de petits appartements. Nous étions déjà habitué·es, par exemple, à aller chercher de l'eau au puits ou à devoir alimenter le poêle. Nous avions tout simplement déjà de l'expérience en la matière. Nous n'avons pas vraiment eu à changer grand-chose. Nous savons où se trouvent les puits ; nous avons des générateurs, et chacun savait : « Bon, je m'occupe de ça, vous vous occupez de ça », ce qui nous a permis de bien vivre ici. À certains égards, c'était en réalité plus difficile pour d'autres, par exemple pour mes camarades à Kyiv, qui vivent dans de petits appartements. Nous avions tout simplement déjà l'habitude de survivre sans l'aide de personne.

Cela fait maintenant deux jours que nous sommes ici, et j'ai observé la façon dont vous interagissez. J'ai vu beaucoup de tendresse et d'attention entre vous. Cela m'a vraiment émue. Je me demandais comment vous, en tant que communauté, gérez cette situation tendue – y compris le deuil et la perte.

Lida

Je dirais sans hésiter que nous avons déjà développé ensemble certaines pratiques de soutien ici. Comme nous sommes ensemble tout le temps et que nous ne cessons de nous croiser, nous veillons les un·es sur les autres. Nous n'organisons pas de grandes réunions plénières, ni rien de ce genre, mais il existe de nombreux petits groupes ou des personnes proches les unes des autres qui veillent à ce que tout le monde aille bien. Si quelque chose se produit, par exemple si quelqu'un a perdu un être cher ou quelque chose de ce genre, nous en parlons aux autres et nous réfléchissons à

la manière dont nous pouvons y faire face ensemble. Je dirais que c'est aussi une sorte de stratégie de survie, un peu comme entretenir le feu du poêle : quelque chose dont nous avons tout simplement besoin et que nous avons développé au fil du temps. Tout simplement parce que nous vivons ici ensemble depuis si longtemps. Jusqu'à présent, nous n'avons pas eu de disputes ni rien de ce genre, et rien de vraiment grave ne s'est produit. Aucun conflit n'a dégénéré en quelque chose de vraiment sérieux, nous avons toujours trouvé d'autres solutions. Même lorsqu'il y avait des conflits, nous avons réussi à les désamorcer. Nous ne formons vraiment pas un groupe homogène. Des personnes très différentes, issues de milieux variés, vivent ici, et nous nous sommes rassemblé·es autour de l'idée que disposer d'une maison ou d'un appartement est un droit humain. C'est pourquoi la plupart des personnes qui vivent ici s'engagent dans l'aide aux sans-abri. C'est une sorte de consensus partagé. Un autre consensus est que nous sommes tous végans ici. Mais il est également vrai que certaines personnes qui n'étaient pas véganes auparavant ont emménagé ici et sont devenues véganes, ou encore que des personnes qui n'étaient pas très engagées politiquement sont devenues plus actives sur le plan politique ici. Au-delà de cela, cependant, nous avons également des perspectives et des approches très différentes.

Sacha

Exactement, c'est précisément cette manière commune de vivre ensemble et simplement d'être ensemble. Des personnes qui, comme je l'ai dit, se concentraient auparavant uniquement sur l'art ou sur d'autres centres d'intérêt sont devenues politiquement actives et ont changé ici. Il y a tout simplement un horizon d'expérience commun qui émerge ici et qui nous rassemble. C'est une expérience partagée que nous construisons ensemble. Et c'est un peu comme une graine, une graine de pensée anti-autoritaire ou de mode de vie anti-autoritaire. Cela apparaît clairement, par exemple, dans ce que nous faisons lorsqu'une personne meurt : nous organisons des soirées commémoratives collectives. Nous ne le faisons pas seulement pour les personnes qui se battent actuellement à la guerre ; par exemple, il y avait ici un agent de sécurité chargé de surveiller les lieux, et nous avons eu beaucoup de conflits avec lui, mais il faisait tout de même partie, d'une certaine manière, de cet espace. Lorsqu'il est décédé, nous avons également organisé une soirée commémorative en son honneur. Lorsque des personnes décident de quitter la maison ou, par exemple, le pays, nous essayons de leur offrir un départ en bonne et due forme et de veiller à ce qu'elles aient de beaux adieux.

Lida

En réalité, c'est quelque chose qui va de soi, mais je tiens tout de même à le répéter, et notre expérience le confirme également : collectivement, il est beaucoup plus facile de surmonter la douleur. Collectivement, il est plus facile de survivre. Non seulement pour survivre à la douleur, mais aussi, par exemple, à toutes ces contraintes capitalistes. C'est beaucoup plus facile quand on n'est pas seul.

Sacha

Il est également vrai qu'ici, nous ne traitons pas seulement les gens de cette manière, nous traitons aussi les animaux ainsi. Nous avons même un petit cimetière pour les animaux qui sont morts ici. Un chat, une mouette, un pigeon et un corbeau y sont enterrés. Et le fait est que les animaux ressentent eux aussi de la douleur lorsqu'ils meurent. Nous pensons que les animaux sont des êtres sensibles dotés de leur propre personnalité, que nous devrions entretenir de bonnes relations avec eux, et que nous ne devrions pas les manger, mais plutôt les enterrer.

Lida

Oui, et les animaux vivent avec nous, eux aussi. La petite chatte que vous avez vue a été sauvée par un camarade de Kherson ; elle dispose ici de son propre petit espace et peut se promener où bon lui semble. Elle mène une vie un peu sauvage, en quelque sorte, mais elle revient toujours. Et puis il y a cette petite libre d'esprit, Bambi, la chienne, qui se détend ici avec nous en ce moment même. Eh bien, ceux qui vivent également ici, et qui sont en réalité les premiers occupants de cette maison, ce sont les pigeons. Ils en font sans aucun doute partie, eux aussi. Eh bien, ils étaient là les premiers, ils ont donc tout à fait le droit de rester, même s'ils peuvent parfois être une véritable nuisance.

J'aimerais vous poser une question un peu plus personnelle, Sacha. Elle concerne vos expériences, puisque vous avez déjà combattu. Pourriez-vous peut-être nous dire comment vous avez pris cette décision, et peut-être aussi comment vous allez maintenant ? Comment gérez-vous vos expériences ?

Sacha

Je suis partie me battre en 2022. J'avais 20 ans à l'époque. C'était une décision personnelle, un désir personnel. J'en voyais la nécessité. Je sentais déjà que je voulais réellement affronter cette menace, qui planait sur ma maison et mes amis, de la manière la plus directe possible. Je voulais y mettre un terme et protéger mes amis de ce qui se passait, de cette menace fasciste et impérialiste qui s'était abattue sur nous. Car nous avions déjà vu, au cours des années précédentes, comment les choses avaient changé en Russie et ce qui était arrivé aux anarchistes là-bas. Et nous nous sommes dit : « Ici, nous avons les moyens de lutter politiquement et de défendre nos propres droits. » Mais si nous ne ripostons pas, ce ne sera certainement plus le cas par la suite. Quoi qu'il en soit, c'était une décision personnelle. C'est tout simplement ainsi que les choses se sont passées. J'ai été mobilisée pour la guerre et j'y ai pris une part active. C'était très dur. C'était constamment très dur, mais j'avais sans aucun doute la motivation nécessaire. J'ai été blessée, et même en dehors de cela, j'ai traversé des situations vraiment difficiles. Mais ce qui était particulièrement difficile, ce sont les structures au sein de l'armée. En tant qu'anarchiste, cette hiérarchie extrême qui y règne représentait un véritable problème pour moi. À cet égard, c'était sans aucun doute une bonne chose de disposer de structures horizontales, pour ainsi dire, de relations horizontales les uns avec les autres. C'était également crucial pour

résister à l'armée et à ses structures. Il existe ici des possibilités : des unités anarchistes, ou des unités influencées par les idéaux anarchistes. Ce sont des unités militaires, au sein desquelles de nombreux camarades se battent.

Avant tout, il est important que les commandants aient eux aussi le bon état d'esprit, qu'ils partagent les mêmes idéaux, ou du moins qu'ils les soutiennent. Car lorsque l'on peut prendre des décisions ensemble de manière horizontale et s'organiser de façon quelque peu horizontale, cela aide énormément.

Bien sûr, ce qui a également contribué à ma motivation, c'est la prise de conscience que si nous ne ripostons pas ici et maintenant, et que nous finissons par être occupés, les choses tourneront très certainement mal pour nous. Il est possible que nous soyons alors mobilisé·es dans l'armée russe, où de telles possibilités n'existent tout simplement pas. Je pense sincèrement que si nous abandonnons simplement sans nous battre maintenant, la Russie, puisqu'il s'agit après tout d'un État impérialiste agresseur, continuera tout simplement sur sa lancée. Et c'est exactement ce qu'il faut éviter à tout prix. Une autre chose qu'il me tient à cœur de mentionner : je suis resté végane pendant toute cette période. Je voulais également montrer, par mon propre exemple, qu'il est possible de rester végane même dans les conditions les plus difficiles. C'était tout simplement important pour moi, car cela fait souvent l'objet de remises en question. Par exemple, je me trouvais dans une tranchée près d'une localité voisine de Bakhmout et j'ai malheureusement dû abandonner une saucisse végane venue d'Allemagne, car nous avons dû battre en retraite. C'était vraiment dommage, mais c'est arrivé. Mais c'est, pour ainsi dire, la preuve concrète que je suis resté végane. Il était important pour moi de montrer que c'était possible. Il est important de ne pas oublier les animaux, même pendant la guerre, car ils souffrent tout autant de ce conflit. Et de ne pas simplement renoncer à ses propres convictions et principes.

Lorsque j'ai été blessée, je ne pouvais plus me trouver en première ligne. On m'a dit : « Vous ne pouvez plus combattre en première ligne. Ce n'est plus possible. » C'est pourquoi j'ai été affectée à l'arrière-garde à partir de la mi-2024. Je n'étais donc plus en première ligne, mais je faisais toujours partie de l'armée, même si je ne combattais pas directement. Je vivais auparavant à Lviv et je n'ai rencontré les gens d'ici qu'en 2024, car j'ai été mutée à Odessa. En fait, cela s'est passé lors d'une cérémonie commémorative le 19 avril, en hommage à Dmitri Petrov, Cooper Andrews et Finbar Cafferkey. Je me suis rendu à cette cérémonie et j'ai rencontré les gens d'ici. Mes ami·es ont ensuite aidé à mon retour. J'ai réussi à rester fidèle à moi-même, à



ma personnalité et à mes convictions, malgré ces circonstances difficiles. C'est aussi grâce aux personnes que j'ai rencontrées ici et à cet endroit.

Lida

Eh bien, l'exemple de Sacha illustre en fait assez bien notre situation. Nous faisions toutes



les deux partie de groupes différents, ici et à Lviv, qui militaient tous deux pour le véganisme, c'est un milieu restreint. C'est pourquoi, en tant qu'organisations, nous nous connaissions de nom, mais nous ne nous connaissions pas vraiment personnellement. Il n'y avait pas non plus de collaboration entre les différents groupes. Et ce n'est qu'après avoir organisé des actions et événements publics que nous avons vraiment appris à nous connaître. Beaucoup de personnes sont également venues ici depuis différentes villes : de Lviv, de Kyiv, de Kharkiv, etc.

Ainsi, si cette guerre permet de rencontrer de nouvelles personnes, elle implique en même temps que l'on ne revoit pas certaines personnes pendant très longtemps, parfois pendant des années. Et on ne sait pas si elles reviendront un jour. Je tiens à le préciser une nouvelle fois, car cela ne semble pas tout à fait clair pour certaines personnes en Europe occidentale. Nous sommes restées féministes, nous sommes restées végane·es, nous sommes restées militant·es. Même si nous participons à la lutte, même si nous avons décidé ici de

prendre les armes, simplement parce que c'est chez nous. Nous voulons rester ici, nous voulons préserver ce que nous avons construit ici. Quand quelqu'un s'en prend à vous avec une arme, bien décidé à vous tuer et à bouleverser complètement votre vie, nous pensons, en réalité, que c'est une réaction tout à fait compréhensible que de prendre les armes, de vous défendre contre cela et d'essayer d'empêcher précisément que cela arrive.

Ce qui est vraiment vrai : nous avons besoin de votre solidarité, et nous continuerons d'en avoir besoin. Sans la solidarité qui a existé et qui continue d'exister – et je sais qu'il y en a eu beaucoup, notamment de la part de Dresde, entre autres –, nous n'aurions tout simplement pas pu mener à bien cette action avec les Collectifs de Solidarité. Nous avons besoin de beaucoup d'aide à cet égard. Tout ce dont nous avons parlé est étroitement lié, car les Solidarity Collectives ont également aidé Sacha, entre autres, et envoyé de la nourriture végane sur les lignes de front. Nous avons besoin de cette solidarité, c'est important.

S'il vous plaît, continuez ainsi. Et à tous ceux qui lisent ceci en ce moment : s'il vous plaît, faites de même. Par exemple, les Solidarity Collectives ont également acheté l'une de ces plaques pour le gilet pare-balles de Sacha. Et ce gilet a bel et bien assuré une protection. Un gros éclat s'y est logé. C'est vraiment vrai que ce genre de choses contribue à sauver la vie de nos camarades.

La revanche de la droite n'a pas eu lieu : les élections en Serbie et au Brésil

Sotsialnyi Rukh[1]

Dimanche 25 octobre, la droite a essuyé deux défaites électorales majeures. En Serbie, selon les premiers résultats, la « Liste des étudiants » a recueilli plus de 52 % des voix, tandis que la coalition d'Aleksandar Vučić, surnommé « l'Orbán local », en a obtenu environ 40 %. Dans le même temps, au Brésil, Luís da Silva (Lula), qui avait perdu le premier tour, a recueilli 51,8 % des voix au second tour, contre 48,2 % pour Flavio Bolsonaro, fils de Jair, surnommé le « Trump des tropiques » et condamné pour tentative de coup d'État. Depuis 1989, aucun candidat ayant été battu au premier tour des élections présidentielles au Brésil n'avait remporté le second tour.

Bien que ces victoires semblent inattendues, elles sont le fruit d'une lutte de longue haleine et d'une solide organisation horizontale. Les étudiants serbes se sont mobilisés pour les élections à la suite des manifestations déclenchées par l'effondrement de la gare de Novi Sad et se sont appuyés sur une vague de mouvements antérieurs — allant des actions écologistes à la « Société contre la violence ». La liste

1. 26 octobre 2026.

des candidats a été établie lors de plénums organisés localement, et chaque région s'est vu attribuer son propre quota. Les candidats étaient des personnalités connues au sein de leurs communautés : professeurs, médecins, chercheurs, ouvriers, militants. En revanche, les responsables du pouvoir et les dirigeants des partis d'opposition n'ont pas été admis sur la liste. Une grande partie de l'opposition a également choisi de ne pas disperser les voix en présentant ses propres listes.

Au Brésil, c'est également la mobilisation populaire qui a fait la différence. Après le premier tour, les chances de victoire de Lula étaient jugées minimes : Flávio Bolsonaro le devançait (47 % contre 45 %), et la droite s'était renforcée au Congrès. Mais la gauche est descendue dans la rue et s'est attachée à ramener aux urnes ceux qui étaient restés chez eux – l'abstention au premier tour avait atteint son plus haut niveau depuis 1998. Quant au mouvement « Gostosos com Lula », qui a pris de l'ampleur pendant la campagne électorale précédant le second tour, c'est un sujet à part entière.

Toutefois, ces victoires ne garantissent pas encore de changements. Lula n'est plus depuis longtemps un leader syndical combatif : ses précédents mandats présidentiels reposaient sur des concessions faites au monde des affaires, et sa condamnation de l'agression russe nécessite tout de même davantage de clarté. Flavio n'a pas reconnu sa défaite, et le Congrès de droite pourrait annuler la réduction de la semaine de travail de 44 à 40 heures, adoptée avant les élections. En Serbie, quant à elle, le programme des étudiants est résolument apolitique et technocratique ; la question reste donc de savoir comment ils exerceront le pouvoir et s'ils seront capables de défendre les intérêts des travailleurs.

Mais ces deux résultats montrent une chose : la vague populiste de droite des partisans de Trump ne peut être endiguée que par une auto-organisation durable venue de la base et une participation massive des électeurs. Sans les longues manifestations en Serbie et la mobilisation des opposants au retour de l'extrême droite au Brésil, cela ne se serait pas produit.



PENDANT LA GUERRE
LA LUTTE CONTINUE

Chronique des événements courants

Correspondants

21 SEPTEMBRE

Conférence syndicale à Yaremtche

À Yaremtche, du 10 au 12 septembre, des personnels soignants venus de différentes régions d'Ukraine ont discuté de la protection des droits des travailleur·euses et de la création de syndicats indépendants. Les participant·es ont évoqué les problèmes auxquels sont confronté·es aujourd'hui le personnel de santé : bas salaires, charge de travail excessive, pénurie de personnel, conditions de travail difficiles et risques sécuritaires constants liés à la guerre. Dans le même temps, une part importante des discussions a été consacrée à ce que les salarié·es du secteur médical peuvent faire pour protéger leurs droits : comment utiliser la législation du travail, créer des syndicats indépendants, négocier des conventions collectives et s'unir à des collègues d'autres régions. Les 80 participant·es ont également discuté du développement futur du syndicat du personnel de santé Soyez comme nous sommes, de l'interaction entre les employé·es des établissements médicaux de différentes structures, de la création de liens horizontaux entre les initiatives locales.

23 SEPTEMBRE

Pénurie de manuels scolaires

Suite aux attaques russes massives contre les imprimeries et les entrepôts logistiques ukrainiens, près de 1,2 million de manuels scolaires ont été détruits. Les manuels scolaires les plus touchés étaient ceux des classes de 4e (école primaire) et de 9e (collège). Par exemple, à la mi-septembre, plus de 7 % des manuels scolaires, soit 26 000 exemplaires, n'avaient pas encore été livrés aux écoles de la région de Khmelnytskyï. De son côté la maison d'édition Ranok indique que de nouveaux exemplaires sont imprimés dans six imprimeries ukrainiennes et livrés quotidiennement directement aux écoles. Selon le directeur général de la maison d'édition, Viktor Kruglov, « nous imprimons dans six imprimeries en Ukraine. Les livres sont livrés quotidiennement aux écoles directement depuis nos ateliers ».

Kyiv : contre les violences policières

Une manifestation contre l'abattage d'arbres à Teremki s'est déroulée devant les murs de l'administration municipale de Kyiv. Ce quartier est le lieu où doit être installée une conduite de chauffage de secours pour les zones résidentielles de Teremky-1 et Teremky-2. Les participants à la manifestation principale ont exigé l'arrêt des travaux jusqu'à la publication des permis, la préservation de l'espace vert et une enquête sur les agissements des agents de la sécurité municipale, impliqués dans des affrontements avec les manifestants la veille. Plus de 300 personnes se sont rassemblées. Les manifestants

ont exigé la dissolution de la «Sécurité municipale», l'unité de police qui avait commis des violences la veille contre les manifestants, traîné des gens par terre et battu des manifestants.

25 SEPTEMBRE

Kyiv : nouvelle manif

Le 24 septembre, une nouvelle manifestation contre l'augmentation du prix dans les transports en commun de Kyiv, qui passe de 8 à 30 hryvnias, s'est déroulée devant le bâtiment de l'administration municipale de Kyiv. Les participants ont exigé le rétablissement de l'ancien tarif. Parmi les slogans, on pouvait entendre «Maire ou pillard» et «30 hryvnias, c'est trop, cessez de piller Kyiv !». Une altercation verbale a également eu lieu pendant la manifestation. Un groupe de jeunes hommes s'est approché des manifestants. L'un d'entre eux arborait sur son sac un symbole que le journal a décrit comme ressemblant aux runes SS, ainsi qu'une inscription en russe «Une personne courtoise». Après l'intervention de la police, le groupe s'est éloigné. Le débat sur le prix du titre de transport s'inscrit également dans le contexte des questions relatives aux dépenses des entreprises de transport. La NABU et le SAP (agences anti-corruption) ont fait état d'une affaire concernant le transport de rames de métro offertes par Varsovie : selon l'enquête, 137,5 millions de hryvnias auraient pu être détournés.

28 SEPTEMBRE

Infirmières et étudiantes ukrainiennes à Paris

Lors de la septième réunion européenne du Réseau syndical international de solidarité et de lutte qui s'est tenue à Paris du 25 au 27 septembre étaient présentes des militantes du syndicat du personnel de santé ukrainien Soyez comme nous sommes et du syndicat étudiant Priama Diia. L'un des principaux objectifs de la réunion était de favoriser l'échange d'expériences en matière de lutte syndicale pour les droits des travailleurs. La déclaration finale de la conférence a exprimé sa solidarité avec les travailleurs ukrainiens qui résistent à l'invasion à grande échelle de l'armée russe, s'opposent aux attaques contre les infrastructures civiles et exigent de meilleures conditions de travail et une protection sociale. Avec leurs camarades du syndicat français Sud-Sdis (pompiers), les deux organisations syndicales ukrainiennes se sont également rendues à la Tour Eiffel pour soutenir le rassemblement des pompiers français.

29 SEPTEMBRE

Mobilisation contre la hausse des tarifs à Poltava

À Poltava, des manifestations régulières se poursuivent contre la hausse du coût des services publics. Chaque jeudi, devant le bâtiment de l'administration militaire régionale de Poltava, des habitants se rassemblent pour s'opposer aux décisions tarifaires dans le secteur des services publics. Ces rassemblements ont débuté cet été dans le contexte d'une forte

augmentation des tarifs pratiqués par Poltavavodokanal (eau). Le 17 juillet, le conseil régional de Poltava a approuvé les nouveaux tarifs de l'eau et de l'assainissement ; le coût total pour la population a été multiplié par environ 2,5. Dès le 23 juillet, une première manifestation s'était tenue devant le bâtiment de l'administration régionale, à l'issue de laquelle les participants avaient déclaré qu'ils se rassembleraient régulièrement. Mais aujourd'hui, le mouvement dépasse le simple cadre d'une facture d'eau. À Poltava, des controverses se poursuivent parallèlement autour des tarifs de l'électricité. Les manifestants exigent que les hausses soient justifiées, que les calculs des entreprises de services publics soient contrôlés et que leurs problèmes financiers ne soient pas automatiquement répercutés sur les consommateurs.

30 SEPTEMBRE

Ouman : pour la révocation de la maire

À Ouman, des habitants ont manifesté contre la réintégration d'Iryna Pletneva au poste de maire. Elle avait été révoquée suite à un référendum citoyen début septembre. Environ une centaine de personnes ont participé au rassemblement dans le centre-ville. Elles prévoient de se rassembler de nouveau jusqu'à la démission d'Iryna Pletneva, a déclaré Larysa Njnyk, co-organisatrice de l'action. Viktor, un habitant du quartier, est venu manifester car il est mécontent des tarifs des services publics de la ville. Il affirme qu'il compte poursuivre les protestations. « Je suis venu réclamer justice. Je ne suis pas satisfait de tout, surtout des tarifs. Qu'a-t-elle fait pendant ces six années ? J'ai voté pour qu'elle soit destituée. » Selon Olena Kraineva, membre du groupe d'initiative et co-organisatrice de l'action : « Le peuple a souhaité la révocation de Pletneva par référendum. Ici c'est un Maïdan permanent. Nous manquons cruellement d'abris à Ouman et les écoles maternelles ont fermé. Le plus scandaleux, c'est que lors de la dernière séance extraordinaire, elle a demandé à la police de disperser la foule. Je n'ai jamais rien vu de tel. »

1ER OCTOBRE

Prime pour les secouristes

En raison de l'intensité des bombardements, Kyiv a instauré des primes pour les secouristes se rendant directement sur les lieux des attaques russes. Depuis plusieurs mois, le syndicat Soyez comme nous sommes alerte sur la situation de ce personnel soignant, dont plusieurs membres ont été tués par les bombes russes. Le montant exact de ces primes n'a pas encore été précisé. Le maire a souligné que ces équipes sont souvent parmi les premières à arriver auprès des victimes, travaillent jour et nuit et apportent leur aide dans des conditions à haut risque. De son côté, à Poltava, le syndicat [KVPU] du personnel soignant a envoyé un appel officiel au management du centre médical, aux autorités régionales et au département de la santé de la région. Selon le syndicat « Il s'agit d'une décision simple et équitable – des primes doivent être accordées aux travailleurs de soins médicaux d'urgence. Ces travailleurs de soins médicaux d'urgence, et dans un sens plus large – tous

les médecins exercent leurs fonctions au risque de leur vie pendant les alertes de raid aérien, et d'autres situations dangereuses.»

1ER OCTOBRE

Hommage aux mineurs-soldats

À l'occasion de la Journée des défenseurs de l'Ukraine, les dirigeants et militants des sections locales du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine ont honoré celles et ceux qui défendent actuellement le pays contre l'invasion ennemie russe et ont rendu hommage à la mémoire des soldats-mineurs tombés au combat. Actuellement, plus de quatre mille mineurs du Donbass occidental résistent courageusement sur différents fronts. Malheureusement, plus de 300 mineurs-soldats ont perdu la vie dans ces combats. Parmi eux, plus de 100 étaient membres du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine.

3 OCTOBRE

Kropyvnytskyi : onze jours sans eau

Le 2 octobre, près de 150 habitants du quartier de Velyka Balka se sont rassemblés pour protester contre une coupure d'eau. Plus de deux mille personnes sont privées d'eau depuis onze jours. Lors de la manifestation, ils ont exigé le rétablissement de l'approvisionnement en eau. Ils souhaitent également que les réseaux soient transférés à la société «Dnipro-Kirovograd» afin que celle-ci puisse approvisionner directement en eau les habitants de Velyka Balka. Natalia Tsyrfa a déclaré que l'approvisionnement en eau du quartier a commencé à être coupé en avril. «Je dois stocker de l'eau dans la rue, ramasser des seaux, pour en avoir en réserve pour certains besoins. Nous avons fui les bombardements russes, et maintenant, qu'est-ce qui se passe ? Vivre sans eau ? Ce n'est pas normal, qu'est-ce que c'est que ça ?»

5 OCTOBRE

Lviv : 130 étudiant·es en colère

Le grand amphithéâtre n'a pas pu accueillir les 120 à 130 étudiant·e·s de la faculté des langues étrangères (Lviv) venus écouter les explications du recteur concernant les conditions d'enseignement épouvantables dans le bâtiment situé au 53, rue Medova Petchera. L'administration n'a décidé de consacrer que 45 minutes à cette réunion, ce qui était largement insuffisant pour permettre à toutes les personnes souhaitant poser des questions. Selon le syndicat étudiant Priama Diia : «Mais il y a aussi de bonnes nouvelles : une commission a été créée, composée de membres de l'administration et de représentants des étudiants. Cependant, la participation des étudiantes et des étudiants ne se limite pas à ces seuls représentants. Nous plaidons pour une implication aussi large que possible de tous les étudiants et étudiantes de la faculté dans la prise de décisions qui les concernent directement».

6 OCTOBRE

Mobilisation et droits sociaux

Selon le Syndicat panukrainien des participants aux opérations de combat, des militaires et des anciens combattants, membre de la confédération syndicale KVPU, « La mobilisation ne doit pas entraîner la perte des droits liés au travail, aux droits sociaux, économiques ou médicaux d'une personne. Le syndicat continue de développer un système de soutien juridique pour le personnel militaire, les anciens combattants et les membres de leur famille et appelle à ne pas laisser les cas de violation des droits sans réponse juridique appropriée. La tâche du syndicat est de veiller à ce que le droit prévu par la loi se traduise par un résultat concret pour le militaire, l'ancien combattant et sa famille. »



11 OCTOBRE

Pour un nouvel abri au lycée de Nijyn

Les parents d'élèves se plaignent de l'inadéquation pour leurs enfants de l'abri du lycée n° 10 de Nijyn, dans l'oblast de Tchernihiv. Le 5 octobre, ils ont organisé une manifestation : munis de pancartes, ils se sont rendus devant l'abri et ont exigé la construction d'un nouvel abri. Selon Olena Murava, mère d'une élève de CE2, ces conditions déplorables entraînent souvent des maladies chez les enfants, qui sont alors orientés vers un enseignement familial. « À chaque alarme, mon mari ou moi sortons notre enfant du sous-sol en cinq à dix minutes, car il est impossible d'y rester. Beaucoup d'enfants tombent malades. Ils ne supportent plus ces conditions ni cette ventilation. Nombreux sont ceux qui inscrivent leurs enfants dans d'autres écoles », explique Olena Murava.

15 OCTOBRE

Odessa : restauration de mosaïques

Dans la commune d'Avangardivska, dans la région d'Odessa, deux artistes restaurent des abribus ornés de mosaïques. La restauration est menée par Hanna Lungul, responsable de l'atelier d'art du Conseil du village d'Avangardivska, et Maryna Gluchtchenko, responsable de l'atelier. Elles ont déjà restauré un abribus et achèvent actuellement leur travail dans le village de Nova Dolyna. Certaines mosaïques ayant disparu, les fragments manquants sont reconstitués à la peinture. Les travaux sur le premier site se sont achevés il y a environ un an et demi. Suite à cela, les artisans ont conclu que les autres sites de la commune, où se trouvaient les mosaïques, devaient également être entretenus. « Nous devons préserver cette culture, pour montrer notre identité et la transmettre aux générations futures », a déclaré Hanna.

18 OCTOBRE 2026

Lviv : agression d'extrême droite

A Lviv, des extrémistes de droite ont agressé Vladislav Starodubtsev, historien de gauche et ancien combattant. Une vingtaine de personnes masquées se sont jetées sur lui en pleine rue, juste avant le début de sa conférence qui devait être consacrée aux origines du mouvement ouvrier et socialiste en Galicie, dont les racines

remontent à l'époque pré-soviétique. Cependant, avant le début de l'événement, des jeunes agressifs sont apparus et ont roué de coups l'historien. Selon le Sotsialnyi Rukh, « cette agression témoigne de la menace qui pèse sur toutes les personnes ayant le courage d'exprimer une opinion qui ne correspond pas à la doctrine primitive de l'extrême droite. Ce passage à tabac barbare, commis en plein jour, met en évidence l'impunité dont jouissent les groupes pro-fascistes. Cet incident honteux survenu dans les rues de Lviv constitue une menace pour les valeurs démocratiques ».

19 OCTOBRE

Victoire du syndicat

Le 8 octobre 2026 la Cour d'appel de Lviv a donné gain de cause à Zinoviy Nikolychyn, président de la section locale du Syndicat libre des travailleurs de la santé d'Ukraine (KVPU) de l'hôpital municipal de Stryi. Le dirigeant syndical avait contesté devant les tribunaux les agissements du directeur de l'entreprise, Ivan Zraïl, qui avait émis une sanction disciplinaire contre le président de la section syndicale. Selon un syndicaliste de l'hôpital : « Aucun employeur ne peut se considérer au-dessus de la loi… C'est pourquoi l'annulation de cette sanction illégale rappelle que les droits du travail, les garanties syndicales et la dignité humaine doivent être protégés. La solidarité syndicale est notre force. »

20 OCTOBRE

Mouvement lycéen

Le syndicat étudiant Priama Diia s'inquiète que « cela fait déjà cinq semaines que les élèves français sont contraints, au lieu d'étudier, de dresser des barricades et de se défendre face à la police. Il semble que le gouvernement français ait décidé de réprimer par la violence toute contestation de sa politique de destruction systématique de l'éducation, conférant ainsi aux manifestations un caractère extrêmement violent » et se félicite que « L'engagement intersectionnel du corps enseignant et des travailleurs dans le mouvement met en évidence l'origine commune du problème et prouve que les revendications formulées par les élèves trouvent un écho et un soutien au sein de la société française. » « Priama Diia appelle à la solidarité internationale avec les étudiant·es et les travailleur·euses en France et soutient pleinement leur droit de manifester ! », conclut le syndicat.


PUTIN
BURN
IN
HELL
RIP
RIP
RIP

SOLIDARITÉ INTERNATIONALISTE

Comité français du RESU

Mariana Sanchez[1]

Une AG annuelle en mémoire d'Ivanka

Une quarantaine de participant·es en présentiel et des camarades en visio, notamment en région : le 10 octobre, le RESU a tenu sa troisième AG annuelle dédiée à la mémoire d'Ivanka Kutsenko, « Haïka », tuée au combat sur le front par les troupes russes la veille, dans les locaux de nos amis de l'Union syndicale Solidaires.

Deux camarades de retour d'Ukraine ont introduit le débat avec des témoignages sur les manifestations de cet été, à la suite du limogeage du ministre de la défense, Fedorov. Ils ont également témoigné de l'état d'esprit de la population, des lassitudes face à la guerre et aux difficultés qu'elle entraînées, qui désormais touchent tout le pays, mais aussi des mobilisations sociales. Jean-Pierre Pasternak, président de l'Union des Ukrainiens de France, nous a apporté son soutien.

Nous avons tiré le bilan de l'année écoulée dans une situation très difficile pour le peuple ukrainien dans son ensemble et de manière particulière pour nos partenaires des mouvements progressistes d'Ukraine. Le RESU a tenu une place dans le mouvement de solidarité, sans parvenir cependant à s'élargir de façon significative. La participation de représentants de divers mouvements de gauche, d'un syndicat, d'une maison d'édition, de diverses associations en fait une structure à part. Nous comptons aussi sur l'appui d'une spécificité dans le paysage de la solidarité européenne voire internationale : l'appui à la résistance ukrainienne de l'intersyndicale.

En termes de mobilisations nous avons participé à différentes activités unitaires (24 février ; campagne contre la chroniqueuse de CNews, Xenia Fedorova ; sur les avoirs russes gelés en Belgique…). Nous avons également accueilli une militante des territoires occupés, qui a fait une tournée en France ; et Dimitri Petrov, le père d'un combattant internationaliste mort au



1. Membre du Comité français du RESU et des Brigades éditoriales de solidarité.

combat à Bakhmout, « Dima », à l'occasion de la sortie d'un livre hommage, *La Journée des parents,* aux éditions Syllepse. Des militantes de Bilkis sont également venues à Paris pour des rencontres avec des associations internationalistes au CICP, des associations féministes et la députée Danielle Simonnet, en juin.

Des générateurs mais aussi des films

Après avoir participé financièrement à diverses collectes ponctuelles pour répondre à des urgences, nous avons lancé notre propre campagne de collecte de fonds pour l'achat de générateurs et de matériel médical à la demande du syndicat des personnels soignants Soyez comme nous sommes. Après la publication d'un appel de soignant·es français à soutenir cette campagne, nous avons organisé des distributions de tracts devant des hôpitaux en région parisienne. Nous avons pu envoyer 8 000 euros en Ukraine. Notre AG a décidé de poursuivre cette campagne cette année : la situation énergétique est, à la suite des bombardements russes, encore plus difficile pour les établissements de santé tout comme l'approvisionnement en matériel médical (un recto verso est disponible avec les informations pratiques pour cette campagne que nos relais en province pourront reprendre).

Le combat artistique fait également partie de nos priorités, grâce aux actions de nos ami·es d'Ukraine CombArt, parties prenantes du RESU, qui ont organisé une projection de documentaires du festival ukrainien Docu Days à Paris et une résidence artistique pour des danseurs du Ballet national des Kyiv à Lyon, avec le Collectif





69. Le film *Le chemin de la liberté,* de Pierre Chamechaude et Christophe Cordier, présenté en avant-première à la Bourse du travail de Paris, a tourné dans nombre de villes. Nous avons le projet de poursuivre les projections-débats.

Nos liens avec l'ENSU (Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine, devenu international, INSU) nous permettent d'avoir des contacts avec des collectifs ailleurs en Europe et en Amérique latine. Nous suivons et soutenons le convoi international qui part de Catalogne, et qui devrait s'arrêter à Lyon et à Strasbourg.

Nous terminons l'année en participant à la campagne pour le parrainage d'otages ukrainiens par des mairies, lancé par PLU, qui a déjà abouti à Lyon (avec la participation active du Collectif 69), et qui se poursuit dans d'autres villes.







Parrainer des otages civils en Ukraine : les villes de France répondent à l'appel

Nous publions ici un communiqué du collectif « Pour l'Ukraine, pour leur liberté et la nôtre » qui est à l'initiative de cette campagne à laquelle participent également les comités français et belge du RESU.

La campagne « Ensemble, sauvons les otages ukrainiens » demande aux communes de parrainer certains des plus de 16 000 civils ukrainiens enlevés par la Russie. À travers ces collectivités, elle s'adresse à leurs habitants sans distinction de convictions ou de territoires, pour demander leur libération et aider à les sortir de l'oubli.

Lundi 21 septembre, le conseil municipal de Louviers a voté le parrainage de Damian Omelianenko, un otage civil ukrainien : c'est la première ville de France à répondre à l'appel de notre campagne « Ensemble, sauvons les otages ukrainiens ».

Amboise et Lyon se prononceront lors de leurs conseils municipaux de rentrée. Lorient et de nombreuses autres villes devraient suivre dans les semaines qui viennent en s'engageant dans la démarche lancée par Pour l'Ukraine, pour leur liberté et la nôtre ! et ses partenaires : l'Union des Ukrainiens de France, Return Freedom, le Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU), le Comité belge du RESU, Reporters sans frontières (RSF), À l'ouest de Brest-Litovsk (Desk Russie), Цивільні в полоні (Civils en captivité) et Цивільні вільні (Civils libres).

Contexte

Damian Omelianenko avait 21 ans quand le FSB l'a arrêté à Berdiansk, le 16 novembre 2022. Déplacé depuis dans de multiples lieux de détention, il a été battu, électrocuté, affamé et a perdu plus de trente kilos.

Son cas n'a rien d'isolé : plus de 16 000 civils ukrainiens (enseignants, journalistes, maires, sportifs, artistes, parents…) sont détenus arbitrairement dans les geôles russes : privés de contacts avec leur famille, condamnés sur des dossiers à charge à l'issue de procès staliniens, soumis à une torture établie comme systématique par le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme. De surcroît, faute d'être des prisonniers de guerre, ils ne sont pas échangeables.

Qualification

Ces habitants doivent être considérés comme des otages civils du régime russe, conformément à la Convention internationale contre la prise d'otages (1979) qui dispose qu'un otage est une personne capturée et détenue pour faire pression sur un tiers – un gouvernement, une population, une organisation – afin d'obtenir une concession. La Quatrième Convention de Genève (article 34) l'interdit explicitement et le Statut de Rome la qualifie de crime de guerre. Ces otages ont été kidnappés non pour ce qu'ils ont fait, mais pour ce qu'ils représentent – l'identité ukrainienne, sa mémoire,

sa résistance – dans le cadre d'une politique d'élimination de la société qui s'inscrit dans une continuité historique russe et soviétique.

Mécanismes et objectif de la campagne

En France, en Belgique francophone et en Suisse romande, nous proposons aux communes de parrainer nommément un otage civil ukrainien (choisi avec l'accord de sa famille), en votant une délibération, en s'engageant à lui donner une visibilité publique et à demander sa libération.

> Notre objectif est d'atteindre cent villes marraines au 28 janvier 2027, deuxième anniversaire de l'appel People First dont est issue cette campagne. Cent municipalités parrainant deux cents otages, c'est le commencement d'un bouclier civique européen !



À travers les communes, premier échelon de la démocratie, cette campagne s'adresse aussi à tous leurs habitants, sans distinction de territoire ou de convictions ou de statut, pour leur demander d'aider à sortir de l'oubli d'autres civils, qui leur ressemblent et sont victimes d'un totalitarisme dont nous sommes également la cible.

La campagne connaîtra enfin un temps fort le 2 décembre à Paris, lors d'un événement au Collège des Bernardins, qui réunira des maires de toute obédience, des personnalités françaises et ukrainiennes, des témoins et des proches d'otages.

Plus d'information sur la campagne, cliquez ici.

Déclaration du Parlement de Catalogne

Adoptée par le bureau des président·es[1]

Depuis le début de l'invasion russe à grande échelle, la société ukrainienne est confrontée à une guerre qui a fait des dizaines de milliers de victimes, qui a provoqué le déplacement de millions de personnes et qui a entraîné la destruction massive de logements, d'infrastructures civiles et de services essentiels.

Les attaques répétées contre les infrastructures énergétiques, les réseaux d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées, les hôpitaux, les écoles, les voies de communication et les zones résidentielles aggravent encore davantage les conditions de vie de la population, en particulier pendant les mois d'hiver.

Dans ce contexte, la solidarité internationale est essentielle, tant pour répondre aux besoins humanitaires immédiats que pour défendre les principes du droit international, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, des droits humains et du droit du peuple ukrainien à décider librement de son avenir.

La société civile européenne a dès le début joué un rôle fondamental dans cette réponse. Les associations, les syndicats, les organisations humanitaires, les mouvements civiques et les

1. Elena Díaz Torrevejano, porte-parole du groupe PSC-Units ; Salvador Vergés i Tejero, porte-parole du groupe Junts ; Ester Capella i Farré, porte-parole du groupe ERC ; David Cid Colomer. Adopté le 21 octobre 2026.

collectivités locales ont lancé de nombreuses initiatives en faveur de l'Ukraine et ont contribué à maintenir une solidarité active entre les peuples européens et la société ukrainienne.

C'est dans ce contexte qu'a été lancée l'initiative d'un convoi international de solidarité avec l'Ukraine, porté par le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine et par des organisations issues de divers pays européens.

Ce convoi traversera l'Europe à la fin du mois de novembre et conjuguera aide humanitaire et mobilisation sociale, pour sensibiliser le public et établir des relations de coopération à long terme entre la société civile, les municipalités, les associations et les institutions européennes et ukrainiennes.

Les principaux objectifs du projet sont d'apporter une aide humanitaire aux plus vulnérables, de renforcer la coopération entre les institutions et la société civile, et de maintenir vivante la solidarité européenne avec l'Ukraine.

Cette vision d'avenir rejoint également les revendications exprimées par les représentants de la communauté ukrainienne ainsi que par les syndicats FPU et KVPU lors de leur visite en Catalogne et au Parlement. Parmi ces priorités figurent la protection des réfugié·es jusqu'à ce que les conditions de retour soient assurées, ainsi que la nécessité de créer les conditions sociales, professionnelles et économiques qui permettront un retour futur digne et durable.

À cet égard, il est jugé particulièrement important de promouvoir une reconstruction fondée sur l'accès à un logement abordable, à des services publics de qualité, à des conditions de travail décentes, au renforcement du dialogue social et à l'application des normes sociales et du travail européennes, en évitant les situations de précarité, l'économie souterraine ou le dumping social.

Des efforts devront en outre être déployés pour protéger les droits humains et sociaux, notamment la lutte contre les violences sexuelles et la discrimination, la protection des communautés LGBTI, ainsi que la garantie effective des droits du travail et des droits démocratiques.

Le convoi sera ainsi plus qu'un simple transport d'aide humanitaire. Il entend être un outil de rapprochement entre les peuples, les institutions et la société civile, et contribuer à la construction d'une solidarité européenne durable et plurielle avec l'Ukraine, fondée sur la coopération directe, la défense des droits humains et la construction d'un avenir commun au sein d'une Europe attachée au droit international.

Le Parlement de Catalogne :

- Exprime son soutien au convoi international de solidarité avec l'Ukraine et salue le travail des organisations de la société civile, des syndicats, des associations et des bénévoles participant à cette initiative.
- Réaffirme sa solidarité avec le peuple ukrainien ainsi que son soutien au respect du droit international, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine.
- Salue l'engagement du gouvernement de la Generalitat, de l'État et de nombreuses institutions catalanes en faveur du peuple ukrainien depuis le début de la guerre et encourage les institutions catalanes, les communes,

les organisations sociales et la population à participer et à collaborer aux initiatives liées au convoi, notamment en matière de collecte d'aide humanitaire, de coopération entre communes et d'actions de sensibilisation.

- Exprime sa volonté de continuer à renforcer les liens entre la Catalogne et l'Ukraine, tant pendant la guerre que dans le cadre du processus de relance et de reconstruction du pays.
- Reconnaît l'importance de maintenir l'Ukraine au cœur du débat public européen et de continuer à construire une réponse solidaire, démocratique et internationaliste face à une guerre qui touche l'ensemble de l'Europe.
- Soutient l'appel lancé par les gouvernements espagnol, suédois, polonais et néerlandais en faveur de la remise à l'Ukraine des avoirs russes gelés, à titre d'indemnisation pour le fonds de reconstruction.

Par cette résolution, le Parlement de Catalogne réaffirme son engagement en faveur de la paix, de la démocratie, des droits humains, du droit international et de la solidarité entre les peuples, et soutient une initiative visant à traduire la solidarité avec l'Ukraine en actions concrètes, en coopération et en engagement à long terme.

Solidarité avec les travailleurs et les travailleuses d'Ukraine

Syndicat national des mineurs de Grande-Bretagne[1]

Le congrès condamne la détention et les mauvais traitements infligés aux travailleur·euses de la centrale nucléaire de Zaporijjia (ZNPP) en Ukraine par les forces d'occupation russes.

Les occupants ont tenté de les contraindre à prendre la nationalité russe et de nouveaux contrats. Sur les 11 000 membres du personnel qui faisaient fonctionner la centrale avant l'occupation, il n'en reste plus que 3 000, dont au moins un millier ont subi des violences psychologiques et des actes de torture.

Quatorze syndicalistes du syndicat Atomprofspilka ont été enlevés, soumis à des procès-spectacles et condamnés à des peines de prison pouvant aller jusqu'à vingt-cinq ans sur la base d'accusations forgées de toutes pièces ; ils sont détenus dans des conditions inhumaines.

Le congrès estime que la persécution des travailleurs et des travailleuses de la centrale nucléaire de Zaporijjia constitue un volet délibéré de la guerre meurtrière menée par la Russie contre le peuple ukrainien, qui a pris pour cible

1. Motion au congrès du Trade Union Congres, 2026. Traduit par Didier Epsztajn.

et tué des milliers de civil·es, notamment des salarié·es des secteurs de l'énergie, des mines, de la santé, de l'éducation, des chemins de fer, des pompiers et des secours et d'autres encore. Les syndicats libres dans les zones occupées ont été réprimés.

Le congrès prend note des appels lancés par nos fédérations sœurs, la FPU et la KVPU, en faveur de la solidarité du mouvement syndical mondial et du soutien à la lutte de l'Ukraine.

Le congrès réaffirme son soutien à la lutte de l'Ukraine pour l'autodétermination et salue la résistance du peuple ukrainien face à l'ordre réactionnaire et autoritaire voulu par Poutine et soutenu par Trump.

Le congrès charge le conseil général :

1) de poursuivre la campagne de solidarité avec l'Ukraine et ses travailleurs et travailleuses, conformément à la politique adoptée par le congrès de 2023 ;

2) de mener campagne pour la libération des employé·es de la centrale nucléaire de Zaporijjia actuellement détenu·es ;

3) d'œuvrer au sein de la CES et de la CSI pour mettre en lumière le sort des travailleurs et des travailleuses des territoires ukrainiens occupés par la Russie et de renforcer l'action syndicale internationale.

Les hôpitaux d'Ukraine ont besoin de générateurs

Une campagne du Comité français du RESU

UN HIVER DE SANG ET DE GLACE MENACE LE PEUPLE UKRAINIEN

Depuis le début de l'année, à un degré jamais atteint, les missiles et les drones du Kremlin s'abattent chaque jour sur les villes, ciblant les immeubles d'habitation et les infrastructures essentielles pour la fourniture d'électricité, de chauffage, d'eau, comme pour les transports et tous les services publics, notamment les hôpitaux. Ces bombardements causent des morts et des blessés dans la population civile et privent des millions de personnes de services vitaux, alors qu'un l'hiver glacial s'annonce avec des températures pouvant atteindre - 30°C.

Pour obtenir une paix juste et durable, la population ukrainienne doit survivre.

POUR TENIR LE PEUPLE UKRAINIEN A BESOIN DE GÉNÉRATEURS ÉLECTRIQUES ET DE MATÉRIEL MÉDICAL

Une campagne de solidarité se développe dans de nombreux pays pour fournir aux Ukrainien·es des générateurs électriques, en particulier pour les hôpitaux et dans les quartiers.

L'année dernière, grâce à des dizaines de donateurs et donatrices et au travers d'une campagne du Réseau de solidarité avec l'Ukraine (RESU-France), 8 000 euros ont ainsi été collectés en vue d'acheter des générateurs électriques et du matériel médical.

Ils ont été remis à notre partenaire *Soyez comme nous sommes*, syndicat ukrainien d'infirmières et de personnels de santé. Notre aide a permis de fournir un générateur et du carburant pour le groupe électrogène de l'hôpital de Kolomyia. Et, en réponse à des demandes d'urgence, des colis de médicaments ont été envoyés à des infirmières dans différents hôpitaux. *Soyez comme nous sommes* a rendu compte très précisément de l'usage des fonds.

C'est pourquoi nous répondons de nouveau cette année à l'appel que nous a lancé *Soyez comme nous sommes*.

Nous voulons réunir 50 000 euros pour la fourniture de générateurs, de stations électriques portables et autres matériels médicaux

LA SOLIDARITÉ « DU BAS VERS LE BAS » AVEC L'UKRAINE

Elle est plus que jamais nécessaire d'autant que la position de Trump, tout en aidant financièrement l'impérialisme russe, conduit à affaiblir considérablement la défense anti-aérienne et jusqu'au renseignement permettant à la population civile de se mettre à l'abri. Nous connaissons nos limites mais l'aide matérielle que nous pouvons apporter est précieuse sur place. Elle montre aussi que le peuple ukrainien n'est pas seul et que nous soutenons son combat pour la survie et la liberté.

UN APPEL À L'AIDE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

QUELQUES COÛTS DES AIDES QUE NOUS POUVONS APPORTER

Générateurs : de 800 à 40 000 € selon la puissance
Stations électriques portables : de 1 200 à 6 500 € selon la puissance
Citernes souples pour l'eau : de 650 à 2 500 € selon la taille
Pompes à eau : de 800 à 10 000 € selon les modèles
Comprimés de purification pour l'eau : 260 € / carton
Et autre matériel médical, médicaments...

Chers amies de France !

Cela fait déjà cinq ans que notre pays se bat pour son droit à la vie, à la liberté et à un avenir européen. La solidarité et le soutien de la communauté internationale nous permettent de tenir bon et nous donnent la force de ne pas baisser les bras.

Aujourd'hui, les Ukrainiennes sont confrontées à des défis dont l'ampleur est difficile à imaginer en temps de paix. Nos hôpitaux et nos soignants ont besoin d'un soutien constant pour pouvoir fournir l'essentiel afin de sauver des vies humaines. Leur travail est particulièrement difficile dans les régions proches du front.

Nous sommes infiniment reconnaissantes envers le Comité français du réseau européen de solidarité avec l'Ukraine et chacune d'entre vous de votre volonté de vous tenir à nos côtés.

Votre aide sera un message fort à la société ukrainienne :

Nous ne sommes pas seules dans ce combat pour l'humanité et la démocratie !

Ensemble, nous sommes plus fortes !

Lviv, 26 octobre 2026
Soyez comme nous sommes

Soyez comme nous sommes est une organisation syndicale qui agit pour préserver et améliorer les conditions de travail des soignantes dans des conditions de guerre, en soutien à la population, et pour défendre les infrastructures médicales. Son travail a été salué par une résolution du Parlement européen du 24 février 2026.

COMITÉ FRANÇAIS
DU RÉSEAU EUROPÉEN DE SOLIDARITÉ
AVEC L'UKRAINE
ukrainesolidaritefrance@gmail.com
FaceBook:
Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine

Soutenez la campagne d'achat de générateurs électriques et de matériel médical pour l'Ukraine

(les dons aux associations d'intérêt général ouvrent droit à une réduction d'impôts. Le RESU-France fournira un reçu fiscal)

Nom : .....
Prénom : .....
Adresse : .....
Code postal ..... Ville : .....
E mail : .....
Montant du don : ..... €

Par HelloAsso : scannez le QR code ou tapez : helloasso Réseau de solidarité avec l'Ukraine

Par virement : compte « RESEAU DE SOLIDARITE AVEC L UKRAINE »
IBAN : FR76 1027 8060 5406 0209 5630 145
BIC : CMCIFR2A

Par chèque à l'ordre de RESU-France à envoyer à :
RESU-France c/o Hervé VULLION
212, avenue du Maine – 75014 PARIS

Une campagne internationale pour exiger la libération de Denys Matsola

Christian Mahieux[1]

Denys Matsola est un ancien responsable syndical étudiant, journaliste et militant des droits humains. Il est détenu, dans des conditions exécrables, dans les prisons russes depuis quatre ans.



Denys a grandi à Simferopol, en Crimée, et s'est engagé politiquement pendant ses études à l'université de Tauride. Il y était membre du syndicat étudiant Priama Diia, a participé à des mobilisations écologistes, contre des constructions illégales et a soutenu le mouvement des Tatars de Crimée. Lorsque les forces russes ont occupé la Crimée en 2014, Matsola s'est opposé à l'annexion et a aidé des militaires ukrainiens bloqués dans leurs bases pendant la prise de contrôle russe. Comme des milliers d'autres habitants et habitantes de Crimée opposé·es à l'occupation, il a été contraint de quitter son domicile et s'est installé à Kyiv.

Il a alors rejoint East SOS, une organisation créée en réaction à la guerre dans le Donbass et à l'augmentation du nombre de personnes déplacées dans l'est de l'Ukraine. En tant que journaliste, il s'est rendu dans cette région pour documenter les conséquences du conflit et apporter son aide aux personnes déplacées. Denys s'est ensuite installé à Lviv, où il a travaillé avec l'organisation Right to Protection et collaboré à Krym Realii, le service de Radio Free Europe/Radio Liberty consacré à la Crimée, en rendant compte des conditions de vie dans la péninsule sous occupation russe.

Alors que la Russie massait ses troupes aux frontières de l'Ukraine, tout au long de l'année 2021, et que la perspective d'une nouvelle invasion devenait de plus en plus difficile à nier, Matsola s'est engagé volontairement dans le 501e bataillon indépendant d'infanterie de marine, rattaché à la 36e brigade d'infanterie de marine. Cette unité était déployée dans les environs de Marioupol lorsque la Russie a lancé son invasion à grande échelle, le 24 février 2022.

Le siège russe qui a suivi a dévasté Marioupol après plusieurs semaines de bombardements. Parmi les attaques qualifiées de crimes de guerre par des organismes internationaux figurent le bombardement, le 9 mars, de la maternité et de l'hôpital pédiatrique, ainsi que la frappe aérienne du 16 mars contre le théâtre dramatique, où des centaines de civils avaient trouvé refuge. Une enquête de l'agence Associated Press a estimé qu'environ 600 personnes auraient pu y trouver la mort. Alors que la ville était détruite autour d'eux, faisant jusqu'à 20 000 victimes, les forces ukrainiennes chargées de la défendre se sont progressivement retrouvées encerclées et piégées. Les soldats

1. Christian Mahieux est membre du comité de rédaction de la revue de l'Union syndicale Solidaires, *Les Utopiques*. Il est membre des Brigades éditoriales de solidarité et du Comité français du RESU

du 501e bataillon ont été capturés au début du mois d'avril. Matsola figurait parmi eux : il a été fait prisonnier le 4 avril.

Denys Matsola est représentatif des dizaines de milliers d'Ukrainiens qui ont rejoint la résistance ukrainienne après février 2022.

Pendant environ trois ans, la famille, les ami·es et les ex-collègues de Matsola ont renoncé à lancer une campagne publique, par crainte que la médiatisation de son cas ne compromette un éventuel échange de prisonniers ou ne l'expose à des représailles pendant sa détention en Russie. Ils et elles n'ont changé de stratégie que lorsque les informations communiquées par des prisonniers libérés ont révélé la gravité de sa situation.

En avril 2025, l'organisation East SOS a indiqué que d'anciens prisonniers avaient retrouvé la trace de Matsola au centre de détention provisoire n° 2 de Kinechma, dans la région d'Ivanovo, en Russie. Selon leurs témoignages, il était maintenu à l'isolement cellulaire permanent depuis avril 2023. Pendant environ trois mois en 2024, l'administration pénitentiaire avait également drastiquement réduit ses rations alimentaires. East SOS a averti que cet isolement prolongé et cette privation de nourriture mettaient gravement en danger sa santé physique et psychologique.

Bien que les informations concernant les traitements infligés personnellement à Matsola proviennent d'anciens détenus qui l'ont connu pendant sa captivité, elles s'inscrivent dans un phénomène beaucoup plus large, documenté



de manière indépendante par les médias et les organisations de défense des droits humains. Une enquête de l'Associated Press publiée en 2025 a mis en évidence des éléments démontrant que la torture, la privation de nourriture, les maladies non soignées et le refus de soins médicaux avaient contribué à la mort de prisonniers de guerre ukrainiens détenus par la Russie. Au moment de cette enquête, plus de 200 décès étaient connus.

En juin 2026, la Mission de surveillance des droits de l'homme des Nations unies a indiqué que presque tous les prisonniers de guerre ukrainiens récemment libérés qu'elle avait interrogés avaient décrit des actes de torture ou des mauvais traitements. Ceux-ci comprenaient notamment de violents passages à tabac, des décharges électriques et le refus de soins

médicaux appropriés. Ces conclusions confirment les observations publiées six mois auparavant par Human Rights Watch, qui avait mis en évidence le caractère systématique de la torture : coups, positions de contrainte, privation de sommeil, décharges électriques, simulacres d'exécution, attaques de chiens, ainsi que des insuffisances graves en matière d'alimentation et de soins médicaux.

Ces constats ont également été corroborés par les témoignages de prisonniers libérés appartenant à la 36e brigade d'infanterie de marine de Matsola. Leurs récits décrivent les graves conséquences physiques et psychologiques de plusieurs années de captivité en Russie. Ainsi, l'isolement cellulaire et les privations alimentaires auxquels Matsola serait soumis s'inscrivent dans un système beaucoup plus vaste et bien documenté de mauvais traitements infligés aux prisonniers de guerre ukrainiens.

Le Réseau international de solidarité avec l'Ukraine, son comité français, et de nombreux autres collectifs militants, tels que le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, ont rappelé récemment leurs exigences :

Arrêt immédiat des traitements inhumains : alimentation suffisante, soins médicaux, contacts avec la famille, contrôle indépendant des conditions de détention !

Libération de Denys Matsola !

Ce qui est réclamé pour Denys Matsola vaut pour tous les prisonnier·es unkrainien·nes qui sont aux mains du régime russe.



PRISES DE POSITION

Le basculement sanglant du sous-impérialisme russe vers un nouvel impérialisme à l'ancienne

Simon Pirani[1]

Une recension de *Russia's New Imperialism : Capital and Ideology,* d'Ilya Boudraïtskis et Ilya Matveev (Stanford University Press, 2026)[2].



Deux socialistes russes en exil, Ilya Boudraïtskis et Ilya Matveev, cherchent à expliquer un paradoxe. Le Kremlin a lancé contre l'Ukraine une guerre qui a nui aux intérêts économiques et géopolitiques de l'élite russe ; de même, une grande partie de ces dommages se serait produite même si Moscou avait installé un gouvernement fantoche à Kyiv.

Les marxistes considèrent depuis longtemps l'État comme l'instrument du capital. Cette recension suit l'argument du livre selon lequel, dans le cas russe, l'explication réside dans une idéologie impériale issue du capitalisme post-soviétique, qui a fini par l'emporter sur les intérêts propres du capital.

Le premier moment est le rôle de la Russie dans les années 2000 comme puissance « sous-impérialiste », notion que les auteurs empruntent à la théorie de la dépendance de Ruy Mauro Marini. Après la crise de 1998, le capital russe s'est étendu à l'Ukraine et aux autres États post-soviétiques, grâce aux exportations de matières premières et à l'emprunt. Poutine a soumis l'élite économique à un régime « bonapartiste », puis « personnaliste », et a mené une politique de « coopération antagoniste » avec les USA. La crise financière de 2008-2009 a révélé la fragilité de ce modèle.

Le deuxième moment est idéologique. Les auteurs distinguent une vision « cynique » de l'élite, forgée dans la violence des années 1990, de l'idéologie d'État conservatrice et anti-occidentale assemblée après le retour de Poutine à la présidence en 2012. Cette idéologie s'appuie sur le philosophe anticommuniste Ivan Iline, sur un eurasisme refondu en « monde russe », sur l'Église orthodoxe et sur le culte des services de sécurité. Elle présente l'Occident comme une menace permanente pour l'État russe.

Le troisième moment concerne le contrôle social. Le Kremlin a interprété les manifestations contre les élections truquées de 2011 en Russie, le printemps arabe et le soulèvement de Maïdan de 2013-2014 comme des opérations occidentales. Cette lecture a déterminé l'annexion de la Crimée en 2014 puis, après de nouvelles manifestations en Russie en 2018-2019, l'invasion à grande échelle de 2022. La recension approuve la réfutation, par les auteurs, de la thèse « réaliste » de John Mearsheimer selon laquelle l'élargissement de l'OTAN aurait forcé la main de la Russie : la présence militaire américaine en Europe avait fortement diminué, et la menace relevait de la perception. Elle critique aussi le recours à Mearsheimer, et à des mythes sur les livraisons d'armes et l'adhésion à l'OTAN, dans les débats de la gauche occidentale.

1. Simon Pirani est historien et chercheur britannique. Spécialiste de l'énergie, professeur honoraire à l'École des langues et cultures modernes de l'université de Durham. Il publie le blog *People and Nature*. Traduit pour *Europe solidaire sans frontière* par Adam Novak.
2. L'introduction du livre a été publiée dans *Adresses, démocratie et internationalisme,* n° 22, 7 septembre 2026.

Enfin, les auteurs montrent comment, après 2014 et surtout après 2022, l'État a dirigé le capital : l'économie a été réorganisée autour de la production d'armement, et les entreprises ont dû s'adapter aux « faits accomplis ». La recension se demande pourquoi la Russie ne s'est pas orientée vers un capitalisme plus « normal », relie la violence russe au déclin impérial et discute l'épilogue du livre sur le fascisme, Donald Trump et la montée mondiale de l'extrême droite. Elle oppose la méthode des auteurs à des écrits marxistes, dont ceux d'Alex Callinicos, qui font entrer la guerre dans un schéma général d'affrontement inter-impérialiste. [MJ]

En octobre 2022, juste avant que l'armée ukrainienne ne reprenne la ville de Kherson, dans le sud-est du pays, des soldats russes en retraite ont exhumé de la cathédrale Sainte-Catherine les restes du prince Grigori Potemkine, figure du 18e siècle.

Les ossements de Potemkine ont été transférés en territoire tenu par la Russie, sur la rive gauche du Dniepr, avec les statues de Potemkine lui-même, du généralissime Alexandre Souvorov et de l'amiral Fiodor Ouchakov qui, comme Potemkine, avaient servi sous Catherine II. Vladimir Saldo, gouverneur nommé par la Russie de la partie occupée de la région de Kherson, a déclaré : « Ce sont des objets sacrés qu'il fallait, à mon avis, sauver[3]. »

Dans les années 1770 et 1780, alors que les révolutions américaine et française allumaient des phares d'espoir républicain, l'empire pour lequel combattait Potemkine devenait un monstre réactionnaire. Potemkine a été une figure clé de la colonisation et de la tentative de « russification » du sud-est de l'Ukraine ; de la fondation d'Iekaterinoslav (« à la gloire de Catherine », aujourd'hui Dnipro) ; de l'annexion de la Crimée en 1784 ; de l'écrasement des Cosaques zaporogues ; de la conquête de ports sur la mer Noire ; et de la guerre contre l'Empire ottoman, condition préalable importante de la conquête du Caucase par la Russie au 19e siècle[4].

Aujourd'hui, Potemkine figure dans un panthéon de serviteurs de l'État vénérés par les idéologues du Kremlin, de Vladimir Poutine jusqu'en bas de l'échelle, par le système éducatif et par les médias. Pour Poutine, ces héros sont les prédécesseurs directs de l'armée soviétique de la Seconde Guerre mondiale, des dictatures d'opérette établies à Donetsk et à Louhansk en 2014 et des troupes russes qui ont envahi l'Ukraine en 2022. Tous auraient défendu l'« unité historique des Russes et des Ukrainiens » qu'il imagine contre un ennemi après l'autre : la Pologne, l'Autriche-Hongrie, le bolchevisme et le « projet anti-Russie » qui a conduit à la chute de l'Union soviétique[5].

3. « Okkupanty ukrali iz Khersona pamiatnik i ostanki Potemkina », *Ukrainska Pravda,* 26 octobre 2022.

4. Voir par exemple Serhii Plokhy, *The Gates of Europe : a History of Ukraine* (Allen Lane, 2015), p. 133-142 ; Orest Subtelny, *Ukraine : a History* (University of Toronto Press, 1988), p. 203-205 ; Dominic Lieven, *Empire : the Russian empire and its rivals* (John Murray, 2000), p. 212.

5. L'article de juillet 2021 de Poutine sur « l'unité historique des Russes et des Ukrainiens » a fourni la justification idéologique de l'invasion de février 2022. Par la suite, par exemple lors du défilé du 9 mai 2022 pour le jour de la Victoire, et lors de l'annexion par la Russie de Donetsk, Louhansk, Zaporijjia et Kherson en septembre 2022, il a explicitement établi le lien entre le 18e siècle, la Seconde Guerre mondiale et la guerre actuelle.

Ilya Boudraïtskis et Ilya Matveev[6], dans leur analyse marxiste de l'impérialisme russe du 21e siècle, interrogent le rapport entre cette idéologie – assez forte pour que les officiers commandant la retraite de Kherson risquent des vies pour des ossements et des statues – et les dynamiques économiques, politiques et sociales dans lesquelles elle s'ancre.

Le point de départ de Boudraïtskis et Matveev est la décision du Kremlin d'envahir l'Ukraine en février 2022. Non seulement ses conséquences ont causé des dommages incalculables, économiques et géopolitiques, à l'élite russe, mais, comme ils le démontrent de manière convaincante (p. 2, 81 et 121), une grande partie de ces dommages se serait produite même si l'objectif militaire initial – imposer un gouvernement fantoche à Kyiv – avait été atteint.

Il faut trouver une explication à une stratégie aussi autodestructrice. Pourquoi une action d'une telle portée de l'État, longtemps considéré par les marxistes comme l'instrument du capital, est-elle allée aussi radicalement à l'encontre des intérêts économiques du capital ? Ce n'était nullement la première fois : citant David Harvey, Boudraïtskis et Matveev évoquent la guerre du Vietnam et l'invasion de l'Irak en 2003, « exemples d'aventures impérialistes qui ne s'expliquent pas aisément par les exigences de l'accumulation du capital » (p. 15).

Mais le cas russe doit être expliqué dans ses propres termes. Les auteurs partent de l'idéologie du régime de Poutine, faite de mythologie impériale et de conflit « civilisationnel » avec l'Occident, et montrent comment elle a poussé sur le terreau du capitalisme russe post-soviétique et de ses malaises. Ils écrivent dans leur introduction (p. 7) :

> L'impérialisme russe depuis 2014 a été contre-productif, largement irrationnel et enraciné dans les mythes historiques de l'empire. Mais c'est l'expérience moderne de l'accumulation primitive, ainsi que des événements récents comme le printemps arabe, qui ont permis la consolidation idéologique du régime de Poutine.

J'examine ici quatre thèmes à travers lesquels cet argument est développé : (1) la compréhension de la Russie post-soviétique comme puissance sous-impérialiste ; (2) le développement d'idéologies impérialistes et nationalistes au sein de l'élite russe avant 2014 ; (3) la menace que le soulèvement de Maïdan en Ukraine a représentée pour le Kremlin, et la manière dont celui-ci a réagi ; et (4) les forces motrices qui ont conduit le Kremlin de sa première intervention militaire en Ukraine (2014) à l'invasion totale (2022).

Le modèle sous-impérialiste

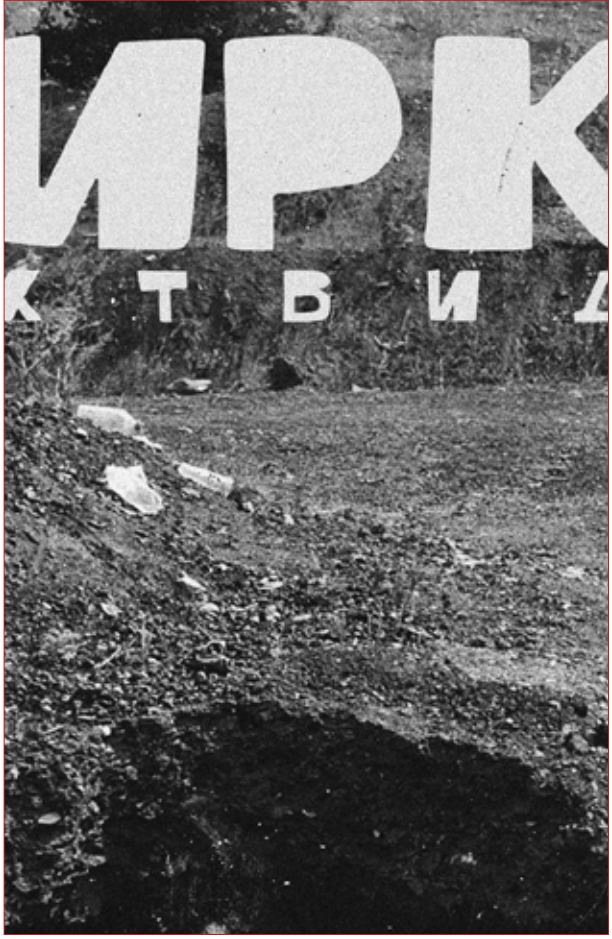
Un premier thème clé de *Russia's New Imperialism* est l'« internationalisation du capital

6. Ilya Boudraïtskis est un théoricien politique et culturel contraint de quitter la Russie après le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine en 2022 ; il est doctorant en sociologie à l'université de Californie à Berkeley et l'auteur de *Dissidents among Dissidents : Ideology, Politics and the Left in Post-Soviet Russia* (Verso, 2022). Ilya Matveev est un politiste spécialiste de l'économie politique russe, chercheur aux universités de Brême et d'Helsinki. Tous deux ont été chercheurs invités à Berkeley après avoir quitté la Russie.

russe », qui a véritablement commencé après la crise de 1998, lorsqu'un krach bancaire et une dévaluation du rouble d'un facteur quatre ont affaibli les groupes financiers et industriels enrichis par la recherche de rente dans les années 1990 (p. 19-26). L'investissement productif s'est développé (la hausse continue des prix du pétrole de 2000 à 2008 y a contribué), et « les deux canaux d'intégration à l'économie mondiale – à savoir les exportations [principalement de pétrole, de gaz et de métaux] et l'emprunt – se sont renforcés mutuellement ». Le capital russe s'est exporté, en premier lieu vers l'Ukraine et les autres États post-soviétiques : les investissements directs à l'étranger des entités russes ont été multipliés par vingt entre 1999 et 2007.

Au cours de ces années, Poutine a refaçonné le rapport entre le capital et l'État. Il a centralisé le contrôle étatique des médias et sanctionné Mikhaïl Khodorkovski, alors l'homme le plus riche de Russie. L'élite économique a perdu son « pouvoir politique direct, non médiatisé » ; des pans du secteur de l'énergie sont revenus dans le giron de l'État ; et en 2007, sept des vingt premières entreprises, dont les trois premières (Gazprom, Rosneft et Sberbank), étaient détenues majoritairement par l'État.

La relation de Poutine avec les propriétaires des plus grandes entreprises russes « pourrait à juste titre être qualifiée de "bonapartiste" », écrivent Boudraïtskis et Matveev, en citant l'argument célèbre de Karl Marx selon lequel, « pour sauver sa bourse, la bourgeoisie doit nécessairement perdre sa couronne », « le glaive qui doit la protéger » étant « fatalement aussi une épée de Damoclès suspendue au-dessus



de sa tête[7] ». Les capitalistes russes manquaient de légitimité sociale et se sentaient menacés par l'agitation ouvrière : Poutine a « réorganisé les relations entre l'État et les entreprises », et ils en ont profité.

Mais les choses ne se sont pas arrêtées là. La direction des entreprises d'État a été confiée aux plus proches associés de Poutine : il s'agissait d'une fusion plus directe de l'État et du capital. « Les élites économiques n'ont ni légitimité publique ni sources indépendantes de pouvoir politique. Elles exercent le pouvoir par

7. Karl Marx, *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*, chap. 4.

l'intermédiaire du Kremlin, et seulement de cette manière » (p. 31).

Pour expliquer l'intégration de la Russie au capitalisme mondial, Boudraïtskis et Matveev se tournent vers la théorie de la dépendance, élaborée par Ruy Mauro Marini pour décrire le Brésil sous la dictature militaire des années 1960. Le Brésil d'alors et la Russie des années 2000 étaient des puissances « sous-impérialistes » qui exportaient des matières premières et des biens à faible valeur ajoutée vers les pays riches et importaient des produits à forte valeur ajoutée[8].

En outre, ils caractérisent la stratégie géopolitique du Kremlin jusqu'en 2014 comme une « coopération antagoniste » avec les États-Unis et leurs alliés (lesquels, soit dit en passant, avaient soit ignoré les guerres génocidaires de Poutine en Tchétchénie, soit les avaient présentées comme faisant partie de la « guerre mondiale contre le terrorisme »). La Russie a facilité la logistique de l'opération de l'OTAN en Afghanistan et lui a fourni des aéronefs. Malgré la rhétorique de Poutine contre « l'ordre mondial unipolaire » à Munich en 2007, et même après la guerre russo-géorgienne de 2008, « le Kremlin a recherché une coopération pragmatique avec les États-Unis dans les domaines correspondant à ses propres intérêts tels qu'il les percevait » (p. 37).

La faiblesse de ce modèle « sous-impérialiste » – sa dépendance à l'égard de marchés des matières premières et des capitaux volatils – a été cruellement mise en évidence par la crise financière de 2008-2009, écrivent Boudraïtskis et Matveev (p. 23). Le Kremlin a répondu au ralentissement qui a suivi en 2012-2013 par des efforts de relance de l'investissement, mais ceux-ci ont échoué « car ils se sont heurtés aux limites imposées par la nature même de la dictature personnaliste de Poutine » (p. 26), c'est-à-dire par la manière dont il avait refaçonné le rapport entre l'État et le capital.

Les auteurs de *Russia's New Imperialism* soutiennent que ces seuls facteurs politiques et de politique économique ne peuvent expliquer l'intervention militaire de la Russie en Ukraine en 2014, ni l'annexion de la Crimée qui a coupé bien des ponts avec les puissances occidentales et les marchés de capitaux. Ils présentent plutôt un double basculement plus fondamental : dans la forme de l'impérialisme, du rationnel à l'irrationnel, et en politique étrangère, du pragmatisme à la prise de décision idéologique.

> La formule du début des années 2000 [en politique étrangère], qui plaçait les intérêts au-dessus des idées, a été remplacée par la conviction inverse qu'il existe une lutte mondiale des idées et que l'intérêt national est déterminé par la place que l'on occupe dans cette lutte[9]. […] La transition de la Russie de l'impérialisme économique « rationnel » des années 2000 à l'impérialisme « irrationnel », à motivation idéologique, de 2014 et des années suivantes relève d'un seul et même processus (p. 39).

8. R.M. Marini, « Brazilian subimperialism », *Monthly Review,* n° 23, 9 février 1972, p. 14-24.

9. Sur ce point, Boudraïtskis et Matveev citent Dmitri Trenine, analyste réputé en Russie, dans « What Putin really wants in Ukraine », *Foreign Affairs,* décembre 2021.

Boudraïtskis et Matveev proposent une réflexion sur l'idéologie, entendue au sens large comme « un ensemble d'idées fondamentales sur le monde et les relations humaines servant de base à la prise de décisions politiques ». Ces idées se forment à un « premier niveau » (« l'expérience de vie collective de certains groupes sociaux et les perceptions dominantes (le "sens commun") dans la société dans son ensemble »), puis sont formulées par des intellectuels en une vision du monde, à un « second niveau » (p. 39-40).

Ils retracent l'émergence, dans les années 1990, d'une idéologie « cynique » de l'élite russe[10], fondée sur ce qu'elle percevait comme une « libération » des contraintes soviétiques pesant sur la poursuite de l'intérêt privé, et intimement liée à la violence. Une « attitude de conflit permanent », écho de la culture des bandes de rue que les responsables des services de sécurité des années 2020 ont connue dans leur jeunesse, est devenue la « règle tacite de la vie politique » (p. 50-54).

Idéologie et intervention militaire en 2014

Un deuxième thème abordé dans le livre est la manière dont des éléments de l'idéologie formulée au « second niveau », enracinés dans ce « premier niveau », ont été rassemblés dans la période précédant l'invasion de l'Ukraine en 2014. Des idées conservatrices et antidémocratiques, jusque-là utilisées de manière pragmatique, ont été de plus en plus intériorisées par l'élite. Dans ce processus de longue durée et à plusieurs niveaux, Boudraïtskis et Matveev voient dans le retour de Poutine à la présidence en 2012[11] un tournant.

> La rhétorique de sa campagne électorale, cette fois, différait nettement du style dépolitisé et technocratique des années 2000. Il n'était plus un gestionnaire dont la tâche principale était d'assurer la croissance économique, mais le dirigeant patriote de la majorité d'une grande nation et le défenseur de la souveraineté nationale contre l'influence occidentale (p. 60).

La composante philosophique de cette idéologie d'État est influencée par Ivan Iline, conservateur et anticommuniste du début du 20e siècle, pour qui l'État autoritaire avait moralement raison face à ses citoyens, qui devaient s'y soumettre. En réponse aux « révolutions de couleur » en Géorgie (2003), en Ukraine (2004) et ailleurs, le Kremlin a réinventé une autre idée issue de l'émigration antibolchevique, l'eurasisme, sous la forme du « monde russe », conçu comme un système de valeurs alternatif à la démocratie libérale occidentale. Les autres éléments clés de l'idéologie poutinienne sont

10. *Russia's New Imperialism* comporte une discussion du sens du cynisme, qui s'appuie sur Peter Sloterdijk, *Critique of Cynical Reason* (Verso, 1988).

11. Poutine a exercé deux mandats présidentiels de 2000 à 2008. Pour respecter la Constitution, il s'est retiré et Dmitri Medvedev a été président de 2008 à 2012. La Constitution a été modifiée pour permettre à Poutine d'exercer deux nouveaux mandats, et il a été réélu en 2012. En 2020, la Constitution a de nouveau été modifiée, de sorte que Poutine peut désormais rester en fonction jusqu'en 2036, année de ses 84 ans.

l'Église orthodoxe russe et le rôle particulier des services de sécurité, qui, selon Boudraïtskis et Matveev, renvoie à l'*opritchnina,* institution répressive qui a mené une terreur de masse sous Ivan le Terrible.

L'idée que Poutine se fait de l'État russe fait écho aux historiens du 19e siècle, qui voyaient en lui la «forme» du peuple russe se reproduisant de manière mystique, et à leurs successeurs de la fin de la période stalinienne, pour qui sa centralisation et son expansion étaient «historiquement progressistes» et tout ce qui s'y opposait, réactionnaire. Le récit de Poutine diffère toutefois sur un point essentiel : il n'y a pas de progrès, seulement un schéma cyclique : «l'Occident cherche [éternellement] à détruire l'État russe par l'agression militaire, l'importation de fausses idées et le soutien à l'opposition radicale» (p. 65). L'éternelle nécessité de résister à ce schéma engendre l'impératif, pour les *gauleiters* de Poutine à Kherson, de protéger les ossements sacrés de Potemkine.

Boudraïtskis et Matveev soulignent que l'idéologie poutinienne s'est constituée de manière désordonnée et fragmentaire, et n'est apparue pleinement formée que dans les années 2020. Dans les mois précédant la première invasion de l'Ukraine par la Russie en 2014, Poutine se décrivait tour à tour comme «conservateur» et comme «libéral». Mais dans ce fatras, les contours d'un conflit irréconciliable se dessinaient. En 2013, «le choix de l'Ukraine entre le resserrement de ses liens avec l'UE et l'adhésion à l'Union eurasiatique [dominée par la Russie] était présenté par le Kremlin comme une alternative exclusive, non seulement pour des raisons politiques et économiques, mais aussi pour des raisons idéologiques» (p. 68).

En novembre 2013, le président ukrainien d'alors, Viktor Ianoukovitch, s'est retiré des négociations sur un accord de libre-échange approfondi et complet avec l'UE, optant à la place pour une série de subventions énergétiques et autres de la part de la Russie. Une manifestation menée par des étudiants contre ce revirement a été violemment attaquée par la police. Cela a fait descendre des centaines de milliers de personnes dans les rues de Kyiv pour des manifestations antigouvernementales. C'est ainsi qu'est né le soulèvement de Maïdan, qui a fait tomber le gouvernement de Ianoukovitch en février 2014.

Maïdan : la menace existentielle

Cela nous amène à un troisième thème clé de *Russia's New Imperialism* : le contrôle social a été un élément déterminant des décisions du Kremlin d'entrer en guerre, en 2014 comme en 2022. Le «régime personnaliste» consolidé par le retour de Poutine à la présidence en 2012 était en grande partie une réaction aux manifestations contre les élections législatives truquées de décembre 2011. Derrière ces manifestations, et derrière le spectacle alarmant du printemps arabe renversant des régimes à travers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, le Kremlin ne voyait que la main de l'Occident et sa menace existentielle contre le «monde russe».

Les progrès considérables réalisés en 2009-2010 dans les négociations du Kremlin avec l'administration Obama – par exemple un accord de limitation des armements nucléaires,

l'abandon de la décision de George Bush de déployer un bouclier antimissile en Europe de l'Est et des positions communes sur l'Iran – n'y ont rien changé.

> Selon le Kremlin, les véritables sources des manifestations anti-Poutine ne se trouvaient pas dans des contradictions internes mais dans une malveillance extérieure. Les opposants n'en étaient que les agents, conscients ou inconscients. Ainsi, l'affrontement est devenu historique et culturel, et non politique (p. 78).

Le Kremlin a appliqué les mêmes présupposés idéologisés à la contestation sociale en Ukraine. Boudraïtskis et Matveev montrent que l'élite russe était loin d'être unie autour de la conviction de Poutine selon laquelle les manifestants de Maïdan étaient des « pions manipulés par des mains étrangères », mais c'est ce point de vue qui l'a emporté. Le choix de l'Ukraine entre des liens économiques plus étroits avec l'Europe ou avec la Russie était perçu comme « civilisationnel ». Ianoukovitch était le garant des « valeurs traditionnelles ». L'idéologie l'a emporté sur la politique économique, aboutissant à une intervention militaire autodestructrice.

Les impératifs du contrôle social ont de nouveau forcé la main du Kremlin à l'approche de l'invasion totale de 2022. De plus en plus, la perception de l'Occident comme « source historiquement immuable de menace existentielle pour la Russie en tant qu'État » a déterminé les décisions de politique intérieure comme extérieure :

> Le refus des gouvernements ukrainiens post-Maïdan de revenir dans l'orbite d'influence de Moscou était perçu comme faisant partie du projet de grande ampleur de l'Occident visant à « contenir » la Russie, qui s'exprimait aussi dans la montée des sentiments oppositionnels dans toute la société russe (p. 113).

Poutine considérait les manifestations hétérogènes de 2018-2019 en Russie, ainsi que la campagne anticorruption d'Alexeï Navalny, comme l'œuvre des services de renseignement occidentaux ; il les comparait à Maïdan et au printemps arabe. À la mi-2021, les préparatifs militaires de ce que Poutine pensait être une opération très brève, comme les préparatifs idéologiques exposés dans son article de juillet 2021 sur « l'unité historique des Russes et des Ukrainiens[12] », étaient achevés.

Boudraïtskis et Matveev opposent leurs explications de l'invasion russe de l'Ukraine – une conviction idéologique, exacerbée par la peur de la contestation sociale – à d'autres interprétations en vogue dans les universités. L'affirmation selon laquelle la Russie poursuivait ses intérêts économiques est facilement réfutée. « Si le marché ukrainien était si important pour la Russie, pourquoi le Kremlin aurait-il risqué de le perdre en annexant la Crimée et en fomentant un séparatisme violent dans le Donbass ? », demandent-ils (p. 81). Et la Russie l'a bel et bien perdu : ses exportations vers l'Ukraine en 2015

12. Vladimir Poutine, « On the historical unity of Russians and Ukrainians », *kremlin.ru,* juillet 2021.

représentaient moins de la moitié de leur niveau de 2012.

Une cible plus sérieuse est l'affirmation selon laquelle la main de la Russie aurait été forcée par des « considérations géopolitiques et de sécurité ». Dans un article qui a fait date, le politiste « réaliste » John Mearsheimer – nullement marxiste, mais abondamment invoqué par bien des marxistes autoproclamés – écrivait que c'est un principe de « géopolitique élémentaire » que « les grandes puissances sont toujours sensibles aux menaces potentielles à proximité de leur territoire ». Mais la menace était-elle réelle, ou perçue ?

Mearsheimer affirme que l'OTAN a pris des mesures pour « apaiser les craintes russes », par exemple en ne stationnant jamais de forces militaires de manière permanente dans ses nouveaux États membres d'Europe de l'Est, mais que cela importe peu, car « ce sont les Russes, et non l'Occident, qui décident en dernier ressort de ce qui constitue une menace pour eux[13] ». Voilà qui ruine tout l'argument.

> La perception subjective de la menace remplace le rapport de force objectif comme facteur explicatif clé dans l'analyse de Mearsheimer (p. 82).

Et quelle perception déformée ! Comme le soulignent Boudraïtskis et Matveev, « la situation sécuritaire de la Russie s'est en réalité améliorée pendant la période d'élargissement de l'OTAN vers l'Est ». Le nombre de soldats américains en Europe était de 30 000 en 2010, soit un dixième de son niveau pendant la guerre froide ; le nombre de chars américains en Allemagne est passé de 5 000 en 1991 à zéro en 2014 ; la flotte de chars de l'armée allemande elle-même est passée de 7 000 pendant la guerre froide à 244 en 2017, dont seulement 95 pleinement opérationnels. Pas étonnant que l'un des propres experts militaires de Poutine, Alexandre Khramtchikhine, ait écrit en novembre 2013 que les États-Unis « n'ont pas l'intention de faire la guerre en Europe, ni offensive ni défensive ».

D'après l'expérience de l'auteur de ces lignes, les discussions sur l'Ukraine dans les milieux politiques de « gauche » occidentaux regorgent de références à la logique bancale de Mearsheimer, étayées par des mythes tels que « les livraisons d'armes occidentales à l'Ukraine ont fortement augmenté avant 2021 » (faux) et « l'Ukraine était sur le point d'adhérer à l'OTAN » (faux), auxquels s'ajoutent des fantasmes sur un « nettoyage ethnique pratiqué par l'Ukraine dans le Donbass », etc.[14] L'idéologie peut en effet être une force sociale puissante.

13. John Mearsheimer, « Why the Ukraine Crisis Is the West's Fault : The Liberal Delusions That Provoked Putin », *Foreign Affairs*, n° 93 (5), 2014, p. 77-89.

14. Sur l'Ukraine et l'OTAN, voir par exemple, M.E. Sarotte, *Not One Inch : America, Russia and the Making of the Post-Cold War Stalemate* (Yale University Press, 2022). Sur le Donbass, voir par exemple S. Pirani, « The Russian Statelets in the Donbas are no '"People's republics"' », *Jacobin,* 2 mars 2022 ; D.R. Marples (dir.), *The War in Ukraine's Donbas : Origins, Contexts, and the Future* (Central European University Press, 2022) ; Vlad Mykhnenko, « Causes and Consequences of the War in Eastern Ukraine : An Economic Geography Perspective », *Europe-Asia Studies,* n° 72 (3), 2020, p. 528-

Boudraïtskis et Matveev répondent également aux interprétations qui insistent sur le caractère provisoire et improvisé des actions de la Russie. S'il existe des éléments attestant que le Kremlin a improvisé son soutien aux « républiques » du Donbass, la Crimée, soulignent-ils, est un cas différent. Son annexion « a créé une situation sans précédent » (p. 84). Poutine devait savoir qu'il n'y aurait « pas de retour en arrière » et que les sanctions et la prise de distance diplomatique étaient inévitables.

De l'annexion à l'invasion

Aussi profond qu'ait été le changement de la politique du Kremlin en 2014, la guerre totale n'était pas pour autant inéluctable. Les auteurs de *Russia's New Imperialism* ne considèrent pas l'invasion à grande échelle comme la « continuation inévitable » des politiques impérialistes tsaristes ou soviétiques ; elle a plutôt été « largement déterminée par des dynamiques politiques internes qui ont conduit à une transformation de la vision du monde des élites russes » (p. 75). Un quatrième thème clé est la manière dont ces dynamiques se sont déployées entre 2014 et 2022.

L'impact de la guerre sur le monde des entreprises russes a été massivement négatif. Les investissements russes ont été de plus en plus exclus d'Ukraine. Plus à l'ouest, certains secteurs du capital international ont poursuivi la collaboration – le soutien des compagnies gazières européennes au gazoduc Nord Stream reliant la Russie à l'Allemagne en est l'exemple emblématique –, mais l'accès des entreprises russes aux marchés financiers occidentaux a été sévèrement restreint. Boudraïtskis et Matveev comparent l'incapacité de la Russie à se remettre du marasme économique mondial de 2015-2016 au rebond rapide du Brésil. L'investissement s'est replié sur le marché intérieur : l'industrie de l'armement, toujours énorme, a encore été gonflée, et les entreprises publiques qui la contrôlaient se sont étendues à d'autres secteurs de l'économie.

La Russie a ajouté à son répertoire les « économies de pillage », c'est-à-dire des investissements « liés à la violence des formations militaires et paramilitaires russes » (p. 99). Les résultats ont été mitigés. Les zones occupées de l'Est de l'Ukraine ont représenté une charge nette pour l'économie russe ; le Donbass, avec ses chaînes d'approvisionnement rompues et son industrie endommagée, encore davantage que la Crimée. En Afrique, où l'accaparement des ressources par des paramilitaires « rappelle les modes de pillage de l'impérialisme européen du début de l'époque moderne » (p. 101), des paramilitaires tels que le groupe Wagner en ont tiré profit, mais il est douteux que l'économie russe en ait globalement bénéficié.

Dans ce contexte, l'idéologie qui avait pris forme dans les années 2010 a commencé à dominer la conduite de l'État. Le conflit du Donbass a été présenté comme un affrontement entre les « valeurs traditionnelles » et des forces occidentales dégénérées et « mondialistes ». Mais il ne s'agissait pas seulement d'un outil pour constituer une nouvelle coalition sociale autour de

560 ; Serhii Kudelia, « The Donbas Rift », *Russian Social Science Review,* n° 58, 2017

Poutine ; selon Boudraïtskis et Matveev, les valeurs morales étaient considérées par la classe dirigeante russe « comme partie intégrante de la stratégie de défense de la souveraineté » (p. 107). De même, une « vaste infrastructure de mise en œuvre de la politique historique de l'État » (p. 108) est allée bien au-delà de la réécriture des manuels scolaires : on propageait l'idée que l'élite dirigeante russe ne repose ni sur la légitimité démocratique ni sur le droit international, mais sur « l'héritage impérial du passé », lequel est « inévitablement lié à l'expansion territoriale » (p. 112).

Rien de tout cela ne garantissait que la classe dirigeante russe – et encore moins la majorité de la population – soutienne unanimement la décision de Poutine, en 2022, de reconnaître les « républiques » de Donetsk et de Louhansk, puis d'envahir le reste de l'Ukraine. Mais le « régime personnaliste » n'offrait même pas aux factions du Kremlin la possibilité d'influer sur les décisions stratégiques du Président (p. 124). Les responsables politiques et les hommes d'affaires ont même été contraints de se rallier à la cause : l'« opération militaire spéciale » était justifiée non seulement en termes de politique étrangère, mais aussi comme un moyen de renforcer l'homogénéité idéologique de l'élite (p. 127).

L'échec à vaincre l'Ukraine en quelques jours a de nouveau conduit l'impérialisme russe en terrain inconnu. Boudraïtskis et Matveev recensent le succès relatif du régime dans la réorientation de l'économie : la Russie reste un grand exportateur de matières premières, a déplacé ses échanges des puissances occidentales vers la Chine, l'Inde et d'autres pays, et a centré son économie intérieure sur la production d'armement et les secteurs associés. Le complexe militaro-industriel a siphonné les ressources des industries civiles (p. 132).

Ce n'était pas le capital qui dirigeait l'État, mais l'État qui dirigeait le capital : Poutine a créé des « faits accomplis auxquels les entreprises ont dû s'adapter », démontrant ainsi « à quel point sa dictature personnaliste a exproprié le pouvoir politique de l'élite économique » (p. 134).

Comme tous les bons livres, celui-ci suscite des questions dans l'esprit du lecteur.

Dans l'ensemble, je suis d'accord avec les réponses de Boudraïtskis et Matveev à la question : « Qu'est-ce qui a conduit l'impérialisme russe jusqu'à l'invasion totale ? » Et je pense qu'il est également utile de la poser de manière contrefactuelle : pourquoi la Russie ne s'est-elle pas orientée vers une forme de capitalisme « normal » – comme le Brésil, par exemple – plutôt que vers cet autoritarisme quasi fasciste et la guerre ?

Travaillant comme journaliste et chercheur sur les entreprises russes dans les années 2000, je pensais que des temps difficiles attendaient peut-être le mouvement ouvrier et les organisations d'opposition, et que les brimades de la Russie envers ses anciennes colonies n'avaient pas cessé. Mais la guerre, la dictature et un nouveau goulag ? Pas à cette échelle[15].

15. Dans *Change in Putin's Russia : Power, Money and People* (Pluto, 2009), je rappelais l'admiration de l'oligarque Piotr Aven pour le dictateur chilien Augusto Pinochet, et j'écrivais que « la classe possédante russe pourrait être prête à recourir à une violence à grande échelle » contre les mouvements sociaux, mais qu'« aucune répression physique des opposants

L'un des éléments de ma réflexion était que l'économie et l'État russes s'affaiblissaient sérieusement, année après année. La Russie avait perdu le contrôle économique de l'Azerbaïdjan en 1994, lorsque celui-ci a signé le « contrat du siècle » avec les majors pétrolières occidentales ; la compagnie russe Lukoil s'est maintenue dans un rôle secondaire. En Asie centrale, la Russie a cédé sa position dominante : des compagnies pétrolières chinoises et occidentales ont acquis les principaux actifs de production au Kazakhstan ; la Chine, le Japon et la Corée du Sud ont pris l'initiative en Ouzbékistan ; et l'achèvement du gazoduc d'Asie centrale en 2009 a fait passer d'un coup le contrôle du Turkménistan, quatrième producteur mondial de gaz, de la Russie à la Chine.

Mais les empires en déclin peuvent devenir plus violents, et non moins. Les assauts meurtriers de la Russie contre la Tchétchénie en 1994-1996 et 1999-2002 se sont révélés être un avant-goût du conflit du Donbass. La faiblesse économique de la Russie a renforcé la dérive du Kremlin vers la prise de décision irrationnelle et idéologique que Boudraïtskis et Matveev décrivent avec tant de soin.

Une deuxième question, liée à la première, concerne la relation de la Russie avec le capital international. Je suis entièrement convaincu par l'argument de Boudraïtskis et Matveev selon lequel la Russie s'était taillé un rôle « sous-impérialiste », qui s'est défait après 2014. Existait-il d'autres issues – des alternatives à la voie de Poutine ?

Vers la fin des années 2000, certains secteurs de l'élite ont exprimé un fort désir d'échapper à cette position subordonnée, dans des discussions sur le danger du « syndrome hollandais » – la dépendance excessive à l'égard des exportations de matières premières – et sur la nécessité d'investir dans la technologie et les secteurs à valeur ajoutée. Ces idées n'allaient pas à l'encontre du « monde russe » ; certaines figures de l'élite y voyaient même le meilleur moyen de renforcer ce monde.

À mon avis, ces voies alternatives pour sortir du rôle subordonné dans lequel la Russie était intégrée à l'économie mondiale ont été en partie fermées par des facteurs échappant au contrôle de l'élite : la crise économique de 2008-2009 et ses répercussions, ainsi que les mouvements sociaux qui terrifiaient le Kremlin, le printemps arabe à quelque distance et Maïdan d'une proximité inconfortable. Je ne veux pas dire pour autant que la crise économique ou la contestation sociale n'ont laissé aucun choix à l'élite russe. Elle avait bien sûr le choix, et les facteurs idéologiques mis en avant par Boudraïtskis et Matveev sont essentiels pour expliquer pourquoi elle a fait les choix qu'elle a faits.

L'attention que *Russia's New Imperialism* accorde aux processus sociaux et à leur impact sur l'idéologie de l'élite le distingue des montagnes de commentaires superficiels sur les causes de la guerre contre l'Ukraine, qu'il s'agisse de ceux qui y voient le produit inévitable d'une mentalité impérialiste incorrigible ou de ceux qui

à l'échelle gigantesque pratiquée par Pinochet n'a été sérieusement envisagée par les gouvernements russes post-soviétiques, en raison de la relative passivité de la population » (p. 129-130).

imaginent, avec le Kremlin, que les puissances occidentales en sont responsables.

Une troisième question porte sur ce que le seul cas de la Russie nous apprend du capitalisme du 21e siècle en général. Dans un épilogue, Boudraïtskis et Matveev attirent l'attention sur la réélection de Donald Trump à la présidence des États-Unis en 2024, sur son « affinité évidente avec Poutine » et sur la similitude du contenu idéologique et du style politique des deux gouvernements.

Ils examinent dans quelle mesure le régime de Poutine pourrait être qualifié de fasciste. Un argument selon lequel « la fascisation du régime est en cours » peut se fonder sur « son effort pour idéologiser et rééduquer la société russe dans l'esprit du militarisme et du nationalisme impérialiste », écrivent-ils. Mais « les analogies avec le fascisme ne doivent pas être appliquées isolément pour présenter la Russie de Poutine comme une anomalie ; elles doivent au contraire chercher à comprendre sa place au sein d'une tendance mondiale ». Pour commencer, l'invasion de l'Ukraine a « accru le sentiment antidémocratique et nationaliste » dans toute l'UE et contribué aux succès électoraux de partis d'extrême droite ailleurs (p. 170).

Cela devrait être le point de départ d'une vaste réflexion collective. D'une part, cette progression de la droite s'inscrit dans un contexte de transformations extraordinaires du capitalisme mondial : l'essor rapide de la puissance manufacturière chinoise, l'émergence de sociétés américaines immensément puissantes et infiniment riches, notamment celles qui contrôlent les nouvelles technologies, et tous les changements dans la nature du travail qui en résultent.

D'autre part, la progression de la droite doit être considérée conjointement avec les explosions constantes de contestation sociale progressiste – non pas sous les formes qui nous ont inspirés à la fin du 20e siècle, et souvent seulement faiblement liées au mouvement ouvrier organisé –, en particulier, mais pas seulement, dans les pays du Sud global[16].

Le nouvel impérialisme russe peut-il prospérer dans ce monde ? Que nous apprend-il sur la manière dont les élites réagiront ailleurs ?

Une dernière question que *Russia's New Imperialism* m'a inspirée concerne le sort de la pensée socialiste au 21e siècle. Ce livre apporte une véritable contribution. Les auteurs partent du cas particulier, la Russie, puis examinent les transformations économiques, politiques et sociales, en Russie même et à l'échelle internationale, qui ont conditionné l'essor de l'autoritarisme poutinien. Ils disséquent les décisions d'intervenir en Ukraine, en 2014 et en 2022, montrent comment celles-ci sont allées à l'encontre des intérêts matériels du capital russe, et démontrent minutieusement que l'idéologie de l'élite, non pas en tant qu'ensemble d'idées mais en tant que force sociale, en est le moteur. À partir de là, ils réfléchissent à des questions plus larges sur l'impérialisme contemporain en général.

16. Une analyse stimulante des mouvements sociaux les plus puissants de ces dernières années à l'échelle internationale, d'un point de vue plus proche de l'anarchisme que du marxisme, est le manifeste de les peuples veulent.

Cela contraste avec une grande partie des écrits «marxistes» sur la guerre, non seulement ceux des post-staliniens endurcis qui nient que la Russie soit impérialiste, mais aussi ceux d'autres auteurs qui reconnaissent qu'elle l'est, mais trouvent le moyen de conforter l'illusion selon laquelle c'est «l'élargissement de l'OTAN» qui a causé la guerre, et non l'élite russe. Par exemple, Alex Callinicos, dans un article récent, part d'une proposition générale, selon laquelle un «processus mondial de confrontation entre les principales puissances impérialistes» serait en cours, et, lorsque le cas particulier de la guerre russe contre l'Ukraine ne correspond pas à ses idées préconçues, déforme ou omet la réalité.

Le danger est que le marxisme devienne un moyen de façonner l'analyse pour justifier un dogme politique, au lieu de développer des idées susceptibles d'éclairer les luttes pour vaincre et dépasser le capital. Il se pourrait que la contribution la plus importante de Boudraïtskis et Matveev soit de se garder du dogmatisme, et d'aider ainsi à ouvrir la voie au développement de l'approche de Marx du capital, et des forces qui s'y opposent, au 21e siècle.



BOÎTE ALERTE

Les pieds froids, de Francesca Melandri

Dominique Boury[1]

Francesca Melandri, *Les pieds froids*, traduction de l'italien par Danièle Valin, Paris, Gallimard, 2026.

Le début du livre ? Sur Youtube, la vidéo d'un soldat russe, au milieu de femmes ukrainiennes, les premiers jours, de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine alors que ses compatriotes massacrent la population civile de Boutcha. Personne encore n'imaginait l'étendue des tortures, viols, exécutions que perpétraient les militaires russes.

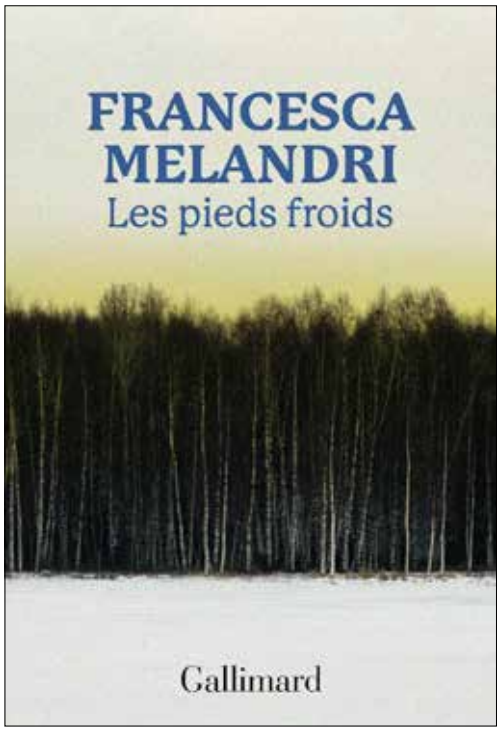
L'autrice, italienne de ce début du 21e siècle, reconnaît dans ce jeune soldat l'image de son père décédé, qui a combattu dans l'armée mussolinienne sur le sol ukrainien lors de la retraite italienne de 1943, «la retraite de Russie». Son père a été écrivain, auteur de trois livres largement inspirés de son histoire, qui n'ont pas eu de succès mais ont marqué son enfance.

À partir de ses souvenirs et des romans de son père, elle va réécrire la guerre dont son père a fait le récit ponctué d'anecdotes enjolivées, d'épisodes imaginaires. D'emblée elle corrige deux erreurs, la retraite ne se déroule pas en Russie mais dans l'est de l'Ukraine. Et si les Italiens, battus, se replient c'est bien qu'ils avaient voulu envahir ce pays dans les wagons de l'armée allemande. Leurs intentions coloniales étaient claires, Mussolini convoitait le blé et l'acier ukrainiens. L'image de son père, en envahisseur, dans un champ de tournesols près d'Izioum, est le symbole de son désarroi. Lui qui n'aurait jamais pensé être un acteur dans une guerre coloniale qui combine racisme, violences faites aux femmes, tortures et massacres de civils.

Chaque chapitre du livre revisite les récits paternels révélant un personnage trouble dans une Italie colonialiste et fasciste qu'il servira jusqu'à la fin du régime. Son père a été fasciste, administrateur colonial en Éthiopie, combattant en Grèce, lieutenant décoré de la médaille militaire en Russie. Les pieds froids des chasseurs alpins italiens, les *alpinis*, illustrent la dureté des combats, dans le froid qu'ils affrontaient avec des souliers en rognure de cuir. Après un dernier engagement en Yougoslavie, il termine la guerre rédacteur en chef d'un magazine mussolinien. Il ne devra sa réhabilitation qu'à l'influence d'un ami journaliste, héros de la résistance.

Francesca Melandri met en évidence le déni massif de l'Italie sur son passé fasciste, la violence de la conquête de l'Éthiopie, la participation à l'envahissement de l'Ukraine et de la Russie aux côtés de l'Allemagne nazie. Comme les Russes aux ordres de Poutine, les Italiens de Mussolini ont envahi la Russie, «qui en réalité était l'Ukraine», décidés à tout voler, blé, charbon, minerais. Tout ce que Melandri apprend

1. Dominique Boury est membre du Comité français du RESU et militant du NPA-A.



de la guerre en Ukraine lui rappelle la guerre menée par Hitler et Mussolini. Le même mépris pour les peuples envahis que celui de Poutine vis-à-vis des Ukrainien·nes, la même arrogance dans la foi en une victoire rapide, la même accumulation d'atrocités et de crimes de guerre dans les territoires occupés.

Aujourd'hui, la guerre en Ukraine, cette guerre si proche, est le signe que le monde bascule – après huit décennies de paix, dont les pays européens ont bénéficié, anesthésiant les consciences. N'avoir jamais connu la guerre est un privilège. Tant que la guerre était ailleurs, il était facile de se battre pour la paix, mais aujourd'hui comme dans les années trente il n'est plus possible de se bercer d'illusions. Les décombres de Marioupol, de Bakhmout ou d'Avdiivka ne nous en laissent plus le loisir.

Les moyens de communication actuels, les réseaux sociaux utilisés par tous les acteurs de cette guerre, renforce la proximité de l'horreur de la guerre. Assise dans son salon, l'autrice voit se dérouler sur tous les écrans « la première guerre de l'histoire mondiale à être documentée par des photos et des vidéos prises par ceux qui la font, la vivent et la subissent, et non par les médias, comme en Irak ». Cette avalanche d'images permet d'assister presque en temps réel à ce qui se passe sur le front du plus grand affrontement entre armées depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Au risque de la banalisation.

Melandri dénonce ses compatriotes qui refusent de condamner Poutine, comme ceux qui en 1933 refusait de voir l'extermination par la faim des paysans ukrainiens et d'attribuer la

responsabilité de l'Holodomor à la politique de Staline. Elle s'insurge sur son propre aveuglement. Elle se rend compte que l'Ukraine, depuis longtemps, a été invisibilisée par la Russie. La participation massive des soldats ukrainiens dans la grande guerre patriotique est effacée. Sa langue, sa civilisation originale, ses personnalités ont été oubliées.

> La volonté d'effacement culturel, politique et historique de l'Ukraine fut une expression du récit hégémonique, impérial et colonial russe. Elle perdure depuis l'époque des tsars, en passant par le stalinisme jusqu'à la Russie d'aujourd'hui.

Largement responsable de la vision à sens unique de l'impérialisme américain et du colonialisme occidental qui empêche de percevoir la nature et le danger d'un autre impérialisme, celui de la Russie tsariste, stalinienne et poutinienne.

> À quoi bon nous déclarer fièrement antifascistes en chantant *Bella ciao* si ensuite nous ne reconnaissons pas un fasciste comme Poutine lorsque nous l'avons devant nous.

Francesca Melandri est dure avec sa propre génération qui ne veut pas reconnaître la légitimité de la résistance armée du peuple ukrainien. Les Ukrainiennes et les Ukrainiens se sont engagé·es, beaucoup les armes à la main, pour défendre leur liberté et l'indépendance de leur nation. Leur combat nous indispose parce qu'il met à l'épreuve notre lucidité et notre responsabilité. La guerre en Ukraine rebat les cartes, trouble les repères, « que faire quand les données de la réalité s'opposent aux principes sur lesquels s'est construite la conscience de soi pendant des décennies ». Pourquoi ne pas dire clairement qui agresse, qui bombarde, qui occupe et colonise, même si cette fois-ci ce ne sont pas les Américains, ou les Occidentaux.

L'autrice a deux cibles. Traquer les mensonges, les approximations de son père pour rappeler à l'Italie ses aventures coloniales et son passé fasciste. Dénoncer le pacifisme abstrait et l'indifférence face à l'invasion à grande échelle qui entravent la solidarité avec la résistance du peuple ukrainien. Face aux fascismes, à quatre-vingts ans de distance, le choix de la résistance n'est jamais certain. L'engagement de son père, qu'elle a admiré et qu'elle aime toujours lui en dévoile la complexité. Nos camarades en Ukraine en connaissent le prix. Ivanka, une militante anti-autoritaire et féministe, pensait que la motivation des militantes féministes ukrainiennes pour combattre l'armée russe est évidente :

> Il s'agit simplement d'un désir de vivre sur leur terre en tant que personnes libres avec leurs propres valeurs, et de ne pas devenir un quasi-sujet de la Russie.

Ivanka a été tuée au combat sous les bombes russes. Francesca Melandri voulait écrire un livre sur la guerre, et c'est en fait un livre sur la démocratie, sur la justice et la liberté pour laquelle se battent (et meurent) les Ukrainien·nes.

Poésie ukrainienne dans la guerre

Vladimir Claude Fišera[1]

ANNA BOWLES[2]

En guise d'introduction : le 37 février (sic)[3]

(Pour Youlia)

Mon diplôme de russe (un master) et moi-même
savions que la Russie, en réalité, n'envahirait jamais.
Pas comme ça.
[…]
Tu dis que la nuit où tu as
pour la première fois rêvé de la guerre
c'est quand c'est devenu vrai. (fin)

Paysage avec mines

(Région de Kharkiv, mars 2023)

À Kharkiv, les champs ont des dents.
Les tranchées au bord des routes retiennent l'obscurité
tandis que des volontaires qui apportent des outils au village
roulent lentement entre les marquages qui scintillent.

Le museau qui s'écaille du tank brûlé
nous dirige mieux que le GPS.

*

Ne pas s'écarter du sentier !
Nous cheminons du cratère sur la route
au cratère dans la cour de Natalia.

Six mois sur la ligne de front
combien de fois on a changé de camp?
Elle imite un hélicoptère qui mitraille.

Une fumée blanche à l'horizon !
Ne t'inquiète pas, ce ne sont que les gars du génie.

L'enterrement était hier.
Soupir de chagrin de la terre

et sa patience terrifiante. Les arbres
tendent leurs poings de guis contre le ciel.

*

En partant, on regarde un incendie sous contrôle.
Les flammes reniflent, basses et prenant leur temps,
peut-être on aura le champ libre jusqu'à la frontière
où des barbelés suturent le passé avec l'avenir.

Vers l'Ouest, à travers des champs gorgés de blé
Sachko murmure : *l'Ukraine est vivante.*

Le soleil au couchant ride la terre,
le ciel fait trêve.

Pardonner ? les Russes posent des mines
avec des formes de jouets, de pétales, de papillons.

1. Textes présentés et traduits par Vladimir Fišera
2. Pour une présentation d'Anna Bowles, voir *Soutien à l'Ukraine résistante,* n°51, 21 septembre 2026.
3. Extraits.

L'Ukraine se souvient de la Hongrie

Hommage à la révolution hongroise de 1956

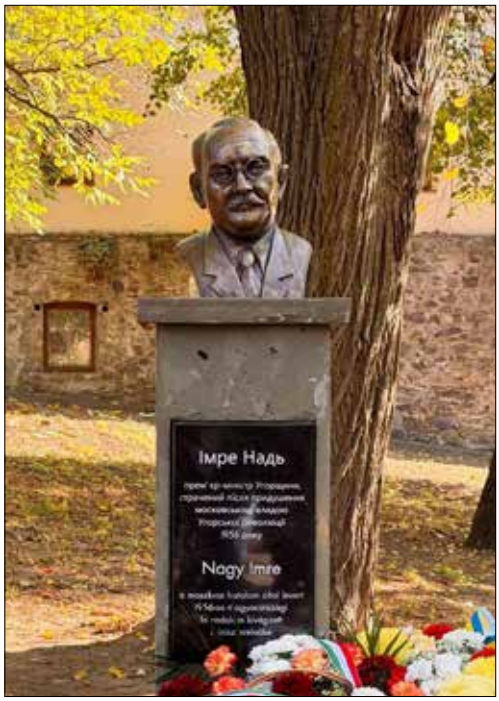
Un monument à Imre Nagy, Premier ministre de Hongrie et l'un des leaders de la révolution hongroise antistalinienne de 1956, a été inauguré à Oujhorod. Le buste a été installé sur une place de la rue Ferenc Rákóczi, à côté d'un mémorial dédié aux héros de la révolution hongroise et de la lutte de libération de 1956 et aux victimes des dictatures staliniennes.

«Cette année marque le 70e anniversaire du début de la révolution hongroise. Le 23 octobre 1956, des manifestations et des grèves de masse se transforment en soulèvement contre le régime communiste. Le 4 novembre, les troupes soviétiques lancent une offensive de grande envergure contre la Hongrie, réprimant brutalement la résistance des insurgés. Cette offensive survient après qu'Imre Nagy a déclaré la neutralité du pays et son retrait du pacte de Varsovie», a déclaré Roman Saray, maire d'Oujhorod.

Après la répression de la révolution, Imre Nagy fut arrêté, puis condamné à mort pour trahison et exécuté le 16 juin 1958 à Budapest. Après la chute du régime communiste, il fut réhabilité et sa figure devint l'un des symboles de la lutte du peuple hongrois pour la liberté et l'indépendance.

«Les événements de la révolution hongroise de 1956 et la lutte actuelle de l'Ukraine pour l'indépendance ont une dimension commune : le désir des peuples de déterminer librement leur propre avenir, de vivre dans un État libre et de ne pas se soumettre à la force et à la coercition», a souligné le conseil municipal de Oujhorod.

24 octobre 2026



TOUT LE PROGRAMME EN CLIQUANT SUR L'IMAGE





«Ivanka», par SiBorg.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.
Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.
Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.
C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.
Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous



le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne. Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal) et Massari Editore (Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris) et *Utopia Rossa* (Rome), les sites *À l'encontre* (Lausanne), Trasversales (Madrid) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud*, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes : « Crosse en l'air ».